



Un voile pudique sur la démocratie

Comment les partis organisent-ils leurs finances ? Qui leur donne de l'argent ? Plongée inédite dans les comptes des organisations structurant la vie politique

Boudé par Cactus, adoubé par les jeunes

Deux ans après sa mise en place, le label de qualité nutritionnelle des aliments Nutri-Score fait l'objet d'un premier bilan... mitigé

Repas sur roues

Sind Roboter die Lösung? Wie die Gastrobranche der Automatisierung entgegenschaut

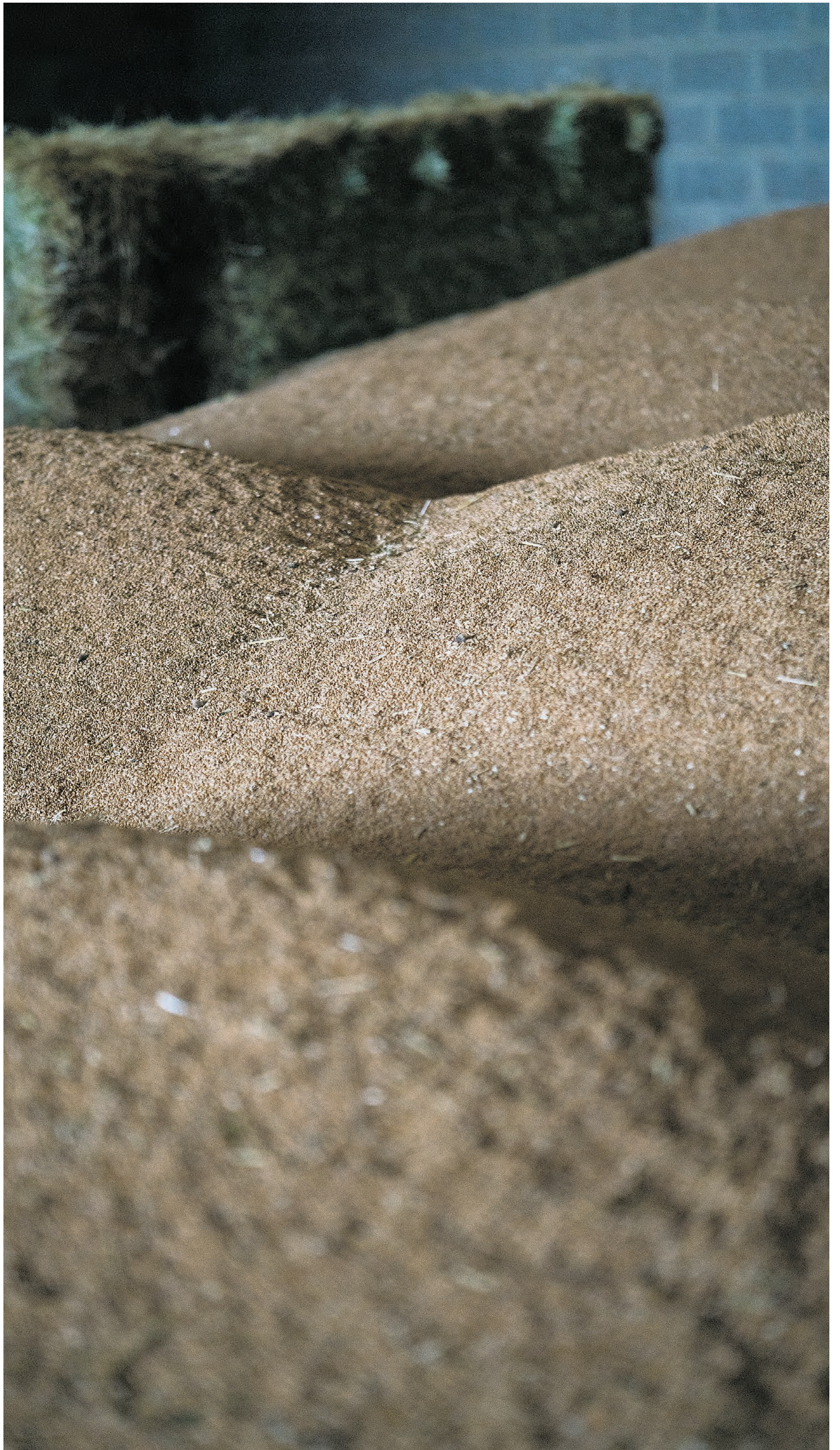
L'ennemi public n° 1

L'« épidémie » de la drogue au Luxembourg dans la presse de la fin des sixties et du début des seventies (2^e partie)

Blau und bio

Mit Marco Koeune leitet erstmals ein Bio-Bauern DP-nahe Bauern-Allianz. Im Wahlkampf könnte das dem Öko-Image des Premiers behilflich sein

Foto: Sven Becker



Un voile pudique sur la démocratie

Pierre Sorlut

Comment les partis organisent-ils leurs finances ? Qui leur donne de l'argent ? Plongée inédite dans les comptes des organisations structurant la vie politique

Quelles personnalités financent la vie politique ? La question se pose légitimement en démocratie, plus particulièrement à quelques mois des élections. Le degré de transparence varie selon les États. Les législateurs occidentaux placent le curseur selon leurs vœux et le droit supranational. Entrent en compte la protection des données personnelles, la volonté de masquer les opinions politiques des citoyens-bailleurs de fonds ou taire l'identité de ceux à qui

l'on pourrait devoir renvoyer la balle. Au Canada ou aux États-Unis, les identités des donateurs sont publiques. Chez l'Oncle Sam, par exemple, les patrons des groupes d'investissement et industries garnissent généreusement les bourses des deux principaux partis. En 2022, Georges Soros (179 millions de dollars), Michael Bloomberg (49), Sam Bankman-Fried (FTX, 37,6) aux Démocrates. Richard Uihlein (Uline Inc, 86 millions de dollars), Kenneth

Griffith (Citadel, 73), Jeffrey & Janine Yass (Susquehanna International, 50) ou encore Paul Singer (Elliott Management, 21) aux Républicains.

En France, les listes des donateurs sont gardées secrètes ou presque. Les journalistes ne peuvent les consulter que caviardées (anonymisées). Ce manque de transparence a suscité la polémique en marge des campagnes d'Emmanuel Macron,

fondateur en 2016 du parti-startup La République En Marche (devenu Renaissance). Pour se structurer, ce dernier a mené des rallyes auprès de bien-faiteurs, notamment par des réseaux d'expatriés à Londres. L'on retrouve d'ailleurs au Royaume-Uni une liste similaire de donateurs aux partis, publiée régulièrement sur le site de la Commission électorale, une institution indépendante chargée de scruter la vie politique. Cette publicité avait permis de savoir qu'en 2016 l'entrepreneur hispano-luxembourgeois, Gerard Lopez, avait réalisé un don de 400 000 livres en faveur du parti conservateur britannique. Le *Guardian* avait vu en cette généreuse donation (l'une des plus grosses de l'année pour le parti de David Cameron, initiateur du référendum sur le divorce entre le Royaume-Uni et l'UE) une immixtion russe dans la campagne du Brexit par le truchement d'un Européen. Mais les Tories avaient choisi le « remain » et Gerard Lopez explique qu'il s'agissait là de soutenir « un ami dans l'élection au poste de maire de Londres », où il réside officiellement, plus précisément Zac Goldsmith (qui n'a finalement pas été élu). Il s'agit là du plus gros don à un parti politique effectué par un Luxembourgeois au cours de la dernière décennie. C'est en tout cas l'une des conclusions de nos recherches menées durant ces dernières semaines.

Les partis vivent majoritairement des financements publics, mais les dons de personnalités du monde des affaires informent sur les communautés d'intérêts



Congrès de l'ADR en mars où apparaît Detlef Xhonneux, avec son paquet de documents



Conférence de presse du parti Piraten en juillet

Sur le site de la Chambre des députés, est affirmé que la loi luxembourgeoise veille à « une transparence absolue du financement des partis politiques ». Pour ce qui est des dons, la loi de 2007 sur le financement des partis politiques promet une certaine traçabilité. Les listes de ceux supérieurs à 250 euros doivent être déposées tous les ans auprès du Premier ministre et devant le président de la Chambre des députés. Des listes sont publiées sur *chd.lu* mais elles s'arrêtent à 2011. Sollicitée dans le cadre de la loi sur la transparence de la vie publique pour consulter les documents envoyés par les partis, la Chambre invite à se rendre dans ses locaux. « Nous ne pouvons pas les envoyer », informe le département relations publiques par voie d'email début juillet. Nous décrochons un rendez-vous deux semaines plus tard. « La préparation des archives prend un peu de temps », est-il justifié. À la date convenue, le service du contrôle financier nous remet un paquet de feuilles. Ce sont les listes des donateurs. On nous avait fait signer des engagements. Impossible de les sortir. D'en faire des copies. De les publier intégralement. On nous installe dans une cuisine dans les étages de l'administration parlementaire. Une stagiaire du service s'assoit à la table. On comprend pour surveiller l'éventuelle prise de clichés ou le vol de copies. Des listes tiennent sur une page tapée sur Word avec en-tête au nom du parti. L'explication : les partis collectent assez peu de dons. Le CSV et le DP, les deux principales organisations partisanes en nombre de voix aux dernières élections, comptent un peu plus de quinze donateurs en 2021 et 2022. La seule exception notable depuis 2013 pour le DP est le millésime 2018. Cette année-là, les cadres ont mis la main à la poche pour financer la campagne. Lydie Polfer, Corinne Cahen, Simone Beissel, Pierre Gramegna, Joëlle Elvinger, etc. ont aligné 2 000 euros. Les caciques Agnès Durdu (alors présidente du conseil d'État), Fernand Etgen (futur président de la Chambre) et Xavier Bettel (Premier ministre) ont versé entre 3 700 et 5 500 euros.



Les rassemblements politiques en ce Superwaljoer : Déi Gréng, CSV et DP



Sven Becker

Sollicitée par le *Land*, Corinne Cahen (DP) explique le faible nombre de contributeurs par la volonté des mécènes potentiels de ne pas être associés à l'un ou l'autre parti dans l'éventualité où quelqu'un irait fouiner dans le listing. Certains s'y risquent pourtant. Par exemple, cette « Arthur Andersen Connection ». Les anciens du cabinet d'audit (précurseur d'Ernst & Young) ont alimenté les caisses du parti libéral : bien sûr Norbert Becker, notoire éminence grise du DP en matière économique, avec son ancien poulain Alain Kinsch (ancien *managing partner* d'Ernst & Young) consulté pour devenir ministre des Finances en 2013, lui-aussi sur les registres. Apparaît également Alex Sulkowski (fondateur du cabinet de conseil fiscal Atoz avec Norbert Becker). Les montants versés paraissent raisonnables, voire symboliques, 500 ou mille euros, en *one shot*. Le plus important donateur du parti libéral issu du monde des affaires depuis dix ans est René Elvinger, ancien patron de Cebi (équipementier automobile à Steinsel) avec 8 000 euros placés dans le parti. À l'occasion de la fête nationale cette année, le jeune retraité a reçu du Grand-Duc et du Premier ministre la médaille de Commandeur de l'Ordre de la Couronne de Chêne. Georges Lentz (Brasserie nationale) a lui aussi donné aux libéraux en 2013.

Depuis 2007 et la loi sur le financement des partis, les sociétés n'ont plus le droit de donner. Ce qui n'est pas le cas au niveau européen. Selon la liste des financements aux partis politiques européens de 2023 publiée la semaine passée, Amazon fait partie des sept donateurs aux partis libéraux européens. Le don s'élève à 18 000 euros, le maximum selon la réglementation européenne. Notons que l'ALDE est, de loin, le groupe politique qui reçoit le plus de dons d'entreprises, essentiellement du digital et de la santé. (Relevons en outre que AT&T finance les libéraux et les conservateurs presque dans la même mesure, à mille euros près.) Au Luxembourg, les conservateurs du CSV accrochent une haute personnalité du monde juridique à leur tableau de bienfaiteurs, avec l'ancien doyen du barreau Jacques Loesch (défunt en 2020). À l'ADR, un nom revient très régulièrement avec de gros montants à l'échelle luxembourgeoise : Detlef Xhonneux. Avec plus de 30 000 euros de dons cumulés ces cinq dernières années, ce conseiller fiscal de Hobscheid, spécialiste en finance au sein du parti, est le principal mécène politique du Grand-Duché.

Les Verts et dans une moindre mesure le LSAP présentent des listes plus étoffées dans des tableurs Excel. Presque cent noms pour les écologistes en 2021. Le plus important culmine à 5664,52 euros, apporté par Claudie Reyland, vétérinaire et conseillère communale à la Ville. Le plus généreux donateur socialiste depuis 2019 est Gabriel Boisante, entrepreneur

de l'horeca (Urban, Bazaar, etc.) et conseiller communal dans la capitale. Sur les listes des Pirates, apparaissent, comme dans les autres partis, ses cadres, quelques résidents étrangers, un entrepreneur de l'internet (Xavier Buck). Le plus gros donateur est Daniel Frères avec un don de 30 000 euros, en 2018. Une aberration statistique qui fait grimper à vingt pour cent la participation des dons aux recettes du parti. À en juger les comptes des partis pour l'année 2018, les dons sont plus élevés en année électorale. Six pour cent des recettes pour le DP et le CSV, contre moins d'un pour cent en temps normal. Seuls les écologistes bénéficient d'un flux de dons à peu près régulier.

Dans l'ensemble, les dons ne représentent qu'une toute petite partie de l'argent des partis. Selon les derniers bilans déposés par les partis à la Chambre des députés, ceux de 2021, ces derniers vivent essentiellement de financement public. Celui-ci se justifie (comme pour la presse) par la volonté d'entretenir le pluralisme politique. Par exemple, 74,9 pour cent des produits ordinaires (public, cotisations des adhérents, contribution des mandataires, dons et événementiel-merchandising) du CSV (soit 1,2 million d'euros) proviennent de la dotation forfaitaire (100 000 euros) et de la rétribution liée aux votes obtenus lors des élections précédentes (nationales et européennes). La proportion

« Il reste théoriquement possible pour un parlementaire de collecter des fonds de personnes morales et de les reverser en tant que contribution spéciale de membre ou de mandataire à son parti »

Rapport du Groupe d'États contre la corruption

du financement public dans les principaux revenus s'élève à 73,5 pour cent pour le DP ou 64 pour cent pour Déi Gréng. Avec ce dénominateur commun, la part du financement public des Pirates atteint 90 pour cent. Or, la loi le plafonne à 75 pour cent des recettes globales du parti. Heureusement en 2021, le parti jouit de 64 000 euros de produits exceptionnels. Une vingtaine de milliers proviennent du remboursement par l'État du trop payé par les Pirates suite à leur litige avec la Cour des comptes. L'institution en charge du contrôle du financement des partis (dont les membres sont nommés par la Chambre, et donc les députés membres des partis au pouvoir) avait refusé que les frais de campagne engagés par Daniel Frères en 2018 soient considérés comme un don (en nature) dans les comptes des Pirates. Le parti de Sven Clement avait remboursé le trop perçu par l'État en attendant le verdict de son recours devant les juridictions administratives, qui lui ont finalement donné raison. Ce qui explique l'opportun versement en 2021. Il est complété par l'aide au réemploi d'un salarié du parti recruté via l'Adem, enregistrée dans les produits exceptionnels... et donc permettant d'éloigner le couperet des 75 pour cent de financement public.

La contribution des mandataires est le deuxième plus important revenu des partis. Il s'agit de sommes versées par les élus (à la Chambre, au niveau des communes, au Parlement européen ou au gouvernement), « sur base des rémunérations ou indemnités touchées en leur qualité de mandataires politiques », explique la loi sur le financement des partis. En 2021, ces versements représentaient entre quinze (CSV et DP) et trente pour cent (LSAP) des revenus ordinaires des principaux partis. Ils font partie des problèmes pointés du doigt par le Greco. Entre 2007 et 2012, le groupe d'États contre la corruption (agissant sous l'égide du conseil de l'Europe) a contraint le Luxembourg à se mettre à jour en matière de financement de la vie politique. Une première visite des experts avait provoqué la loi de 2007, laquelle sortait le Luxembourg de la préhistoire démocratique. Il s'agissait ensuite dans ce cycle d'évaluation de contrôler la mise en œuvre du cadre légal du financement et de l'ajuster si besoin.

En 2012, le Greco a finalement livré un bulletin passable. Le Grand-Duché arrivé de tellement loin. Le Greco avait notamment « recommandé au Luxembourg » de préciser les règles applicables aux sommes reversées par les mandataires à leur parti. « Ces financements sont soumis au règlement intérieur de la Chambre des députés mais les règles sont différentes de celles sur le financement politique (loi électorale de 2003 et loi sur le financement des partis politiques de 2007), ce qui peut poser problème », écrivent les experts du

Greco. Ils estiment ainsi que les apports de personnes morales à des parlementaires ne sont pas explicitement prohibés par le règlement Intérieur alors qu'ils le sont pour le financement des partis et, depuis janvier 2012, pour le financement des campagnes électorales. « Il reste théoriquement possible pour un parlementaire de collecter des fonds de personnes morales et de les reverser en tant que contribution spéciale de membre ou de mandataire à son parti, ou de les conserver pour financer en personne une partie de sa campagne », juge le Greco.

Le groupe de lutte contre la corruption déduit que, pour les élus, récolter des fonds (« dans des conditions pas toujours très claires ») puis les reverser au parti en tant qu'apport personnel ou « cotisation spéciale » conduirait « à masquer l'origine du versement ». « Par ailleurs, il semble n'exister aucun réel dispositif de supervision des déclarations de dons reçus par les parlementaires, au-delà de leur publication », assène le Greco. Mais l'institution pisse dans un violon puisque dix ans plus tard, ni la loi ni le règlement de la chambre n'ont été changés. Pour Alex Bodry, homme de droit et ancien patron du LSAP, la loi comporte une interdiction de recevoir des dons de personnes morales, directement ou indirectement. « Le député qui contourne la loi commet un délit. Et le parti qui l'accepte aussi », répond-il aux *Land*. Le dorénavant membre du Conseil d'État ajoute ne pas voir de « plus-value » à ce qu'une telle interdiction soit ajoutée au règlement de la Chambre. « Un député malhonnête ne le respectera pas comme il ne respecte pas la loi », complète-t-il. Le règlement de la Chambre est simplement écrit que les députés ne « sollicitent, ni n'acceptent ou ne reçoivent aucun avantage financier direct ou indirect, ou toute autre gratification, contre l'exercice d'une influence ou un vote concernant la législation, les propositions de résolution, les déclarations écrites ou les questions déposées auprès de la Chambre des Députés ou de l'une de ses commissions, et veillent scrupuleusement à éviter toute situation susceptible de s'apparenter à la corruption. »

Les versements des mandataires ne bénéficient d'aucune publicité. Ils sont tout juste (normalement) recensés dans les grands livres de comptabilité des partis qui sont remis à la Cour des comptes. Contactée cette semaine, cette dernière explique que les seules personnes habilitées à parler sont en congé. Dans son dernier rapport, au sujet des donateurs, elle note que tous les partis ont recueilli et recensé leur identité dans une liste, « à l'exception d'une composante du parti DP où le relevé fait défaut ». Dans l'ensemble et à l'exception de l'affaire Daniel Frères, la Cour des comptes trouve peu à redire. ●

LEITARTIKEL

Schöne neue Welt

Peter Feist

Am Montag bekam LSAP-Gesundheitsministerin Paulette Lenert Post. Die Ärzte der Escher Radiologen-Praxis Hygie Imagérie schrieben, sie seien an der Zusammenarbeit mit einem Spital interessiert. Gute Idee, antwortete die Ministerin ihnen, wie sie dem *Land* erklärte. Würde so eine Kooperation doch dem Gesetz über den „virage ambulatoire“ gerecht, das die Abgeordnetenkommission vorige Woche verabschiedet hat. Am gestrigen Donnerstag stand es im Memorial, seit heute ist es in Kraft. Schwere und teure Radiologie-Apparate, wie IRM, CT-Scanner und 3D-Mammografen, dürfen in Praxen nur zum Einsatz kommen, wenn dafür mit einem Spital eine „Antenne“ gebildet wurde.

Man könnte meinen, Paulette Lenert sei drauf und dran, nach der Radiologie in Potaschberg vor einem Jahr nun auch die in Esch Antennenkonform zu machen. Und zu verhindern, dass sich der LSAP und ihrer Spitzenkandidatin im Wahlkampf ein politisches Problem stellt. Doch so einfach ist das nicht. Wohlweislich vermeidet sie Hinweise darauf, mit welchem Spital kooperiert werden soll. Nahe läge das Süd-Klinikum Centre hospitalier Emile Mayrisch (Chem). Doch dort hat man es offenbar nicht eilig, der Ministerin eine heiße Kartoffel abzunehmen. Wieso auch? Das neue Gesetz gesteht jeder der vier Krankenhaus-Gruppen zwei Antennen-Standorte für schwere Radiologie zu. Warum sollte das Chem einen davon für Esch verbrauchen, wo es in Esch doch schon ist? Die Mission, die sein Verwaltungsrat ihm erteilt hat, sagt Chem-Generaldirektor René Metz dem *Land*, bestehe darin, mit Hygie zu reden, „falls wir kontaktiert werden“. Abgesehen davon müsse das Chem seine eigene Radiologie-Strategie verfolgen. „Wenn darin eine Antenne mit Hygie in Esch vorkommen sollte, müsste ich das meinem Verwaltungsrat erklären können.“

Das „Wo“ und „Mit wem“ ist aber nur ein Teil des Problems. Der größere besteht darin, dass hinter Hygie Imagérie kein Ärztekollektiv steht, wie in Potaschberg. Sondern eine Beteiligungsgesellschaft, die Räume und Ausrüstungen an die Radiologen vermietet, um daran Geld zu verdienen. Die Radiologen treten an den Investor einen Teil ihres Honorars ab, dem Vernehmen nach 70 Prozent (*d’Land*, 28.6.2023). Die Gesundheitsministerin tut bisher so, als sei das nicht weiter erwähnenswert.

Ist es aber. Schon, weil in Luxemburg das eiserne Prinzip gilt, dass Klinikärzt/innen ihr ganzes Honorar zusteht. Auch nur daran zu denken, das zu ändern, ist tabu. Der Ärztesverband AMMD wacht darüber. Würden die Hygie-Ärzte per Antenne mit einem Spital verbunden, egal mit welchem, stünde dieses Prinzip infrage.

Politischer Krach deshalb wäre absehbar. Es könnte ein längerer Krach werden. Einer, der das Gesundheitssystem verändert. Im Gegensatz zu den Behauptungen der CSV-Fraktion vorige Woche im Parlament, „sozialistische Planwirtschaft“ untergrabe „die Privatinitiative“ im Gesundheitswesen, untergraben die LSAP und ihre Gesundheitsministerin nichts. Sie öffnen sogar einer Soparfi, zu deren Aktionären ein Private-Equity-Fonds zählt, die Tür zur Klinikmedizin. Zunächst nur einen Spalt weit. Doch der Erfahrung nach verbleiben Private-Equity-Fonds fünf Jahre im Kapital einer Gesellschaft, dann verkaufen sie weiter. Wer weiß, an wen Hygie-Aktionär Axio Solutions SLP aus Paris verkaufen wird. Wer weiß, ob die Soparfi hinter Hygie nicht vielleicht ihr Kapital und ihren Aktionsradius weiter vergrößert, und wer weiß, welche Finanziere sich demnächst noch für den Luxemburger Gesundheitssektor interessieren.

Im Wahljahr 2023 scheint vieles möglich. Vielleicht setzt sich am Ende die Auffassung durch, dass es eine gute Idee ist, Klinikärzt/innen einen Teil ihrer Honorare ans Spital abführen zu lassen. In Belgien ist das so. Zum Ausgleich dürfen Ärzt/innen dort einen Teil ihrer Arbeit *hors convention* erledigen und dafür hohe Zuschläge nehmen. Eine solche „Teilkonventionierung“ auch hierzulande schwebt manchen im AMMD-Vorstand seit Jahren vor. Im Wahljahr 2023 könnte die schöne neue Gesundheitswelt mit Investoren und Privatmedizin vor der Tür stehen. Die LSAP sagt, sie werde das verhindern. Den Eindruck, einen klaren Gegenentwurf zu haben, macht sie nicht.

P O L I T I K

„Unverhältnismäßig“

Auf den „Baulandvertrag“ wird LSAP-Innenministerin Taina Bofferding im Wahlkampf nicht als Beitrag ihrerseits zur Lösung der Wohnungsknappheit verweisen können: In seiner letzten Sitzung vor der Sommerpause am Freitag voriger Woche hielt der Staatsrat an seinen formellen Einwänden zu Bofferdings Gesetzentwurf fest: „Unverhältnismäßige“ Bestimmungen und Sanktionen ergäben nicht mehr Wohnungsbau (Foto: Sven Becker).

Dabei ist vom „Baulandvertrag“ nur noch die Rede, weil das Wort kurz ist. Zur Umsetzung dieser Idee, die auf die DP zurückgeht, hatte 2017 Bofferdings Vorgänger Dan Kersch einen ersten Gesetzentwurf schreiben lassen. Im Herbst 2020 machte die zweite blau-rot-grüne Regierung daraus „servitudes visant à déterminer des créneaux temporaires de viabilisation de fonds et de construction de logements“. Wird Bauland, das im PAG einer Gemeinde neu als solches ausgewiesen ist, nicht innerhalb einer bestimmten Frist mit Infrastrukturen erschlossen, würde es für ein paar Jahre als nicht bebaubar blockiert. Schon erschlossene Grundstücke wiederum, auf denen kein Wohnungsbau stattfindet, könnten zur Baulandreserve zurückgestuft werden, was einem temporären Bauverbot gleichkäme. Der Staatsrat hatte schon in seinem ersten Gutachten, für das er sich 15 Monate Zeit ließ, erklärt, blockierte Grundstücken würden gerade nicht zu mehr Wohnungen führen. Die letzten Änderungen am Text, die der parlamentarische Innenausschuss im Herbst 2022 verabschiedete, hielt der Staatsrat vorigen Freitag für lediglich „punktuell“. Zu den Drohkulissen hätten noch Alternativen vorgelegt werden müssen. Und vielleicht mit Blick auf die aktuelle Lage am Bau meinte er, es gebe schon genug „constructions inachevées“. pf

Nur ein Kollektivvertrag

Für die Kliniken sowie die Pflege- und Sozialeinrichtungen müsse endlich ein gemeinsamer Kollektivvertrag her. Denn der Vertrag für die Spitäler (CCT FHL) sei vorteilhafter als der für den Pflegesektor (CCT SAS), was zu ungesunder Konkurrenz um knappes Personal führe. Diese von Copas-Präsident Marc Fischbach vorige Woche im *Radio 100,7* und am Montag im *RTL Radio* vorgetragene Klage griff der OGBL gern auf. Die Gewerkschaft tritt seit Jahren dafür ein, für beide Sektoren die bessere CCT FHL in Kraft zu setzen. Irgendwie. Einfach wäre das nicht: Der Krankenhaus-Kollektivvertrag bietet die 38-Stundenwoche und im Schnitt 17 Prozent mehr Gehalt als die CCT SAS. Eine Angleichung könnte die Preise in den Altenheimen steigen lassen. Die Konkurrenz um Personal ist komplex: Beide Branchen sind parastaatlich. Für Krankenpfleger/innen ist die CCT SAS beim

Berufseinstieg günstiger, die CCT FHL bei fortgeschrittener Laufbahn. Die Copas erhob die Forderung nach „nur einem Kollektivvertrag“ schon im Wahlkampf 2018. Sie blieb folgenlos, und es ist gar nicht sicher, dass das für den Herbst geplante Treffen zwischen Copas, Krankenhausverband FHL, OGBL und LCGB, von dem *RTL Télé* am Dienstag berichtete, zu etwas führt. In den Wahlkampfzettelungen der FHL an die Parteien, die am gestrigen Donnerstag veröffentlicht wurden, kommt der einheitliche Kollektivvertrag schon mal nicht vor. pf

P E R S O N A L I E N



François Bausch,

Mobilitätsminister (Grüne), durfte sich diese Woche über ein Ranking freuen: Greenpeace erklärte Luxemburg zum Sieger unter 30 öffentlichen Verkehrsnetzen in Europa. Greenpeace befaste sich bei seiner Berechnung vor allem mit Kostenfaktoren für die Nutzer/innen. Als grüne Parteimitglieder mit dem Ranking für ihren Minister in den sozialen Medien warben, wiesen andere Nutzer/innen allerdings darauf hin, dass günstig nicht gleich „gut“ sei. Das Ranking ist Teil einer Greenpeace-Kampagne für erschwingliche Klimatickets (Foto: Sven Becker). sm

Franz Fayot,

Wirtschaftsminister (LSAP), wurde von der Handwerkskammer in einem offenen Brief angegriffen: Er verbreite unbegründete „Spekulationen und Unterstellungen“. Fayot hatte im *RTL Radio* einen



Bericht der Wettbewerbsbehörde aufgegriffen. Und unter anderem behauptet, es gebe Absprachen zwischen verschiedenen Immobilienentwicklern und Bauträgern, um Bautätigkeiten auf einem niedrigen Niveau zu halten und hohe Margen zu erzielen. Die Handwerkskammer störte, dass in dem Bericht steht, der Arbeitskräftemangel werde über Lohnabsprachen hoch gehalten, um Bauaktivitäten zu bremsen. Das könne nicht stimmen: Laut einer Umfrage würden Baufirmen versuchen, Mitarbeiter bei der Konkurrenz abzuwerben. Franz Fayot unterscheide in seinen Aussagen nicht zwischen Immobilienentwickler, Baugewerbe und Handwerksbetrieben, so ein weiterer Vorwurf der Handwerkskammer. Aufgefordert, seine Aussagen zurückzuziehen, sagt der Minister auf *RTL Télé*: „Natierlech maachen ech dat net!“ sm

S O Z I A L E S

Dringend zum Arzt

Arme Menschen suchen öfter als Besserverdienende die Notaufnahmen der vier Akutspitäler in der Hauptstadt, Esch/Alzette und Ettelbrück auf. Das hat die Generalinspektion der Sozialversicherung (IGSS) ermittelt. In der Gruppe mit einem Jahreseinkommen unter 25 000 Euro wurde im statistischen Schnitt des Jahres 2019 doppelt so häufig auf eine *Urgence* in einem Spital zurückgegriffen wie in der Gruppe mit mehr als 80 000 Euro Einkommen. Wer die Teuerungszulage bezog, nahm rund anderthalb Mal häufiger eine Notaufnahme in Anspruch als jemand ohne die Zulage. Mögliche Gründe dafür gibt die IGSS nicht an. Die in ihrem *Cahier statistique* 15/2023 präsentierte Auswertung von CNS-Daten liefert eine umfangreiche Betrachtung der Notfallversorgung, aber ohne Interpretationen. Sie bezieht neben den Notaufnahmen der Spitäler auch die drei Maisons médicales sowie den Samu-

Dienst ein. Unter den vielen Daten bemerkenswert ist unter anderem, dass zwischen Januar 2019 und Ende Juni 2022 fast zwei von drei Arztkonsultationen in einer Notaufnahme wegen eines Schweregrads von 1 bis 3 auf der fünfstufigen Kanadischen Skala für den Triage stattfanden. Covid-19 wurde dabei herausgerechnet. In Stufe 1 ist der Schweregrad am höchsten. So dass die Behauptung, „d’Lei gi meeschdens mat Boboën an d’Urgence“, wohl einer Relativierung bedarf. pf

Dringend ans Geld

Zu den Hinweisen, dass die „soziale Schere“ sich weiter öffnet, muss der Jahresbericht 2022 der CNS gezählt werden. Wurden 2020 an Krankenversicherte 92 250 Schecks ausgegeben, mit denen in einer Post-Filiale sofort die Rückzahlung auf Kassenleistungen empfangen werden konnte, nahm diese Zahl 2021 auf 115 919 zu und 2022 auf 141 002. Im Schnitt wurden 2022 pro Scheck 319,12 Euro ausgezahlt. Der Tiers payant social, bei dem Arztrechnungen nicht vorab beglichen werden müssen, wurde vergangenes Jahr 65 504 Mal in Anspruch genommen. 2020 war das 50 256 Mal der Fall. pf

Zur Beschäftigung

Eine (wenngleich nicht die einzige) Erklärung für die gestiegene Arbeitslosenrate ist offenbar die Krise im Baugewerbe. Aus Rohbau, Ausbau, aber auch Bau-Konzeption und Immobilienagenturen (insbesondere aus den beiden Letzgenannten) wurden zwischen Mai 2022 und Mai 2023 viele neue Stellensuchende registriert. Die Aufschlüsselung lieferte LSAP-Arbeitsminister Georges Engel auf eine parlamentarische Anfrage aus der DP-Fraktion hin. Sie zeigt auch, in welchen dieser Branchen zugleich Arbeitskräftemangel herrscht: Im Bau scheint das durchaus der Fall zu sein, bei den Immobilienagenturen dagegen nicht. Mehr Stellensuchende gebe es auch aus IT und Telekom sowie Buchhaltung, die jedoch gleichzeitig alle „très en pénurie“ seien, und aus der Gastronomie, wo „zum Teil“ Personalmangel

herrsche, etwa an Köchen. Ende Juni war die Arbeitslosenrate saisonbereinigt auf 5,2 Prozent gestiegen. 15 333 Stellensuchende waren bei der Adem registriert, 1 695 Personen oder 12,4 Prozent mehr als im Juni 2022. pf

W I R T S C H A F T

Législation fiscale

Le 8 octobre 2021, la signature de l'accord sur un taux minimum d'imposition des multinationales avait été qualifié d'historique par la presse. Il est en voie de transposition en droit luxembourgeois. Le conseil de gouvernement a validé le projet de loi vendredi dernier. Ce jeudi, le ministère des Finances informe que « la signature est en cours ». Le dépôt à la Chambre et sa publicité sont imminentes. En attendant, le mécanisme est expliqué dans un communiqué de la rue de la Congrégation. À sa lecture, le fiscaliste Alain Steichen, sollicité par le *Land*, prédit un texte d'une « haute technicité », « un bottin téléphonique où chacun naviguera comme il pourra ». Pour appliquer l'imposition minimale effective de quinze pour cent, seront introduits deux nouveaux impôts avec deux « règles interdépendantes » : « D'un côté la règle d'inclusion du revenu (RIR) et de l'autre la règle relative aux bénéfices insuffisamment imposés (RBII). La RIR est appliquée au niveau de l'entité mère par rapport à un montant d'impôt complémentaire qui a été déterminé au préalable pour les entités qu'elle détient. La RBII est un filet de sécurité à la RIR, selon le ministère des Finances : « Le montant résiduel du montant total d'impôt complémentaire déterminé pour un groupe qui n'a pas encore été soumis à l'application d'une RIR d'une juridiction est réattribué, sur base d'une formule spécifique, aux fins de l'application de la RBII aux juridictions dans lesquelles des entités constitutives de ce groupe sont situées. » Les fiscalistes ont de beaux jours devant eux. pso

Blog

Boudé par Cactus, adoubé par les jeunes

France Clarinval

Après deux ans d'existence, le label de qualité nutritionnelle des aliments Nutri-Score fait l'objet d'un premier bilan... mitigé

Depuis 2021, le système de notation des aliments, Nutri-Score bénéficie d'un cadre légal au Luxembourg, au même titre que d'autres pays européens. Créé en France en 2017, adopté par la Belgique en 2019 et l'Allemagne fin 2020, le label est aujourd'hui de mise dans six États membres de l'UE (plus la Suisse). Son but est orienter les choix des consommateurs vers des produits vertueux en termes de diététique. Ce qui s'inscrit dans une série d'actions pour lutter contre l'obésité, les maladies cardiovasculaires et le diabète. Ses pastilles allant du vert au rouge, assorties des lettres de A à E, permettent d'évaluer en un coup d'œil la teneur des aliments en « bons nutriments » (protéines, fibres) et en « mauvais » (sucre, sel, acides gras). C'est un raccourci qui permet de ne pas devoir lire le détail de la composition nutritionnelle et de comparer rapidement des produits entre eux.

Promoteur du label, le ministère de la Protection des consommateurs a fait le point sur la connaissance et l'usage du Nutri-Score pour mettre en évidence les facteurs de réussite ainsi que les obstacles à l'utilisation. Un panel de consommateurs (546, un nombre assez réduit en termes de statistiques) a été sondé et des producteurs et distributeurs ont été interviewés. Il en ressort une bonne notoriété, en particulier auprès des plus jeunes. Chez les 25-34 ans, la connaissance du label atteint 98 pour cent contre 68 pour cent chez les 55-64 ans. Les plus âgés sont aussi plus critiques car ils ne sont qu'une moitié (52 pour cent) à juger le Nutri-Score crédible quand les jeunes lui font confiance à 93 pour cent. Le label facilite aussi l'acte d'achat : Soixante pour cent des personnes interrogées sont influencées par ce logo lors de leurs courses. Ces chiffres méritent d'être nuancés par une autre étude récente, publiée par le ministère de l'Agriculture fin juin. Les 1 522 résidents interrogés (presque trois fois plus donc) mettent le gaspillage alimentaire en tête de leurs préoccupations. L'alimentation saine, l'offre de produits régionaux viennent ensuite. Les labels dans le domaine de l'alimentation n'arrivent qu'en dixième position.

La lecture du Nutri-Score a beau être simple, son interprétation n'est pas toujours complète. « Beaucoup de gens ne savent pas que la comparaison entre les scores doit se faire au sein d'une même catégorie d'aliments ; les pizzas, les chips, les mueslis, par exemple », admet Torsten Bohn, nutritionniste et membre du « Scientific Committee of the Nutri-Score ». D'autre part, les écarts avec la réalité de la vie quotidienne sont pointés par nombre de détracteurs. Certains produits sont pénalisés par l'évaluation sur cent grammes (ou cent millilitres) qui n'est pas en corrélation avec une portion réelle : personne ne met cent grammes de beurre (classé E) sur sa tartine. Inversement, les transformations pour la consommation ne sont pas prises en compte et offrent de bons résultats, trompeurs. Les frites surgelées sont notées A, alors qu'une fois passées à la friteuse, leur valeur nutritionnelle sera évidemment moins favorable. « Malgré la bonne volonté de ses promoteurs, le Nutri-Score, comme beaucoup de discours sur l'alimentation et la santé, touche davantage ceux qui n'en ont pas vraiment besoin », note Marc Thuau, président de l'Association nationale des diététiciens du Luxembourg (ANDL). Il détaille une inversion des tendances : « Dans le temps, les personnes socialement moins favorisées cuisinaient parce que ça revenait moins cher. Aujourd'hui, ce sont les personnes les plus éduquées qui choisissent des produits bruts qu'ils cuisinent eux-mêmes, là où, en bas de l'échelle, les produits industriels sont vus comme des solutions simples et réconfortantes. » Le diététicien prône un « marketing social » pour répondre au « marketing agressif de l'industrie agroalimentaire ». Il préconise un « travail de fond pour reconnecter le public avec les aliments par une éducation aux goûts ».

La marche est encore plus haute pour amener l'ensemble des producteurs luxembourgeois au Nutri-Score. Après deux ans d'utilisation, la sauce a moyennement pris puisque seuls six fabricants ont demandé l'agrément. Deux sont bien connus du grand public, Maxim Pasta et Moulins de Kleinbettingen. Les autres œuvrent plutôt dans des niches : Mahida (produits halal destinés à la restauration rapide et aux magasins d'alimentation), Teloo Vitality (chocolats enrichis à la noix de cola), Naturévous (jus de fruits et smoothies distribués en entreprise) et Divlnt (qui est référencé en tant que concepteur de sites web !). Ce sont des entreprises dont les produits sont globalement assurés de recevoir une note favorable. « Elles

Les nouveaux critères d'évaluation des boissons fait baisser le Nutri-Score des sodas

n'ont rien à craindre de l'évaluation de leurs aliments et voient un avantage concurrentiel à afficher leur bon résultat », indique l'étude.

En revanche, les grosses pointures nationales snobent le concept : Luxlait, Biog, Cobolux ou Cactus sont clairement opposés au système de notation. Les arguments qu'ils avancent sont le manque de considération d'autres caractéristiques des produits, comme la proximité, le degré de transformation, l'empreinte carbone, la transformation génétique ou l'utilisation de pesticides. Mais le diététicien nuance : « Ce sont surtout des fabricants dont les produits, par essence, afficheraient un score médiocre, comme du beurre, de la mayonnaise ou de la charcuterie. Ils ne veulent pas prendre ce risque ». Il rappelle que les entreprises doivent utiliser le logo sur l'ensemble de leurs produits et ne peuvent donc pas l'appliquer seulement pour certains « bons » produits au sens de l'échelle Nutri-Score. Face au Land, Paul Faltz, administrateur délégué de Cobolux confirme cet écueil. « La charcuterie n'obtient de facto pas un bon Nutri-Score. C'est n'est pas une publicité positive pour les produits de boucherie. » Il regrette que le calcul ne tienne pas compte de la qualité et de l'origine des produits et cite en exemple une saucisse. « Notre Wiener obtiendrait probablement le même Nutri-Score (D ou E) que celle d'un discounter alors que notre produit est qualitativement plus élevé (moins deau, plus de viande, moins de chimie et moins de matière grasse) et est fabriqué à base de matières premières locales. » Gilles Gérard le directeur général de Luxlait affiche lui aussi ses réticences. « Le calcul du Nutri-Score reste trop généraliste et n'est pas toujours représentatif de la valeur nutritionnelle réelle du produit. » Il regrette les évolutions de l'algorithme qui pénalise les matières grasses animales au profit des matières grasses végétales. « Il serait donc préférable de consommer des matières grasses végétales avec tous les additifs que ces produits peuvent parfois contenir plutôt qu'un produit peu transformé tel que le beurre par exemple », fustige-t-il. Le nouveau classement du lait et boissons lactées dans la catégorie boisson va également discriminer ces produits face à des sodas lights. « Par ce système simpliste de notation, le Nutri-Score fait penser que le lait, produit essentiel à la croissance ne serait pas forcément bon pour la santé ! ».

Les chaînes de supermarchés françaises comme Auchan ou Carrefour et belge comme Delhaize ont pris le Nutri-Score à leur compte, avec un affichage sur les produits de leurs marques. Cactus a décidé de s'en passer. « Les contraintes autour de l'application du label sont relativement grandes. Pour nous, cela engendrerait un changement d'un grand nombre d'emballages, ce qui représente un coût important », répond Déborah Thiry du service marketing à notre demande. Elle met en avant la

« Le Nutri-Score touche ceux qui en ont le moins besoin »

Marc Thuau

production et la distribution de produits locaux et saisonniers, qui soutiennent l'agriculture locale, et ont une empreinte écologique réduite. « Ces critères n'entrent pas dans le calcul du Nutri-Score, ce que nous trouvons regrettable. » À l'inverse, Delhaize a fait du Nutri-Score un instrument de fidélisation en récompensant l'achat de produits A et B. « C'est un incitant financier qui porte ses fruits et qui nous pousse à être plus qualitatifs sur nos propres produits », indique Karima Ghozzi, porte-parole du groupe. Elle précise que plus de 4 000 des 6 500 références de la marque au lion sont dans le vert.

Le Nutri-Score vise aussi à encourager les industriels à améliorer la qualité nutritionnelle de leur offre. Avec le risque de transformer plus encore les aliments ou de remplacer certains ingrédients par des additifs. « Je ne connais pas d'entreprise luxembourgeoise qui aurait modifié ses recettes pour améliorer leur score. Dans les grands groupes internationaux, par contre, c'est courant. Ça se joue au milligramme de ceci ou de cela pour satisfaire une équation », explique le diététicien. Le passage des Chocapic de Nestlé d'un B à un A avait fait grand bruit il y a un an. Voilà que l'adaptation des critères de calcul (en vigueur depuis avril dernier) pour pénaliser le sucre davantage va rétrograder ces céréales à un C.

Pour la ministre de la Protection des consommateurs, Paulette Lenert (LSAP), il n'est pas question d'imposer le Nutri-Score : « Nous nous positionnons en faveur d'une solution européenne si un jour il devient obligatoire », a-t-elle précisé en conférence de presse, lundi. Le Nutri-Score ne s'imposera pas tout de suite sur le Vieux Continent. Il figure parmi les favoris, mais il est contesté par certains pays, l'Italie en tête. Cette dernière argue que ses aliments emblématiques comme le parmesan ou l'huile d'olive ne pourraient jamais prétendre à un bon score. Mais c'est surtout le lobbying de géants industriels comme Ferrero qui défend le système local Nutrinform Battery tenant compte des portions consommées. Les adaptations successives de l'algorithme du Nutri-Score et une évolution vers un calcul à la portion pourraient faire pencher la balance. Le débat sera mené au Parlement européen avant la fin de la mandature en juin 2024. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Enger, langer Gang

Das Nationalarchiv ist in einer ehemaligen Kaserne untergebracht. Historische Ausstellungen zeigt es in einem engen, langen Gang. Er unterstützt eine teleologische Geschichtsauffassung: Besucher marschieren von der Darstellung derber Ursprünge am Eingang zu einer strahlenden Gegenwart am Ende des Gangs.

Das Geschichtsbild von der Rückkehr ins verlorene Paradies, vom unaufhaltsamen Fortschritt bleibt beliebt. Es soll zeigen, dass die heute herrschenden Verhältnisse die besten aller Zeiten sind. Es prägt die Ausstellung 1848 – Revolution zu Lëtzebuerg.

Zwei Wochen nach der Revolution in Paris wurden in 62 Dörfern und Städten Unterschriften gesammelt gegen die Steuern, die Lebensmittelpreise, die Arbeitslosigkeit, die Zivilliste, die Zensur, das Zensuswahlrecht. In größeren Ortschaften griffen Arbeiter die Häuser von Steuereinnehmern, Bürgermeistern und Getreidehändlern an. Sie protestierten gegen die Arbeitslosigkeit und die Spekulation. Sie forderten eine Republik. Das Parlament flüchtete nach Ettelbrück. In Ettelbrück bewaffneten sich Aufständische, bauten eine Barrikade und beschossen die Gendarmerie. Ein Mann kam ums Leben. Die Regierung schickte Soldaten, Gendarmen, Förster und Zöllner, um die Aufstände niederzuschlagen. Das Echternacher Bataillon meuterte.

Die Revolution von 1848 war die zweite hierzulande binnen 20 Jahren. Sie war Teil des „Völkerfrühlings“ in Europa. Und in den Kolonien: Von der Bauernrevolte im singhalesischen Matale bis zum Sklavenaufstand in Dänisch-Westindien.

In Luxemburg wollte sich das liberale Bürgertum von der ökonomischen und politischen Last der Monarchie befreien. Arbeiter und Handwerker meldeten sich erstmals als unterdrückte Klasse zu Wort. Mit einem (nicht ausgestellten) „Aufruf an die Arbeiter des Luxemburger Landes“. Der Klerus suchte, sich mit den besitzlosen Klassen gegen das freimaurerische Bürgertum zu verbünden. Der König-Großherzog stützte sich auf seine Regierung, auf konservative Großgrundbesitzer und heimlich auf den Apostolischen Vikar.

Das illustriert die Ausstellung mit Dutzenden zeitgenössischer Dokumente. Dann macht sie einen gewaltigen Sprung von 1848 bis 2023. Um zu den Siegern und Verlierern aus heutiger Sicht zu kommen.

Als Verlierer erscheinen jene, die am Ende der Ausstellung gar nicht mehr erwähnt werden: Der Großherzog, der ab 2009 seine Vorrechte gegen eine Erhöhung der Zivilliste tauschen musste. Der Klerus, den die liberale Koalition nach dem Ende des CSV-Staats samt Gotteshäusern und Religionsunterricht privatisierte. Die gegen Lohn Arbeitenden, denen weder Produktionsmittel noch Produkte gehören, die weiter in einem Unterordnungsverhältnis stehen.

Als erfüllte die Verfassung von 2023 endlich den Traum der Revolutionäre von 1848

Als Sieger feiert die vom Parlament bestellte Ausstellung den repräsentativen Parlamentarismus. Die adäquate Herrschaftsform des im 19. Jahrhundert aufgetretenen Industriekapitalismus.

Das Schlusswort am Ende des engen, langen Gangs gehört der Verfassung vom 1. Juli 2023. Als erfüllte sie endlich den Traum der Revolutionäre von 1848. Auch wenn die Staatsbürger von 2023 gar keine neue Verfassung verlangten. Und keine Volksbefragung erhielten.

Neue Zwänge der Rechtsprechung, der Diplomatie, des Außenhandels verlangten ein neues Grundgesetz. Es muss die herrschenden Verhältnisse juristisch eindeutiger definieren. Es passt sich einem liberaleren Lebenswandel an.

Die Verfassung von 2023 ist die Fortsetzung der Verfassung von 1848: Ungeachtet aller Aktualisierungen und Modernisierungen bleibt oberstes Ziel die Trennung von Demokratie und Wirtschaft. Inszeniert als Trennung von Öffentlichem und Privatem: Am Eingang zum Büro oder zur Fabrik hört die Demokratie auf, beginnt das Privateigentum. Die Besitzbürger von 1848 heißen nun „Investoren“ oder „die Märkte“. Die Großgrundbesitzer werden nun „land grabbers“ genannt. 1848 saßen sie im Parlament. Heute lassen sie sitzen. ● Romain Hilgert



Die Abstimmung am Schluss der Ausstellung ist

fast schon ein Verfassungsreferendum



Blau und bio

Stéphanie Majerus

Mit Marco Koeune leitet erstmals ein Bio-Bauer die DP-nahe Bauern-Allianz. Im Wahlkampf könnte das dem Öko-Image des Premiers behilflich sein

Auf dem Hof in Harlingen hängt der Bauch eines Lammes zwischen seinen Hinterbeinen. Der ist Darm gerissen. Das junge Tier kann nicht mehr essen – es muss eingeschlafert werden. Zehn Minuten später trifft die Tierärztin ein. „Auch das gehört zu unserem Beruf“, sagt Marco Koeune. Seit einem Monat präsidiert er die Bauern-Allianz und seit den letzten Kommunalwahlen im Juni ist er DP-Bürgermeister von Harlingen. Dort liegt sein Biohof *A Mechels*, der seit 1998 bio-zertifizierte Lebensmittel herstellt. Marco Koeune erlebt das Auf und Ab des Agrarsektors von klein auf. Seit Dezember werden in *A Mechels* keine Kühe mehr gemolken. Als die Kühe allesamt an einem Tag den Betrieb verließen, war es für eine kurze Zeit, als hätte der Hof seine Seele verloren, erinnert er sich. „Das war das, was ich seit meiner Kindheit kannte – jeden Abend die Kühe von der Wiese zum Melkstand treiben“. Der Landwirt hat ein helles Hemd und eine dunkelblaue Jeans für den Fototermin mit dem *Land* angezogen. Auf seinem Kopf trägt er eine Kappe mit der Aufschrift „Mind Trip“.

Finanziell und arbeitstechnisch war die Milchkuh-Haltung nicht mehr tragbar. Dabei hatten sie in Harlingen noch in einen Melkroboter investiert. Überhaupt betrachtet der Allianz-Präsident die Entwicklungen in der Milchwirtschaft mit gemischten Gefühlen. Zu viel Rohmilch gehe unverarbeitet über die Grenze; für die hiesigen Bauern bleibe kein Mehrwert hängen. Darüber hinaus ist der Futterbedarf bei Milch-

Die Bauern-Allianz vereine Milchproduzenten, die an die vom „Berns-Konglomerat“ einverleibte Luxlait lieferten und „die für die Befreiung ihrer Molkerei aus der Bauernzentrale-Umklammerung kämpfen“, schrieb d’Land vor 30 Jahren

kühen hoch. „Die Holstein-Friesian werden heute vor allem mit eiweißhaltigem Sojaextraktionsschrot gefüttert, das aus Brasilien importiert wird. Das heißt jeder Milchbetrieb zählt eine Art Außenstelle in Brasilien“, rechnet Marco Koeune vor. Er setzt heute auf eine vielfältigere Bewirtschaftung. Vor ein paar Wochen sind Wasserbüffel aus der Eifel auf dem Hof eingetroffen. Ihr selektives Fressverhalten hat positive Auswirkungen auf die Biodiversität und beugt Verbuschungen vor. Dadurch bleiben nasse Standorte offen, die von Vögeln als Brut- oder Rastplatz genutzt werden können. Das Hauptstandbein des Hofes bildet jedoch nicht die Nutztierhaltung, sondern der Anbau von Dinkel, Brau- und Brotweizen. Marc Becker ist seit fünf Jahren sein Assoziierter. Mit seiner Lebensgefährtin Ghislaine Franck betreibt er zusätzlich einen Reiterhof mit Pferdepension.

2009, 2013 und 2018 war Marco Koeune DP-Kandidat für die Parlamentswahlen; (für 2023 wurde er allerdings nicht aufgestellt). Camille Schroeder, der 35 Jahre lang die Bauerngewerkschaft leitete, nahm zweimal als DP-Kandidat am Wahlkampf teil. Laut ihren Statuten ist die Allianz parteiunabhängig und gibt keine Wahlempfehlung für Oktober ab. Die Nähe zu den *Bloen* ist aber unübersehbar. Auf der Titelseite der Zeitschrift *Allianz-Info* von diesem Juli wird Xavier Bettel zitiert: „Zesumme suerge mer derfier, dass de secteur agricole och an Zukunft attraktiv bleiwt a passe gläichzäitig ob eist Klima an eis Natur an eis Ressourcen ob“. Im Januar wurde auf Initiative der Bauern-Allianz ein Agrarsommet abgehalten, um die Meinungsverschiedenheiten zwischen Umwelt- und Landwirtschaftsministerium sowie Bauerngewerkschaften rund um das Agrargesetz zu schlichten. Dabei setzte die Bauern-Allianz auf Xavier Bettel als Mediator zwischen den unterschiedlichen Akteuren. Der Draht zum Premier läuft nicht über Umwege – auf der Facebook-Seite der Allianz lässt sich keine größere Veranstaltung der Gewerkschaft auffinden, auf der der Premier nicht in die Kamera lächelt.

Das Frontpersonal der DP steht häufig in der ersten Reihe. So auch auf dem vergangenen Sommerfest: Neben Xavier Bettel tauchen hier Fernand Etgen, Claude Lamberty, Max Hahn, Gusty Graas und André Bauler auf. Auch Luc Emerring tummelte sich auf dem Sommerfest. Der DP-Schöffe und Bio-Bauer aus Dippach musste diese Woche den Vorsitz der Landjugend aufgeben, weil er auf der Zentrumsliste zur Wahl steht. Nachdem Xavier Bettel im Januar zwischen den unterschiedlichen Agrarparteien vermittelt hatte, zeigte sich Emerring zufrieden. Im Herbst noch hatte er den Landwirtschaftsminister angegriffen: Falls das Agrargesetz nicht anders ausgerichtet werde, „dann muss damit gerechnet werden, dass der Sektor sich zeitnah wehren wird“. Und zwar auf eine Art, dass niemand den Minister um seinen Posten beneiden wird, drohte der Jungbauern-Präsident. Weitere Verbindungen ins DP-Lager bestehen über den DP-Bürgermeister von Mersch und ehemaligen Verkaufsleiter bei Total, Michel Malherbe. Dieser gestand Camille Schroeder einen Ölorabatt für die Mitglieder der Coop, der Allianz-Kooperative, zu. Um die Jahrtausendwende hatte der DP-Abgeordnete Mil Calmes (den man „de grénge Bloen“ nannte), mittels Marco Koeune ein offenes Ohr für die Belange der Bauern-Allianz. In den 1990-er und 2000-er-Jahren fing zudem der Agrarwissenschaftler und Landwirt, Charles Goerens, Stimmen aus Teilen der Bauernschaft für die DP ein. Da Landwirte sich als Unternehmer verstehen, bestand immer ausreichend Andock-Potenzial an die liberale Partei.

Die Bauern-Allianz etablierte sich 1988. Nachdem bereits 1984 der Fraie Lëtzebuerger Bauernverband (FLB) unter Roby Mehlen (damals noch CSV) anfang, gegen die Monopolstellung der Bauernzentrale aufzubegehren, organisierte sich die Allianz als dritte Gewerkschaft. Sie opponierte gegen den „mit eiserner Faust und einer gradezu legendären Verachtung für die politische Landesführung regierenden Bauernführer Berns“, schrieb damals *d’Land*. Die Bauern-Allianz vereine Milchproduzenten, die an die vom „Berns-Konglomerat“ einverleibte Luxlait lieferten und „die für die Befreiung ihrer Molkerei aus der Bauernzentrale-Umklammerung kämpfen“, so *d’Land* weiter. In diesem Spannungsfeld zwischen dem politisch-wirtschaftlichen Imperium unter der Führung von Mathias Berns und dem FLB, das teilweise auch ein Konflikt zwischen konservativen Kleinbauern und großen *Härebauern* war, lancierte sich die Allianz als moderate Zwischenstimme – so das Eigenverständnis der jüngsten Gewerkschaft. Die Konflikte, die unter den Bauern als „de Baurensträit vun den 1980-er“ bezeichnet werden, sind seit 2008 passé. Seitdem bilden die drei Gewerkschaften eine Liste für die Wahlen der Landwirtschaftskammer. „Wir sind nur noch 1 692 Betriebe laut den Statec-Zahlen von 2021, da macht es Sinn zu kooperieren“, meint Marco Koeune.

Dennoch bestehen Unterschiede zwischen den Gewerkschaften. Während die Bauernzentrale suggeriert, Landwirt/

innen aus post-industriellen Ländern seien auf dem Weltmarkt konkurrenzfähig, positioniert sich die Allianz unter ihrem neuen Präsidenten vorsichtiger. „Die Regionalität ist die richtige Antwort auf die Globalisierung und den Klimawandel“, führt Koeune aus. Man müsse zurück zu einer Kreislaufwirtschaft, in der darauf geachtet wird, dass mehr Futter auf dem eigenen Standort produziert wird. „Ich will die Landwirtschaft meiner Kindheit allerdings nicht romantisieren – wir dürfen nicht rückwärtsgewandt denken“. Trotzdem erinnert sich der Landwirt gerne an seine Kindheit und Jugend. Im Frühjahr und Sommer, wenn die Heuernte eingefahren wurde, saßen am Mittagstisch mindestens zwölf Personen. „Et war flott deemools. Haut sinn se zu männer an essen an der Hee-Saison éischter eng Pizza um Trakter.“ Der Allianz-Präsident zeigt sich insbesondere optimistisch was die Entwicklung von Nischen angeht. In den letzten Jahren hätten experimentierfreudige Landwirte neue Märkte erschlossen: Daniel Rossler in Knaphoscheid hat beispielsweise seine Schweineställe auf die Produktion von Bio-Pilzen umgebaut, und im Süden werden seit einigen Jahren Quinoa-Ernten erzielt. Der „Fësch-Haff“, der auf Aquaponik-Verfahren setzt, startete 2022 in Greiveldingen. Hierbei wird die Aufzucht von Wassertieren an den Gemüseanbau gekoppelt.

Dass das Betriebswachstum auf mehreren wirtschaftlichen Puffern beruhen kann, weiß auch der Biobauer Luc Emerring: Er verarbeitet seinen Weizen zu Nudeln, die er selber vermarktet, wie auch Hähnchenfleisch und Feldgemüse. In einem „Background“-Gespräch hatte er von Claude Haagen verlangt, sich verstärkt für die Agri-Photovoltaik einzusetzen – die gleichzeitige Nutzung landwirtschaftlicher Flächen für die Strom- und die Nahrungsmittelherzeugung. (Der Enthusiasmus ist mittlerweile gebremst, weil die Anlagen sehr teuer sind). Auch Camille Schroeder wollte sich auf neue Pfade lancieren. 1994 gründete er die Agroénergie SA, eine Genossenschaft zur Förderung von Biodiesel in der etwa 500 Bauern auf 200 Hektar begannen Raps anzubauen. Der „Energiewirt“ Camille Schroeder überzeugte die DP-Bürgermeisterin Lydie Polfer ein Drittel ihrer Busflotte auf Rapsöl umzustellen. Das Biodiesel-Experiment wurde später eingestellt – der ökologische und ökonomische Nutzen blieb umstritten.

Wirtschaftlich gesehen befänden sich die Landwirte in einem Hamsterrad, erläutert Marco Koeune. „Lebensmittel dürfen nicht zu teuer werden, da sie überlebensnotwendig sind – das ist eine politische Entscheidung“. Zugleich beobachtet man, dass die Rohstoff-Lieferanten im Vergleich zu Lebensmittelverarbeitern weniger Marktmacht haben – deshalb gehen die hohen Margen an die Veredler und nicht an die Bauern. „Angesichts dieses Problems regt die Allianz im Vorfeld der Nationalwahlen an, zu überlegen wie ein gemeinwohlorientiertes Wirtschaften aussehen könnte, bei dem verstärkt Dienstleistungen erfasst werden, die über den Ertragswert hinaus gehen. Wir denken hier an Natur- und Wasserschutz.“ Im Klartext heißt dies, die im Sinne des Umweltschutzes Arbeitenden sollten höher bezuschusst werden. „Wir erhalten Subventionen, aber das Budget für die Eco-schemes und andere Umweltmaßnahmen ist nahezu ausge-reizt – nun mangelt es den im Landbau Tätigen an Planungssicherheit.“ Der Bio-Hof *A Mechels* liegt im Einzugsgebiet des Stausees und für Koeune spielt der Trinkwasserschutz eine wichtige Rolle. Deshalb präsidiert er die 2015 gegründete Laku (Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer), die Informationsveranstaltungen zum Thema der gewässer-verträglichen landwirtschaftlichen Flächennutzung organisiert. Er habe Zeit, um sich in politische Dossiers einzuarbeiten, weil er ledig sei und sie zu zweit den Betrieb leiten: „Bei deene Jonke kënn vill zesummen, wann ee wëll Zäit mat senge Kanner verbrénge, bléiwt keng Zäit méi, fir sech politesch ze engagéieren.“

Vor den Wahlen bringt die Bauern-Allianz überdies den Vorschlag eines Ernährungsministeriums ins Gespräch, in das die Landwirtschaft und die Landesplanung eingegliedert sein sollten. „Dieses Ministerium könnte beispielsweise eng mit Restopolis zusammenarbeiten“, erläutert Marco Koeune. Restopolis könnte möglicherweise auch als Abnehmer von lokal produzierten Milch- und Fleischersatzprodukten aus beispielsweise Lupinen und Erbsen fungieren, um so in einer ersten Anbauphase den Landwirten entgegenzukommen. „Ich bin kein Vegetarier, aber ich esse gelegentlich gerne vegetarisch“, sagt Marco Koeune. Er sei überdies dafür, dass Kantinegänger fleischlose Mahlzeiten neben den bekannten Fleischgerichten auffinden.

Am Neujahrsempfang der Allianz behauptete Xavier Bettel: „Die Politik und die Landwirte sind keine Gegner, sondern Partner, weil sie dieselben Ziele in der Klimapolitik verfolgen.“ Mit dem neuen Allianz-Präsidenten hat er einen *grénge Bloen* an seiner Seite, der das auch so sieht. ●

Dagegen-Wähler

Chrëscht Beneké, Barcelona

Entgegen dem europaweiten Trend kam es bei den vorgezogenen Wahlen in Spanien nicht zum Rechtsruck. Doch die Lage ist seit Jahren kompliziert

Als letzter Spitzenkandidat war Alberto Nuñez Feijóo am Wahlsonntag 23. Juli kurz vor Mitternacht auf den aufwändig vorbereiteten Balkon der Parteizentrale des Partido Popular in Madrid gestiegen und ließ sich von seinen Anhängern feiern. „Wir haben die Wahlen gewonnen und die meisten Sitze, also fällt es uns zu, eine Regierung zu bilden, wie es in der spanischen Demokratie schon immer geschehen ist“, lautete sein Mantra, das er und seine Partei seither wiederholen. Kurz zuvor hatte allerdings auch Ministerpräsident Pedro Sánchez seinen Auftritt bei seinen Sozialdemokraten. Auf einer eher hastig aufgebauten Bühne zählte er, im legeren Jeanshemd neben seiner Frau Begoña Gómez stehend, auf, dass seine Partei mehr Stimmenprozente und Abgeordnetenmandate als noch vor vier Jahren geholt habe, sie also der Wahlgewinner sei. Dagegen sei „der rückwärtsgewandte Block, der alles zerstören will, was wir aufgebaut haben, gescheitert“. Zwei verschiedene Wahlgewinner aus zwei sich vehement bekämpfenden Blöcken, das kommt einem nicht wirklich spanisch vor.

Auch in Luxemburg fordern weite Teile der Konservativen, dass die meistgewählte Partei den Premierminister stellen solle. Doch dafür gibt es in den meisten Demokratien keine rechtliche Grundlage; Chef der Regierung wird, wer die Mehrheit der Abgeordneten hinter sich versammeln kann. Auf den veröffentlichten „netten“ Brief von Feijóo, in dem dieser den „lieben Pedro“ in wohlfeilen Worten weiter auffordert, Spanien nicht zu blockieren, nicht weiter zu spalten, in Verhandlungen einzuwilligen, um Feijóo als Premier zu ermöglichen, kommt vom amtierenden Regierungschef eine überfreundliche Belehrung an den „lieben Alberto“ zum verfassungsrechtlich vorgesehenen Weg: Nach der Einführung der beiden Kammern des Parlaments am 17. August müsse der König den geeigneten Kandidaten für eine Regierungsbildung auswählen, dieser sich dann die Unterstützung der Abgeordneten sichern. Doch das wird sehr schwierig, denn auch wegen der Stimmen der kleinen baskischen und katalanischen Regionalparteien stehen sich das linke und das rechte Lager in einer Pattsituation gegenüber. Die nötige absolute Mehrheit von 176 Stimmen im ersten Wahlgang ist wohl für beide Seiten unmöglich und selbst eine einfache Mehrheit bei einigen Enthaltungen im zweiten Wahlgang wird dieses Mal überaus kompliziert.

Vor wenigen Jahren war die politische Landschaft in Spanien übersichtlicher: Verkürzt gesagt, errangen nach dem Tod von Diktator Franco 1975 entweder die Sozialdemokraten (PSOE) oder die von Franco-Getreuen gegründete Alianza Popular, beziehungsweise deren Nachfolgepartei PP mit den baskischen oder katalanischen Regionalparteien als Königsmachern in einem faktischen Zweiparteiensystem abwechselnd die Macht. Erst nach vier Jahrzehnten brachte die Weltwirtschaftskrise mit den jahrelangen Millionenprotesten der Bewegung des 15. Mai gegen Austeritätspolitik und politische Korruption Anfang 2014 eine dritte große Partei hervor: die linksalternative Podemos. Ihr stellten wirtschaftsfreundliche Kreise bald die liberalen Ciudadanos entgegen, die eigentlich einer katalanischen Anti-Separatismus-Partei entwachsen. Und es wurde wild.

Auch um von den zahlreichen Korruptionsskandalen bis in eigene höchste Kreise abzulenken und die nationalistische Wählerschaft hinter sich zu versammeln, gaben die Konservativen um Ministerpräsident Mariano Rajoy auf der einen Seite und die konservativen katalanischen Separatisten um Regionalpräsident Carles Puigdemont auf der anderen sich in der Katalonienfrage mehr als nur unnachgiebig, was in dem illegalen Referendum vom 1. Oktober 2017 gipfelte. Als dann aber im Korruptionsfall Gürtel die ersten Urteile gesprochen wurden, stellte Pedro Sánchez am 1. Juni 2018 die Vertrauensfrage gegen Rajoy und übernahm die Regierungsgeschäfte. Bis zu den Wahlen am 28. April 2019 konnte er mit ersten Gesprächen die Katalonienkrise entspannen. Die Konservativen stürzten auf den Minusrekord von 66 Abgeordneten ab, die Liberalen blühten mit 57 Sitzen kurz auf. Doch wegen der Katalonienfrage lehnten sie die logische Mehrheitsregierung mit den Sozialdemokraten ab und Sánchez wagte statt einer Minderheitsregierung mit Podemos lieber Neuwahlen.

Ein aggressiver rechter Wahlkampf zur Katalonienfrage, den ein selbsternannter „Verfassungsblock“ aus PP, Ciudadanos und der neuen Vox des ehemaligen baskischen PP-Politikers Santiago Abascal betrieb, machte 2019 nach 44 Jahren und maximal einem Abgeordneten eine rechtsextreme Partei mit 3,6 Mil-

lionen Stimmen, respektive 52 Abgeordneten salonfähig und führte Ciudadanos in der Bedeutungslosigkeit. Obwohl sie zusammen zehn Sitze verloren hatten, wagte Pedro Sánchez mit der Unterstützung oder Enthaltung der Regionalparteien erstmals in der spanischen Geschichte eine Koalitionsregierung. Nach vier Wahlen in knapp vier Jahren hielt seine progressive Minderheitsregierung sogar dreieinhalb Jahre. Doch nach dem massiven Rechtsruck bei den Regional- und Kommunalwahlen am 28. Mai dieses Jahres zog er die im Dezember anstehenden Parlamentswahlen in die Urlaubszeit vor.

Um die eigene Wählerschaft zu mobilisieren, setzte Sánchez auf den Schockeffekt der Wahlen vom Mai und die ersten Handlungen weit rechter Regionalregierungen und Rathäuser. Die Bilanz seiner Regierungszeit ist dabei nicht schlecht: Mit einem Wachstum über dem EU-Durchschnitt ist Spaniens Wirtschaft aus der tiefen Krise von 2007 endlich raus, während die Inflation mit 1,6 Prozent unter dem EU-Schnitt liegt. Irene Montero vom Koalitionspartner Podemos setzte eine spektakuläre Erhöhung des Mindestlohns von 735 auf 1 080 Euro durch. Dennoch wuchs die Zahl der Festanstellungen deutlich und die hohe Jugendarbeitslosigkeit sank. Mehrere Gesetze zu Gleichberechtigung, gegen Diskriminierung, auch ein liberaleres Abtreibungsgesetz und die aktive Sterbehilfe brachten das Land im Gleichstellungsindex der EU in die Spitzengruppe.

Doch die Regierung machte auch handwerkliche Fehler: Die vielen Streitereien unter den Koalitionspartnern war Spanien nicht gewohnt und Podemos-Gründer Pablo Iglesias zog sich nach gut einem Jahr als Vizepremier zurück. Das von dessen Frau Irene Montero verantwortete schärfere Gesetz zu sexuellem Missbrauch und Vergewaltigung vom Frühjahr 2022 hatte zur ungewollten Folge, dass fast 100 verurteilte Sexualstraftäter vorzeitig freikamen. Weil Pedro Sánchez auch die katalanischen Verurteilten des 1. Oktober 2017 begnadigte, fuhr der rechte Block einen Wahlkampf gegen den „Sanchismo“, der darin bestehe, Spanien für den Machterhalt an die Separatisten zu verkaufen.

Davon ist aktuell wieder in vielen Medien zu lesen, nachdem der rechte Block seine klare Mehrheit in den Umfragen an den Urnen nicht bestätigen konnte. Die noch Tage vor der Wahl verteilte Sonnencreme mit einem starken „Feijóo-Faktor“, der

Wegen der autoritären zentralspanischen Ausrichtung seines Rechtsblocks versagen selbst die konservative baskische PNV und die katalanischen Junts Feijóo eine Tolerierung

vor „Sol(Sonne)-cialismo“ schütze und den „Sanchismo“ abschaffe, wirkte nicht. Bei einem Rekord von 2,5 Millionen Briefwählern und insgesamt vier Prozent höherer Wahlbeteiligung verfehlte die PP mit 137 die erhofften mindestens 150 Sitze, mit de-

nen sie unter Tolerierung durch Vox allein regieren wollte. Vox hat in „ihren“ Regionen bereits einige Theateraufführungen und Ausstellungen untersagt und die Regenbogenflagge an öffentlichen Gebäuden verboten. Vox verherrlicht die Franco-Zeit, will die „spaltenden“ neuen Frauen- und Minderheitengesetze wieder abschaffen, ebenso die europäische Agenda 2030 mitsamt dem Klimaschutz. Wie unter Franco soll Spanisch in Katalonien und dem Baskenland wieder klar an erster Stelle stehen, die Unabhängigkeitsparteien sollen verboten werden. Die Angst vor einer Rückkehr zu jenen Zeiten führte in Katalonien zum „voto útil“, der nützlichen Stimme.

Das spanische Wahlsystem begünstigt große Parteien, so dass viele katalanische Wähler die bestmögliche Strategie gegen den Rechtsruck vor ihre persönlichen Präferenzen setzten. Auch deshalb verloren die Unabhängigkeitsparteien knapp 700 000 Wähler an die beiden Regierungsparteien, was diesen entscheidende Abgeordnetenmandate brachte. Koalitionspartner Podemos war dabei in einer erst Anfang Juni hastig gebildeten Vereinigung „Sumar“ (Zusammenzählen) von rund 20 Links- und Umweltparteien aufgegangen und holte 31 Sitze, die PSOE 123. Zwar

haben PP (137) und Vox (33) zusammen mehr, aber eben nicht genug. Wegen der autoritären zentralspanischen Ausrichtung seines Rechtsblocks versagen selbst die konservative baskische PNV und die katalanischen Junts Feijóo eine Tolerierung, so dass ihm Mitte dieser Woche die Regierungsoptionen ausgingen. Sánchez hingegen hofft, wieder genügend Unterstützung bei den Regionalparteien zu finden. Doch die fordern Gegenleistungen, und gerade die sieben Abgeordneten des ins Brüsseler Exil geflüchteten Carles Puigdemont sind der Schlüssel. Neben wahrscheinlichen Unterstützern wie dem linken katalanischen ERC müssten im zweiten Wahlgang auch zwei Abgeordnete von Junts für Sánchez stimmen und sich die fünf weiteren enthalten.

Das Geschachere ist in vollem Gange und Spanien aktuell wieder in seinem alten binären Schema. Allerdings mit kleineren, radikaleren festen Koalitionspartnern. Während einige Parteigranden Feijóo bereits auffordern, die rechtsextremen Stimmen wieder wie vormalis in der PP zu integrieren. Und dann vielleicht wieder für die Konservativen unter den Königsmachern aus den Regionen anschlussfähig zu werden. ●



Am Tag nach der Wahl rief die katalanische Nationalversammlung in Barcelona zu einer Kundgebung für die Unabhängigkeit von Spanien auf



Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.

Sur papier et en digital.

Gratuitement pendant un mois.

Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 · 1



Repas sur roues

Sarah Pepin

Sind Roboter die Lösung? Wie die Gastrobranche der Automatisierung entgegenblickt



Ein
Servierroboter,
Kostenpunkt
12 000 Euro

Effizienz Im asiatischen Restaurant Kabuki im *Garer Quartier* warten Managerin Anina Hu und Inhaberin Li Hongying mit einem großen Lächeln auf. Sie begleiten uns zu einer etwas mehr als hüfthohen weißen Maschine mit zwei Plastikohren, einem katzenartigen Gesicht samt Kulleraugen und Schnurrhaaren auf einem Ipad-ähnlichen Bildschirm. Der Rest der Maschine besteht aus mehreren Tabletts. Ein paar Taps von Anina Hu, und der Roboter bewegt sich auf Tisch vier zu. „Votre commande est arrivée, bon appétit!“, tönt es mit einer fast kindlichen Stimme aus dem Roboter. Einer der beiden Männer am Tisch nimmt die Sushi-Platte selber vom Tablett und setzt sich wieder hin. Die Augen auf dem Bildschirm blinzeln, dann gleitet die Maschine wieder davon, positioniert sich neben der offenen Küche, wo die Köche Sushi zubereiten. „Niedlich, oder nicht? Er heißt Kiwi“, entgegnet die Managerin, die neben Li Hongying und ihrer Tochter auch die Gäste empfangen. Ihres Wissens nach ist Kabuki das erste Restaurant in Luxemburg-Stadt, das einen solchen gastronomischen Roboter benutzt.

Da gäbe es Flippy, eine Maschine, die Burger eigenständig und ohne zu meckern anbrät, oder Pazzi, der bis zu 80 Pizzen in der Stunde zuzubereiten imstande ist

Die Gastrobranche digitalisiert sich zunehmend. Während der Pandemie gewöhnte man sich an hässliche QR-Codes, um die Ansteckungsgefahr zu verringern; Ipad-gehören mittlerweile in vielen Betrieben zum Bestellungsinventar, in manchen Etablissements hat es bis heute keine nachhaltige Rückkehr zur physischen Karte gegeben. Viele Läden bieten vornehmlich Online-Reservierungstools an. Konkrete Daten zur Digitalisierung und Automatisierung in der hiesigen Branche werden bisher nicht erhoben. Weder Informationen zum Stand der Zahl an Menschen, denen aufgrund von Digitalisierung gekündigt wurde; noch in welchem Ausmaß Betriebe sich zunehmend für Digitalisierung und Automatisierung entscheiden. Dabei hängen Personalnot und Digitalisierung eng zusammen. Waren die Restaurant-Betreiber/innen vor einem Jahr aufgrund des Personalmangels noch völlig verzweifelt, scheint sich die Panik mittlerweile ein wenig gelegt zu haben.

Laut der Generaldirektion für den Mittelstand gab es im Dezember 2022 im Vergleich zu Februar 2020 lediglich 40 weniger Genehmigungen für Restaurants und Cafés, insgesamt waren 4 760 ausgestellt worden. Das Gastgewerbe scheint die Pandemie also einigermaßen gut verkraftet zu haben. Damien Valvasori, Sprecher der Generaldirektion, verweist darauf, dass der Sektor durch Programme wie Fit-4-Digital und Sme-Package-Digital dabei unterstützt werden kann, seine Prozesse zu digitalisieren und seine Alltagsaufgaben zu vereinfachen, etwa durch digitales Marketing oder elektronische Abrechnungssysteme. Gutscheine im Wert von 5 000 Euro sind dafür vorgesehen. Daten zur Kompetenznutzung auf der Arbeit geben Hinweise darauf, wie auch die Gastrobranche dem Wandel der Arbeitswelt unterliegen wird: Laut Statec nutzen fast 60 Prozent der momentan Angestellten derzeit „digitale Kompetenzen“ am Arbeitsplatz. 50 Prozent tätigen die meiste Zeit, oder zumindest die Hälfte der Zeit, „wiederholte Akti-

vitäten“. Als langweilig und repetitiv angesehene Tätigkeiten könnten demnach immer weiter ausgelagert werden, und das überall. Stehlen die Maschinen dadurch Arbeitsplätze, oder schaffen sie neue – oder beides? Laut dem letzten *Future of Jobs Report* des Weltwirtschaftsforum (Mai 2023) hat Technologie in den nächsten fünf Jahren trotz des tiefgreifenden Wandels einen positiven Effekt auf den Arbeitsmarkt, wobei langsames Wirtschaftswachstum, Versorgungsknappeit und steigende Produktions- und Nebenkosten als Hauptmotoren für einen Verlust an Arbeitsplätzen eingeschätzt werden. Die Automatisierung gehe langsamer voran als gedacht: Geschätzte 34 Prozent aller Business-Aufgaben werden von Maschinen übernommen, der Rest von Menschen, berichteten die befragten Betriebe. Das Weltwirtschaftsforum sagt den Maschinen für die globale Mensch-Maschinen-Interaktion bis 2027 ein Plus an acht Prozent an Aktivität voraus – damit läge die Arbeit, die Menschen weltweit 2027 verrichten, bei 62 Prozent; der Rest werde dann von Maschinen erledigt.

Pragmatismus Das ehemalige Restaurant Palais de Chine, das in der Corona-Pandemie wie viele andere Betriebe in Schwierigkeiten geriet, musste sich als Kabuki neu erfinden, um sich eine Zukunft zu sichern, erzählt Anina Hu. Sie habe sich den Kopf darüber zerbrochen, wie ein neues Restaurant aussehen könnte. Kiwi steht neben uns und blinzelt mehrmals. Das Wort Modernisierung fällt oft, sie zeigt in Richtung Hinter-raum, wo das Team eine Karaoke-Lounge eingerichtet hat. Die Hauptmotivation, Kiwi für die Neueröffnung nach der Renovierung zu kaufen, sei neben den finanziellen Ersparnissen und Personalnot auch die physische Arbeit, die er dem Team abnehmen kann. Statt 40 Kilometer am Tag habe sie die Laufwege dank Roboter auf nur zehn innerhalb des Restaurants reduziert; ihr Arm könne sich ebenfalls ausruhen, statt schwere Teller zu schleppen.

Außerdem schätzt Anina Hu, dass der Betrieb durch die Investition in den Roboter eine weitere Servicekraft einspart. Kiwi kostet 12 000 Euro, oder rund fünf Monate unqualifizierter Mindestlohn, rechnet sie vor. „Er wird nicht krank, er muss sich nicht wie ich ausruhen – und er kann auch am Sonntag arbeiten.“ Sie besteht darauf, dass der Roboter nur einen Teil der Arbeit verrichtet. Er sei lediglich in einer Helferrfunktion: Die Gäste werden immer persönlich in Empfang genommen, wie alte Freunde kämen die Stammgäste, um die Mitarbeiterinnen zu sehen. Kein Kontakt mehr mit den Gästen zu haben, das sei ein No-Go, immerhin verbrachten immer mehr Menschen den ganzen Tag im Büro und sähen sonst niemanden: „Die Einzigartigkeit eines Restaurants basiert auf der Qualität seines Service“, sagt sie – obwohl dieses Restaurant den Gästen bei der Ankunft ein Ipad entgegenhält, um die Bestellungen so schnell und effizient wie möglich zu tätigen. Kiwi, der zweifelsohne als Marketing-Magnet funktioniert, komme jedenfalls sehr gut an. Eine Art Garantie für Social-Media-Traffic, könnte man sagen. Man beabsichtige jedoch nicht, mehr davon zu kaufen – „sonst hätte ich ja bald keine Arbeit mehr“, sagt Anina Hu.

Asien ist weltweiter Marktführer bei der Installation von Robotern, laut der International Federation of Robotics wurden 2021 74 Prozent aller neuen Roboter dort eingesetzt. In China, dem Spitzenreiter in Sachen Dienstleistungsroboter, gibt es mittlerweile eine KI Canteen, wo Künstliche Intelligenz und Roboter gemeinsam Mahlzeiten zubereiten. Allerdings funktioniert das bisher lediglich für einfache Gerichte, und die Kosten dieser Roboter sind beträchtlich. In Cambridge hat ein Forschungsteam einen Kochroboter – der problemlos Omelettes zubereitet – nun soweit, dass er während der Zubereitung einzuschätzen weiß, wie salzig etwas schmeckt. Es gibt Flippy, eine Maschine, die Burger eigenständig und ohne zu meckern anbrät, oder Pazzi, einen robotisierten Pizzabäcker, der bis zu 80 Pizzen in der Stunde zuzubereiten imstande ist. Das gleichnamige Restaurant, in dem Pazzi in Frankreich beschäftigt war, ist mittlerweile geschlossen. Es funktionierte quasi autonom, fast ohne menschliche Beihilfe; allein die Zutaten wurden von Menschen angeliefert. Der Vorsitzende von Pazzi, Philipp Goldman, machte das Scheitern auch an einem allgemeinen Misstrauen gegenüber Robotern fest. Tatsächlich schauen Menschen Robotern, ähnlich wie der Künstlichen Intelligenz, mit einem leicht beängstigten Amusement entgegen.

Im Restaurant Ramen Shifu in der Nähe des Bahnhofs hält man die Idee eines Servierroboters bereits für überholt und nicht sonderlich hilfreich. Bowen Hong, Inhaber, zeugt von einem noch stärker ausgeprägten Pragmatismus als die Betreiberinnen des Kabuki. Auch er spart mit seinen Ipad-ern, die an jedem Tisch befestigt sind, Geld. Mindestens zwei oder drei zusätzliche Kellner/innen bräuchte er, wenn die Bestellungen von einem Mitarbeiter aufgenommen würden. Die Optimierung der Prozesse ist ein weiterer Grund für die digitalen Bestellungen: Jeden Tag schaut Bowen sich abends

am Bildschirm an, wie viel wovon gegessen wurde. Dadurch weiß er nicht nur, wie viel grünen Tee er nachbestellen muss, sondern auch, ob das vegetarisch-pikante Ramen sich beispielsweise immer noch gut verkauft – und passt seine Karte dementsprechend an den lokalen Gaumen an.

Tradition Luxemburg hat zwar laut Horesca geschätzte 1 600 Restaurants und laut Statec insgesamt rund 19 000 Arbeitskräfte in den Restaurants (Stand April 2023), doch Tech-Innovationen hat es in diesem Bereich nicht aufzubieten. François Koepp, Generalsekretär des Gastgewerbeverbands Horesca, erklärt, der Sektor sei hier noch kaum von Automatisierung betroffen. Auch die leistungsfähigste Spülmaschine bedürfe immer noch menschlicher Hilfe. Hinter den Kulissen arbeite man in vielen Restaurants aber mit Tools wie *digital managers*, die die Arbeitsläufe vereinfachen, etwa, um mit KI optimale Preise festzulegen und um Vorräte zu verwalten. Er kann sich vorstellen, dass auch die steigende bürokratische Arbeitslast, die in den Betrieben aufgrund von EU-Auflagen anfallt, zu mehr Digitalisierung führt. Er unterstreicht die Wichtigkeit des Menschen in der Branche, auch die soziale Funktion, die Restaurants etwa für Personen haben, die allein wohnen. Er denkt, circa 40 Prozent der Erfahrung habe mit der Geselligkeit zu tun, die man in einem Restaurant erlebt. „Die darf nicht verloren gehen. Wir sind Gastgeber, wir müssen kommunizieren.“ In der Branche empfinden viele das genauso und wehren sich dagegen, dass es sich grundlegend verändert, sagt er.

Es dürfte schwierig werden, jemanden über 15 Jahren zu finden, der nicht zustimmen würde, dass es neben dem Essen die menschliche Interaktion zwischen dem Personal und den Gästen ist, die den Restaurantbesuch zu einer Erfahrung machen, die über das hausgemachte Fusilli-mit-Tomatensauce-Abendessen hinausgeht: Die Empfehlungen, die einem die Kellnerin am Tisch macht, der freundliche oder grantige Umgangston bei der Bestellung, die Eigenheiten eines Ladens und seiner Betreiber/innen, die man aufgrund der jahrelangen Besuche kennt.

Anruf beim Michelin-Sternerestaurant Mosconi. Die Inhaberin Simonetta Mosconi, die das Restaurant seit 1986 mit ihrem Ehemann betreibt, schließt eine fundamentale Veränderung ihrer Prozesse aus. Für die 30 Tische, die sie und ihr Mann bewirten, sei es durchaus einfacher, nicht digital zu arbeiten. Es werde nicht auf Vorrat eingekauft, sondern jeden Abend neu bestellt. Auch wenn solche Restaurants ihrer Ansicht nach so bleiben sollten, wie sie sind, sei es wichtig, dass die Klientel sich erneuert. Das habe ihr Restaurant auch ohne eine digitale Modernisierung geschafft, sagt sie. Wäre es vorstellbar, dass menschliche Interaktion dem Luxussegment unter den Betrieben vorenthalten bleibt, während in Zukunft die billigeren Restaurants digitaler und automatisierter funktionieren? François Koepp kann eine solche Entwicklung zwar nicht vollkommen ausschließen; in absehbarer Zukunft sei das aber nicht vorstellbar. ●

Bonté suspecte

Georges Canto

Les stress tests publiés vendredi dernier par la BCE et l’Autorité bancaire européenne révèlent la solidité des banques en cas de retournement conjoncturel sévère

Les détracteurs des stress tests menés tous les deux ans par l’Autorité bancaire européenne (ABE) depuis sa création en 2011¹ les comparent volontiers à « l’école des fans » qui fit les beaux jours de la télévision française dans les années 1970 à 90. Comme dans cette émission populaire, tout le monde gagné. Plus précisément, dans les résultats de la dernière éditions parus le week-end dernier, personne n’a perdu. Ce qui serait la preuve, selon ces détracteurs, de la complaisance de l’exercice, manipulé par les lobbys bancaires. Cette opinion résiste mal à l’analyse. Après tout, si les banques européennes réussissent aux tests de résistance, c’est peut-être, tout simplement, parce qu’elles sont mieux gérées, et aussi mieux surveillées depuis la crise financière des années 2007-2008.

Dans le scénario central de la BCE, l’immobilier résidentiel chute de 31 pour cent

Dans le monde bancaire, un test de résistance, ou stress test, est une simulation comptable visant à voir comment les bilans d’un échantillon d’établissements peuvent être déformés par des événements économiques très graves, sur la base de différents canevas, typiquement un scénario de référence plutôt « raisonnable » et un autre « défavorable » pouvant être assez violent. La version 2023 du « scénario du pire » était la plus sévère jamais testée, avec notamment une baisse du PIB européen de six pour cent sur trois ans, contre une diminution de 3,6 pour cent sur la même période testée en 2021 et de 2,7 pour cent pour l’exercice mené en 2018. L’inflation cumulée sur trois ans était prévue pour atteindre vingt pour cent. Le taux de chômage progresserait de 6,1 points sur la période pour tutoyer les treize pour cent. Quant aux prix de l’immobilier, ils chuteraient de 21,1 pour cent dans le résidentiel et de 29,3 pour cent dans le commercial. Ces chiffres moyens étaient déclinés par pays.

Les tests ont été menés au premier semestre 2023, donc sur la base des comptes 2022, sur un échantillon de 70 banques de seize pays différents, couvrant environ 75 pour cent des actifs du système bancaire européen. La zone euro était représentée par 57 banques de onze pays, mais le Luxembourg n’en faisait pas partie. Plus de la moitié des banques (37) étaient issues de quatre pays, Allemagne, Espagne, France et Italie. La réalisation du « scénario adverse » se traduirait par un total de près de 500 milliards de pertes (496 précisément) pour les banques européennes sur la période 2023-2025. Pour l’essentiel elles trouveraient leur origine dans le non-rem-

Les tests ailleurs

Le 28 juin, la Fed américaine a publié les résultats de stress tests annuels menés sur 23 grandes banques. Le son de cloche est le même que du côté de l’ABE : « le système bancaire américain reste solide et résilient ». Le scénario était sévère avec une forte baisse du PIB, une envolée du chômage dont le taux atteindrait dix pour cent (soit 6,4 points de plus qu’aujourd’hui) et une chute de quarante pour cent des prix de l’immobilier. Les pertes totales projetées se montaient à 541 milliards de dollars en un an, dont cent milliards dues à des non-remboursements de créances immobilières (résidentielles et commerciales) et 120 milliards de pertes sur des créances de cartes de crédit. Malgré tout, le ratio de fonds propres des banques ne diminuait que de 2,3 points, restant légèrement supérieur à dix pour cent. Ces résultats sont comparables à ceux des tests des années récentes.

Le 12 juillet, c’était au tour de la Bank of England de publier les résultats de ses stress tests menés sur les huit plus grandes banques du Royaume-Uni, représentant selon la BoE « 75 pour cent des prêts » britanniques : Barclays, HSBC, Lloyds Banking Group, Nationwide, NatWest Group, Santander UK, Standard Chartered et Virgin Money UK. Le scénario envisageait notamment une « hausse brutale » de son principal taux directeur à six pour cent début 2023 avant un recul graduel. À noter que ce taux est en réalité à cinq pour cent depuis fin juin. Le ratio CET1 moyen passerait, la première année du test, de 14,2 pour cent à 10,8 pour cent, au-dessus du seuil de 6,9 pour cent qui ne devait pas être franchi. Même au point bas atteint en 2023, le ratio moyen des huit banques serait plus du double de son niveau d’avant la crise financière de 2007-2008. ^{gc}



boursement de prêts octroyés aux ménages et aux entreprises. En conséquence, le ratio de fonds propres (dit CET1) habituellement utilisé pour évaluer la solidité financière des banques passerait en moyenne de quinze pour cent fin 2022 à 10,4 pour cent fin 2025.

Malgré cela, le résultat est jugé encourageant par l’ABE, car il montre que « les banques européennes demeurent résilientes et peuvent continuer à financer l’économie même dans les scénarios les plus extrêmes ». L’autorité considère en particulier que si la baisse du ratio CET1 a été contenue, c’est parce que les banques européennes ont débuté l’année 2023 avec des actifs de meilleure qualité et ont déjà provisionné d’importantes sommes d’argent, compte tenu de l’environnement économique incertain ». Les pertes sur des créances non remboursées seraient donc limitées. Dans le passé les échecs aux stress tests étaient plus fréquents. Lors des premiers en 2010, sept établissements se sont révélés défilants et trois n’ont supporté les chocs que de justesse. L’année suivante, huit banques européennes ont échoué et seize n’ont réussi l’examen que de justesse. Si les rejets ont quasiment disparu dans les tests suivants c’est précisément que les banques ont pris des mesures pour augmenter le niveau de leurs fonds propres et améliorer la qualité de leurs actifs (créances notamment).

Les esprits chagrins ont cependant fait valoir, non sans raison, que le raisonnement en moyenne européenne était fallacieux. En effet, dans quatre pays (et non des moindres), l’Allemagne, l’Espagne, la France et les Pays-Bas, la moyenne nationale était inférieure à dix pour cent, niveau au-dessus duquel le stress test était considéré comme satisfaisant. Et, dans un pays donné, certaines banques étaient très largement en-dessous de la limite fixée, comme la Banque postale en France, dont le ratio de fonds propres est à peine supérieur à zéro pour cent ! L’échantillon a également été mis en cause, dans sa taille et dans sa répartition géographique. Ainsi, dans la zone euro, neuf pays, dont le Luxembourg, n’ont pas été pris en compte, et 57 banques seulement ont été étudiées alors même que la BCE, dans son rôle de superviseur direct, en inspecte quasiment le double !

Cette lacune a été corrigée via la réalisation, par la Banque centrale européenne, de ses propres stress tests. Ils ont porté sur un échantillon de 98 établissements, soit 41 de plus que le nombre de banques de la zone euro retenues par l’ABE, cette fois dans tous

les pays de la zone. Au Luxembourg, où trois des quatre banques supervisées directement par la BCE étaient étudiées (BCEE, BIL, Quintet), le scénario défavorable était une baisse de 5,9 pour cent du PIB sur trois ans, une hausse de 7,8 points du taux de chômage sur la même durée, une inflation totale de 13,1 pour cent et surtout un effondrement des prix de l’immobilier : -31 pour cent dans le résidentiel, contre -21 pour cent en moyenne européenne et -29,1 pour cent dans le commercial. Les résultats de ces « stress tests parallèles » ont été beaucoup moins médiatisés, mais les conclusions de la BCE rejoignent celles de l’ABE en termes de résilience des établissements étudiés.

Une autre critique importante concerne la non-prise en compte par l’ABE d’un risque aussi imprévu que dévastateur, survenu en mars

2023 aux États-Unis, à savoir celui d’un « bank run » à l’issue duquel des banques se trouvent dans l’impossibilité de restituer leur argent aux déposants. Une telle crise de liquidité, dont la survenance en Europe était jugée très faible, n’a pas été incluse dans le « scénario du pire » de l’autorité bancaire, préparé en 2022 et appliqué au tout début 2023. Conscientes de cette lacune, l’ABE et la BCE ont mené, parallèlement aux stress tests proprement dits, une étude ponctuelle pour savoir quel serait l’impact en Europe d’une perte potentielle sur les portefeuilles d’obligations détenues par les banques. En effet, aux États-Unis, la faillite de la Silicon Valley Bank et d’autres banques régionales en mars 2023 avait été accélérée par les pertes enregistrées par ces banques en vendant en urgence des titres de dettes dont la valeur de marché était devenue très inférieure à leur valeur inscrite au bilan, pour cause de hausse des taux d’intérêt.

En Europe, dans l’état actuel des taux qui ont fortement augmenté en un an, les pertes possibles (au cas où les banques vendraient l’intégralité de leurs portefeuilles obligataires) se monteraient à 73 milliards d’euros, un montant culminant à 155 milliards si la cession se réalisait dans le cadre du scénario envisagé pour les stress tests ! Ce montant énorme, qui accroîtrait donc d’un tiers le montant des pertes estimées (sur trois ans) dans le calcul initial, n’est pour autant pas jugé inquiétant. Par comparaison, aux États-Unis, le montant des pertes latentes s’élèverait à plus de 620 milliards de dollars, soit environ quatre fois plus que le pire chiffre européen. De plus, selon la BCE, « même dans des conditions de marché difficiles, il est très peu probable que les banques cèdent leurs titres, car elles préfèrent se procurer des liquidités par d’autres canaux » (sous-entendu, par son truchement à elle).

Il est probable qu’un *bank run* sera sans doute inclus dans les scénarios des prochains stress tests de l’ABE, car, comme le reconnaît son directeur exécutif François-Louis Michaud, la crise de mars 2023 a révélé que « les dépôts, qui sont considérés normalement comme une ressource stable pour une banque, peuvent rapidement s’évaporer, et les nouvelles technologies peuvent accélérer ce mouvement ». ●

¹ En Europe les premiers stress tests ont été menés en 2010, avant la création de l’ABE.

ZU GAST

Die ADR allein verteidigte unsere Rechte

Die Covid-19-Pandemie hat unser Land und die ganze Welt in eine tiefe Krise gestürzt. Die Regierung hat eine Reihe von Maßnahmen ergriffen, die die Freiheit und die Würde der Bevölkerung verletzt haben. Diese Maßnahmen waren nicht nur ineffektiv und unverhältnismäßig, sondern auch willkürlich und ungerecht.

Sylvie Mischel ist Präsidentin der ADR-Frauen

In oft nur wöchentlichen Abständen wurden immer wieder neue Maßnahmen getroffen, oft vollkommen widersprüchliche und oftmals auch gänzlich unsinnige. Kleine Geschäfte mussten schließen, große durften öffnen. Hausbesucher-Arithmetik, Ausgehverbote und Maskenball waren noch harmlos im Vergleich zur grausamen Isolierung älterer und sterbender Menschen.

Ein Impfpflichtgesetz liegt immer noch in der Schublade der grünen Spitzenkandidatin Tanson.

Die einzige Partei, die sich während dieser langen Zeit stets für mehr Mäßigung, Toleranz und Respekt einsetzte, war die ADR. Sie war die letzte kritische Stimme im Parlament, die einzige Verteidigerin der Impffreiheit, die unablässige Mahnerin für Vernunft.

Die ADR hat sich gegen die Politik der Regierung gestellt, die sie als diktatorisch und intolerant empfand. Sie hat sich für die Rechte der Impfskeptiker eingesetzt, die von der Regierung unter Druck gesetzt und aus dem gesellschaftlichen Leben ausgeschlossen wurden. Sie hat sich gegen die Demonstrationseinschränkungen und die Repression auch harmloser und friedlicher Demonstranten gewehrt, die ein eklatanter Missbrauch der öffentlichen Macht waren.

Dass Ausschreitungen seitens der Demonstranten aber absolut nicht zu tolerieren waren, muss auch an dieser Stelle deutlich unterstrichen werden.

Diskussionswürdige Methoden wie etwa das „Large scale testing“ (LST) trugen mit zu Grenzschießungen bei. Die ADR hat sich für eine unabhängige Prüfung des LST stark gemacht, die sie als nutzlos und gefährlich ansah.

Sie hat auch die Impfnebenwirkungen immer wieder thematisiert und sich für die Rechte der Betroffenen eingesetzt.

Die ADR hat aber nicht nur Kritik geübt, sondern auch konstruktive Vorschläge gemacht. Sie hat sich gegen eine Impfpflicht in der Armee ausgesprochen. Sie hat sich für eine rücksichtslose Aufklärung der korrupten Machenschaften der EU-Kommission stark gemacht, die alle Spuren über die Abmachungen mit Pfizer verschwinden ließ. Sie hat sich gegen eine Abtretung von souveränen Rechten an die WHO im Rahmen eines zukünftigen Pandemievertrags ausgesprochen.

Für die ADR steht außer Zweifel, dass zahlreiche Lehren aus der Corona-Zeit gezogen werden müssen. Es braucht eine Stärkung unseres Gesundheitssystems, eine größere Widerstandsfähigkeit unseres Landes in Krisensituationen, eine Reindustrialisierung zum Beispiel im Bereich der Pharmazie und Reserven von strategischen Gütern auf unserem nationalen Territorium.

Die ADR hat sich im Rahmen der Corona-Thematik bewährt. Sie wird sich auch weiterhin für eine vollständige Aufklärung und für die Rechte der Menschen einsetzen. Sie ist die einzige Partei, die den Mut hat, die Wahrheit zu sagen und sich nicht dem Mainstream anzupassen.

Sie ist die einzige Partei, die den Willen des Volkes vertritt und sich nicht dem Druck der Lobbyisten beugt. Sie ist die Partei der Menschenrechte, der Gerechtigkeit und der Vernunft. ● Sylvie Mischel

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Die Natur ist mir zu natürlich

Michèle Thoma

Bei uns gibt es keine Bären. Bei uns gibt es keine Wölfe. Mein Vater war sich da ganz sicher, und er wusste alles. Selbst die Dinosaurier waren zuvorkommenderweise ausgestorben. Nichts würde einer also geschehen auf den schier endlosen Fußmärschen, *Fousstueren* nannten das die Eltern, bei denen wir uns von Krüppeleiche zu Krüppeleiche schleppen; das Abenteuerlichste, das einer zustieß, war, dass man sich am lauwarmen Thermoskannentee verschluckte oder die Ameiseninfanterie beim Picknick aufmarschierte. Sogar die tollwütigen Füchsinen schwänzten. Theoretisch gab es Wildschweine, und vielleicht waren die Pilze, die aus dem Humus, wichtiges Wort, emporschossen, tödlich, aber keiner wollte es wirklich wissen. Es gab keine Thriller. Nur Geschichten über Lohhecken und Leder. Gerben. Todlangweilig. So, wie Kindheit sein soll.

Keine Killerin *on the road*. Keine schäumenden Lefzen, keine Pranken, Tatzen, Reiß- und Beißzähne, und weder kleine Mädchen noch Großmütter wurden *en passant* verputzt, Meister Isegrimm gab es einfach nicht mehr. Wie praktisch. Wie toll.

Und Gevatter Bär nur in gruseligen Ländern ohne Autopedestre. Oder in der Micky Maus, wo er, immer kam er von hinten angetrabt, seine Pranke auf die schwächtigen Schultern von Donald oder Micky plumpsen ließ. Und immer ließ er sich von einem Honigtopf becircen, den Donald oder Micky in der Natur professionell griffbereit hatten. Kein Camping ohne Honigtopf.

Wer Bärin in Luxemburg guggelt, landet derzeit zwar noch im Fruchtgummiparadies in der Großgasse. Aber dafür ist eine andere „spannende Tierart“, wie die Biber-in-Luxemburg-Broschüre schreibt, schon vor Ort. Wer je diesen zumindest Tri-Athlet/innen zuschaute, wie sie olympionikenhaft Flüsse durchpflügen, Kapriolen in der Strömung schlagen, nur mit Zähnen bewaffnet Bäume fällen, zäh Wohnanlagen, gar Burgen errichten, hat nicht die geringste Lust, das Plantschbecken mit diesen Besessenen zu teilen. Es könnte, so ein Aktions- und Management-plan, Konflikte mit menschlichen Interessen geben.

Sie sind also wieder da, unsere vierbeinigen Brüder und Schwestern, die mit den vielen Zähnen und Klauen! Migrantinnen und Remigrierte, Expats, die neu angesiedelt werden in ihrer schön eingeräumten neuen alten Heimat. Warum eigentlich, wer hat sie vermisst? Eben war es so übersichtlich im Wald, die asthenischen Fichtenstämme, die Bor-



Als sich am Dienstag bei Lieler ein „eindeutiger Wolfsnachweis“ ergeben hatte, schickte die Naturverwaltung diese Aufnahme an die Presse, die 2021 in Husum (Deutschland) gelungen war

Ja, manchmal sind sie etwas anstrengend. Gerade wurde eine Wölfin in einer Fußgängerzone gesichtet. Eine Löwin wandelt durch Berlin

kenkäfer, der autistische Specht, ein Häschen oder zwei, dass wir entzückt aufschreien, leise schreien. Und Geraschel durch Herbstlaub, unbedingt. Nur Mini-Morde, im Humus. Das reicht doch, muss es noch natürlicher sein?

Dann sollen wir auch noch willkommenskultiviert sein. Ja, manchmal sind sie etwas anstrengend. Sie kommen unangemeldet. Sie lustwandeln durch ein Dorf, als sei das Paradies ausgebrochen. Gerade wurde eine Wölfin in einer Fußgängerzone gesich-

tet. Eine Löwin wandelt durch Berlin, jetzt ist sie ein Wildschwein.

Manchmal haben sie sich nicht so unter Kontrolle. Sind etwas triebhaft. Wenn sie gerade Hunger oder Kleine haben. Oder beides. Oder sonst was. Oder nichts. Manchmal greifen sie zu. Beißen sie zu. Aber nur manchmal. Und meist nur die Lämmchen. Die Schäfchen. Die gerade zur Selbstbedienung in der Landschaft rumstehen. Die Unschuldsvermutung gilt zwar auch. Und sowieso, es ist eben Natur. Natur ist so. Die tierliebenden Urbanen haben da ein bisschen ein falsches Bild. Auf dem blutet es nie. Es ist kein Schlachtbild. Aber dem ist es eben nicht so. Manchmal erwischt es einen Jogger. Sie haben einen Jogger erwischt. Oder eine Wandererin, warum wandert sie auch so? Durch so Olivenwälder, durch so ein Griechenland? Wahrscheinlich hat sie sich falsch benommen, Natur ist Natur. Man muss der Natur nur eine Chance geben. Und dann haben wir eben keine. So geht Natur. Wir können ja auch lernen, Kommunikation ist alles. Zum Beispiel den Wolfs-Knigge. Die *Don'ts* und die *Musts*. Den Wolf im Blick behalten, aber den Augenkontakt meiden. Mit den Armen wedeln ist auch super. Kreuzt Bärin auf, dem Bärinnen-Kodex folgen. Bloß nicht auf Bäume hechten, das hat sie auch drauf. Und die zwei bloß nicht miteinander verwechseln!

Das muss doch machbar sein. ●

CHRONIQUES DE L'URGENCE

L'inquiétant risque d'une stase océanique

Jean Lasar

Une étude danoise, publiée fin juillet, a relancé les craintes que la circulation méridienne de retournement atlantique, une des assises du climat terrestre, ne ralentisse ou ne s'arrête plus tôt qu'on ne l'imaginait encore il y a quelques années, avec des conséquences catastrophiques pour l'ensemble de la planète. Alors que la plupart des scientifiques considérait jusqu'à peu qu'un arrêt de cette circulation n'était guère envisageable au cours du siècle présent, les chercheurs danois, croisant les modèles avec des données d'observation, sont arrivés à la conclusion alarmante que, sur notre trajectoire actuelle d'émissions et de réchauffement, cette circulation pourrait s'interrompre à tout moment entre 2025 et 2095.

Par souci de vulgarisation, les questions touchant à ce phénomène sont souvent traitées dans la presse par référence au Gulf Stream. Mais il s'agit là d'un raccourci trompeur. La circulation méridienne de retournement atlantique, connue surtout sous son acronyme anglais Amoc (Atlantic meridional overturning circulation), reflète la convection massive (quinze millions de mètres cube par seconde) d'eau de mer en réponse à des différences de densité dues à des écarts de température et de salinité. Elle inclut aussi les mouvements causés par les vents. La notion de retournement se réfère au mécanisme par lequel, dans l'Atlantique Nord par exemple, de l'eau chaude et salée transportée en surface plonge à une profondeur de un à trois kilomètres dans les régions proches de l'Arctique, sous l'effet d'apports d'eaux douces et froides. Alors qu'elle circule vers le sud loin de la surface, elle est progressivement mélangée par agitation verticale. Or, si l'Amoc se

L'humanité avait déjà mille raisons de cesser ses émission de gaz à effet de serre, le risque d'interruption de l'Amoc en est une de plus

confond sur une partie de l'Atlantique avec le Gulf Stream, ce courant de surface causé essentiellement par le vent et connu pour adoucir considérablement la température de l'Europe occidentale, elle joue en pratique un rôle bien plus important pour le climat mondial du fait des quantités phénoménales de chaleur qu'elle transporte, y compris pour l'Europe qu'elle réchauffe de manière bien plus conséquente.

Or, il y a consensus parmi les scientifiques sur l'existence d'un point de bascule qui, en cas de ralentissement suffisamment

marqué de l'Amoc, pourrait déboucher sur son arrêt complet. L'apport d'eau douce (pluie ou eau de fonte), en rendant moins saline l'eau de mer, amoindrit sa densité. Cette baisse ralentit la circulation, ce qui contribue en retour à un apport réduit d'eau salée. À partir d'un seuil critique, ce mécanisme s'amplifie de lui-même en un cercle vicieux. C'est ce fameux point de bascule qui aurait pour conséquence un arrêt pur et simple de l'Amoc. La liste des conséquences potentielles pour le climat terrestre se lit comme un catalogue des horreurs : montée additionnelle des eaux d'un mètre sur la côte est des États-Unis, multiplication des tempêtes et d'autres extrêmes météorologiques, renforcement des sécheresses dans le Sahel, refroidissement des hivers en Europe de l'ouest, perturbations des écosystèmes marins en eau profonde. Sans compter des impacts déléteres sur les écosystèmes terrestres du monde entier, susceptibles d'entraîner des conséquences catastrophiques en matière de production agricole. Et pas question de se raccrocher à la perspective d'un refroidissement dont l'Europe pourrait bénéficier en cas d'interruption de l'Amoc dans un monde en ébullition se bercent d'illusions : les conséquences négatives l'emporteraient de loin.

Des indices d'un tel ralentissement ont été décelés ces dernières années, et il ne fait pas de doute qu'il résulte du réchauffement anthropique. Il se manifeste notamment par l'émergence d'une zone anormalement froide dans l'Atlantique Nord (*cold blob*), dont la surface représente déjà trois fois celle de l'Allemagne. Les chercheurs danois, qui s'appuient sur des données de température de l'eau en surface depuis les années 1870 pour éva-

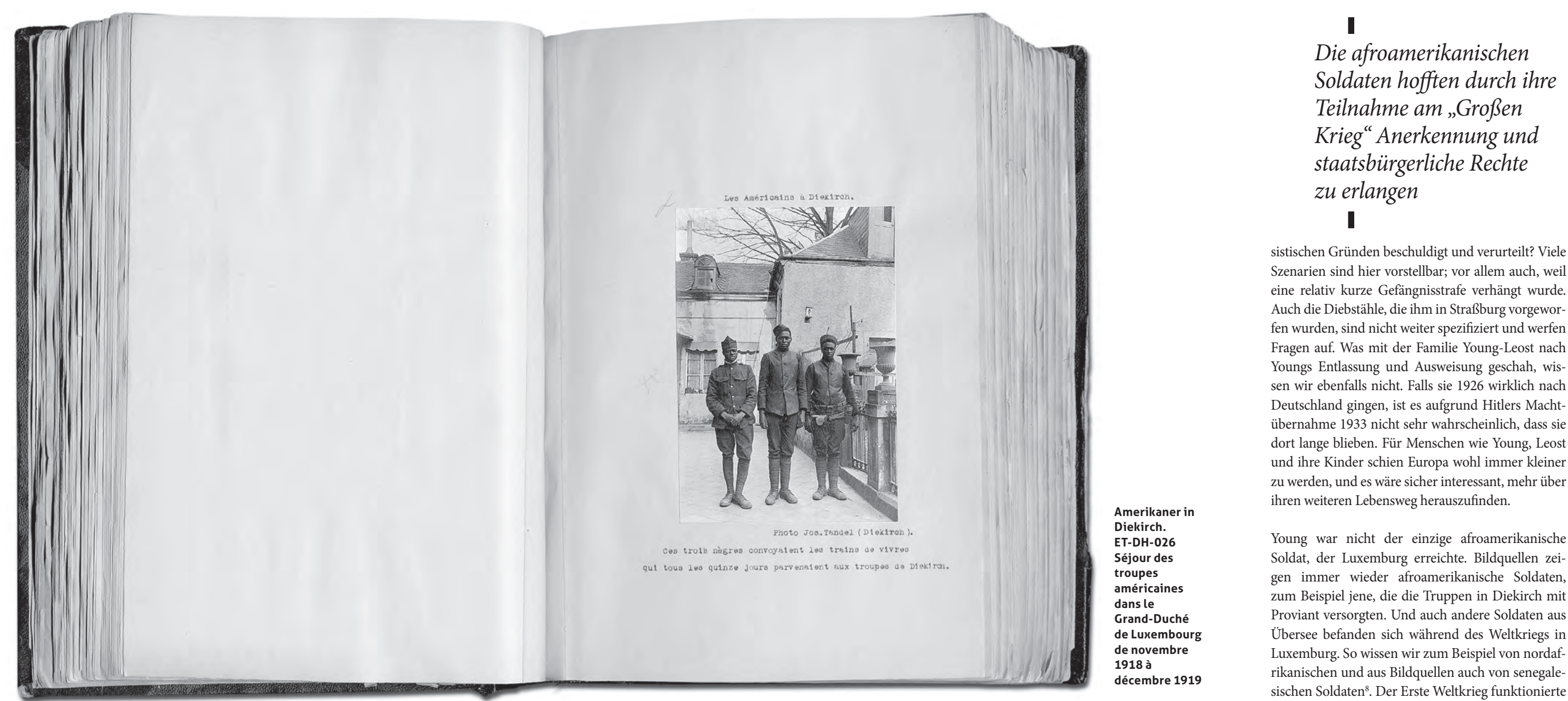
luer les fluctuations de la vigueur de l'Amoc, supposent que les émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine allaient se poursuivre (soutenir le contraire relève malheureusement aujourd'hui du *wishful thinking*). Ils ont constaté que la trajectoire actuelle de l'Amoc ressemble beaucoup à celles que l'on décèle dans des systèmes prêts de leur point de bascule. L'incertitude, intégrée à leurs projections, les empêche de définir une période de temps très précise pour le risque d'un arrêt de l'Amoc. Mais le simple fait que celle-ci commence dans deux ans et qu'un climatologue comme Stefan Rahmstorf, un des spécialistes mondiaux en la matière, admette avoir changé d'avis sur la question et considère désormais qu'atteindre ce redouté point de bascule encore au 21^e siècle ne peut plus être exclu, a de quoi faire réfléchir. Rahmstorf référence deux autres études récentes qui analysent des séries de données distinctes et pointent également vers une probabilité accrue d'un point de bascule. Le rapport du GIEC estime aujourd'hui à « très basse » la probabilité d'un arrêt de l'Amoc, rappelle Rahmstorf. Cela correspond à un risque de moins de dix pour cent : compte tenu de l'énormité des impacts d'un tel arrêt, cela équivaut à habiter au pied d'un barrage présentant un risque d'un sur dix de s'effondrer, fait-il valoir.

L'humanité avait déjà mille raisons de cesser le plus rapidement possible ses émissions de gaz à effet de serre. En voilà une de plus, et non des moindres, l'équivalent d'un « tous aux abris » planétaire. Une bonne nouvelle, malgré tout : rien n'est joué, car une cessation des émissions permettrait d'éviter le pire. ●

„Moralisch fragwürdig“

Julia Harnoncourt

„Indésirables“ aus Übersee: Migrant/innen in Luxemburg am Anfang des 20. Jahrhunderts (3)



In dieser Serie wird über Einzelgeschichten die Verwobenheit Luxemburgs mit anderen Weltregionen dargestellt. Diese Geschichten beruhen auf historischen Quellen, hauptsächlich auf Fremdenpolizeiakten aus dem Luxemburger Nationalarchiv. Da die Akten von der Polizei produziert wurden, implizieren sie immer auch einen bürokratischen und kriminalistischen Blick, was es schwierig macht, die Geschichten dahinter zu lesen. Neben Wissen zu der Zeit und ihren Umständen ist es also notwendig, auch die Fantasie etwas spielen zu lassen.

Der dritte Teil der Serie handelt von einem der vielen überseeischen Migrant/innen, die durch die Kriegshandlungen im Ersten Weltkrieg nach Europa kamen und schließlich in Luxemburg landeten. So wurden jede Menge Soldaten und Arbeitskräfte von den europäischen Mächten aus den Kolonien nach Europa gebracht, und mit Kriegseintritt der USA 1917 verstärkte sich die Präsenz überseeischer Migrant/innen weiter. Die afroamerikanischen Soldaten, die in strikt getrennten Regimentern kämpften, hofften durch ihre Teilnahme am „Großen Krieg“ Anerkennung und staatsbürgerliche Rechte zu erlangen. Auch W.E.B. du Bois, der bekannte Bürgerrechtler und Soziologe, rief unter dieser Prämisse Schwarze¹ Männer dazu auf, dem Militär beizutreten. Nach dem Krieg mussten die meisten dieser zurückgekehrten Soldaten allerdings feststellen, dass diese Rechnung nicht aufgegangen war und sogar versucht wurde, ihre Teilnahme am Krieg zu vertuschen². Doch nicht alle Soldaten kehrten in die USA zurück. Einige blieben in Europa, vor allem in Frankreich, einem Land, das sie zumindest während des Krieges als weniger rassistisch erlebten³. Eddie-Robert Young war einer der Soldaten, die blieben.

Soldaten I – amerikanische Befreier

Eddie-Robert Young (geboren 1895 in Pittsburgh, in Luxemburg 1926)

Geliebte Marie,

Wie gut es tut, an euch zu denken!!

Hier in meiner Zelle kann ich an nichts anderes tun als denken, an unsere drei Rascals und an dich, daran, was wir gemeinsam durchgemacht haben und wie das Schicksal uns zusammengebracht hat. Ein Weltkrieg musste ausbrechen, damit ich dich kennenlernen konnte. Einen Ozean musste ich überqueren. Die harte Arbeit am Hafen in Brest, und meine Kameraden hatten, wie ich, fast alle französische Freundinnen, die schwarzen wie die weißen Soldaten. Natürlich wurden wir härter bestraft. Und du hattest immer Angst um mich. Es war auch klar,

dass die meisten Beziehungen nicht halten würden. So war es auch gedacht. Wir mussten ja wieder nach Hause. Aber ich wollte das nicht. Ich wollte bei dir bleiben. Und auch du konntest nicht von mir lassen. „Mir ist egal, was die Leute sagen, meine Familie und Nachbarn“, hast du gesagt. „Für sie macht es einen Unterschied, ob ich mit einem schwarzen Soldaten ausgehe oder ihn heirate“, wolltest du mir erklären. Ich habe das damals nicht ganz verstanden, weil es in Frankreich ja nicht so schlimm ist wie bei mir zu Hause. Aber für dich war es nicht leicht. Das habe ich irgendwann begriffen, und auch für mich wurde es immer schwieriger. Darum haben wir immer wieder den Ort gewechselt. Deswegen sind unsere Kinder alle woanders geboren, Edit in Montbéliard, René in Straßburg und Paul in Amnéville. Dabei war die Geburt von Paul die aufregendste. In unserem Haus fernab von allem wurde er geboren. Die ganze Nacht hast du gelitten und warst ganz tapfer und dann endlich um 9 Uhr früh waren die Qualen vorbei und Paul erblickte das Licht der Welt.

Wenn ich jetzt an unsere kleinen Rascals denke, denke ich unweigerlich auch an meine Geschwister. Natürlich waren die schon älter, als ich von Chicago wegging und in den Krieg musste. Als sie begriffen, dass sie mich womöglich nie wiedersehen würden, weinten sie herzzerreißend. Jetzt habe ich sie schon neun Jahre lang nicht gesehen. Ich hoffe, dass den kleinen Paul, Edit und René meine Abwesenheit nicht zu hart trifft?

Gestern habe ich endgültig erfahren, dass ich nach meiner Haftentlassung ausgewiesen werde. Entschuldige bitte, liebste Marie. Ich weiß, dass das nicht unser Plan war. Ich war mir sicher, dass ich meine Strafe absitzen müsste und nach meiner Entlassung hier gleich wieder eine Anstellung als Mechaniker finden würde. Auch wenn viele Kunden oft seltsam auf mich reagiert haben, habe ich schließlich bei der bekannten Garage Dondelinger gearbeitet! Aber es soll wohl nicht sein... Das Wichtigste ist, dass wir beisammen sind. Also lass uns Vorbereitungen treffen, Marie. Wenn ich rauskomme, werde ich meinen letzten Lohn bekommen und beim Konsul einen Pass beantragen, und dann lass uns nach Deutschland gehen. Denn nach Frankreich kann ich ja nicht mehr zurück und du hast, glaube ich, auch genug davon. Die gute Nachricht ist, dass ich hier, aus dem Grundgefängnis, bald wieder rauskomme! Wir sehen uns also bald!

Fühl dich umarmt und küsse drei Rascals von mir,

With love,

Eddie.

Soldatenleben und Liebesbeziehungen

Obwohl Young nicht nur Englisch und Französisch, sondern auch Deutsch konnte, stellt sich die Frage, ob er während seiner circa viermonatigen Haft im Grundgefängnis Briefe an seine Frau geschrieben hat und ob ein solcher Brief so angekommen wäre. Schließlich durften Gefangene nur einmal im Monat, an bestimmten Tagen, Briefe schreiben und wurden dazu angehalten, sich möglichst kurz zu fassen, um die Zensur zu erleichtern⁴.

Young wurde 1895 in den Nordstaaten der USA geboren und lebte dort bis zu seinem Eintritt ins Militär. Auch wenn die Behandlung von Afroamerikaner/innen in den Nordstaaten etwas besser war als im Süden, war auch hier die Ungleichbehandlung stark zu spüren und besonders kurz vor Kriegseintritt 1917 vermehrten sich gerade dort rassistisch motivierte Gewalt und Lynchmorde an Schwarzen. Für viele Schwarze Bürgerrechtler repräsentierte der Eintritt ins Militär die Hoffnung, sich unter Beweis stellen zu können und danach als volle Bürger wahrgenommen zu werden. Viele Schwarze gingen also freiwillig zum Militär, andere wurden eingezogen. Bei Kriegseintritt der USA war Young Anfang 20, während seine drei jüngeren Geschwister noch zu jung waren, um eingezogen zu werden.

Young erreichte Europa, wie viele andere amerikanische Soldaten, über den Hafen von Brest. Da er dort seine Frau Marie Leost (geboren 1892 in Brest) kennenlernte und 1919 heiratete, nehme ich an, dass er dort stationiert war. Wahrscheinlich arbeitete er für die amerikanische Armee am Hafen. Viele Afroamerikaner waren im Ersten Weltkrieg Teil sogenannter „Labour Platoons“ und verrichteten Arbeitsdienste unter schrecklichen Bedingungen⁵.

Während des Ersten Weltkriegs hatten viele Schwarze Soldaten in Frankreich französische Freundinnen oder Liebschaften, auch wenn das amerikanische Heer dies zu verhindern versuchte und die Schwarzen Soldaten oft hart bestraft wurden. Während von amerikanischer Seite versucht wurde, Segregation und Ungleichbehandlung aufrecht zu erhalten, berichteten viele afroamerikanische Soldaten von überraschend positiven Reaktionen der französischen Bevölkerung. Der Unterschied zwischen ihrer Behandlung in den USA und in Frankreich war für viele Schwarze sicher ein Grund, in Frankreich zu bleiben. Für Young und einige andere war eine Liebesbeziehung möglicherweise ein weiterer Grund. Trotz der begeisterten Erzählungen Schwarzer Soldaten während des Krieges war Frankreich jedoch nicht frei von Rassismus, was vor allem an der Behandlung von Migrant/innen und Zwangsarbeiter/innen aus

den französischen Kolonien gesehen werden kann. Auch hier wurden Liebesbeziehungen zu Französinnen als skandalös angesehen⁶.

Diesen Rassismus muss Young zumindest nach dem Krieg zu spüren bekommen haben, was womöglich ein Grund für die vielen Wohnsitzwechsel von Young und Leost war: Zunächst lebte das Paar in Brest, wo Young als Mechaniker arbeitete. Ab 1922 ging es von Belfort nach Montbéliard und über Straßburg nach Amnéville. Während dieser Umzüge kamen drei Kinder zur Welt. 1926 kamen sie schließlich nach Luxemburg, wo Young als Mechaniker in der angesehenen Garage Dondelinger arbeitete, jedoch nach rund einem Monat verhaftet wurde. Grund dafür war die „betrügerische Unterschlagung eines Kraftfahrzeugs“⁷.

Das Gericht verurteilte ihn zu sechs Monaten Gefängnis. Nach vier Monaten wurde er bereits wieder entlassen und des Landes verwiesen. Auch aus Frankreich sei er schon ausgewiesen worden, da er laut Straßburger Polizei auch dort schon gestohlen hatte. Er sei moralisch fragwürdig, würde gerne trinken und habe einen schlechten Ruf. Weitere Informationen liefern die Akten leider nicht. Wir wissen nicht, ob es sich bei dem Auto um ein Fahrzeug der Garage Dondelinger, das eines Kunden oder ein anderes Auto handelte. Hatte Young wirklich vor, das Auto zu stehlen? Ging es tatsächlich um einen Autodiebstahl oder wollte er sich an seinem Arbeitgeber oder an einem Kunden rächen? Handelte es sich vielleicht um ein Missverständnis oder wurde er aus ras-

Die afroamerikanischen Soldaten hofften durch ihre Teilnahme am „Großen Krieg“ Anerkennung und staatsbürgerliche Rechte zu erlangen

sistischen Gründen beschuldigt und verurteilt? Viele Szenarien sind hier vorstellbar; vor allem auch, weil eine relativ kurze Gefängnisstrafe verhängt wurde. Auch die Diebstähle, die ihm in Straßburg vorgeworfen wurden, sind nicht weiter spezifiziert und werfen Fragen auf. Was mit der Familie Young-Leost nach Youngs Entlassung und Ausweisung geschah, wissen wir ebenfalls nicht. Falls sie 1926 wirklich nach Deutschland gingen, ist es aufgrund Hitlers Machtübernahme 1933 nicht sehr wahrscheinlich, dass sie dort lange blieben. Für Menschen wie Young, Leost und ihre Kinder schien Europa wohl immer kleiner zu werden, und es wäre sicher interessant, mehr über ihren weiteren Lebensweg herauszufinden.

Young war nicht der einzige afroamerikanische Soldat, der Luxemburg erreichte. Bildquellen zeigen immer wieder afroamerikanische Soldaten, zum Beispiel jene, die die Truppen in Diekirch mit Proviant versorgten. Und auch andere Soldaten aus Übersee befanden sich während des Weltkriegs in Luxemburg. So wissen wir zum Beispiel von nordafrikanischen und aus Bildquellen auch von senegalesischen Soldaten⁸. Der Erste Weltkrieg funktionierte als Migrationskatalysator, der die europäische Kultur massiv beeinflusste. ●

Julia Harnoncourt forscht zu zeitgenössischer Geschichte am C2DH der Universität Luxemburg.

¹ Schwarz mit großem „S“ wird hier benutzt, um von Rassismus Betroffene zu bezeichnen. Mehr dazu zum Beispiel hier: <https://diversity-arts-culture.berlin/woerterbuch/schwarz>

² Johnson, Wray R. (1999): „Black American Radicalism and the First World War: The Secret Files of the Military Intelligence Division“. In: *Armed Forces & Society* 26 (1), S. 27–53

³ The National WWI Museum and Memorial: Firsthand Accounts from Black Soldiers in WWI, <https://www.theworldwar.org/learn/about-wwi/black-soldiers-wwi>

⁴ ANLux, J-108-0317980, Young / Joung Eddi Robert, Léost Marie, Joung Edit, Joung René, Joung Paul Jos., 1926

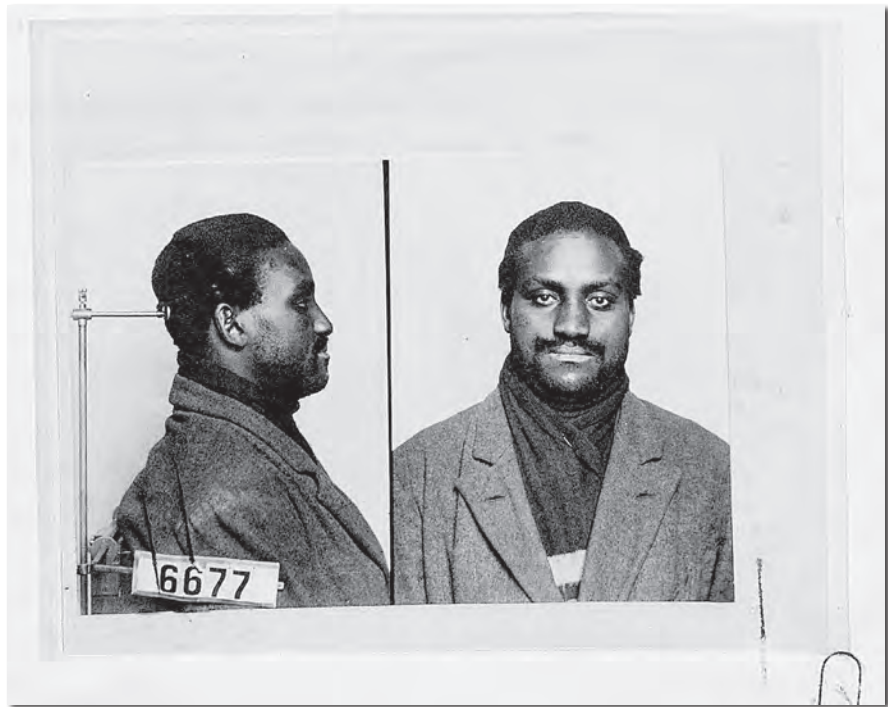
⁵ Stovall, Tyler (1996): *Paris noir. African Americans in the city of light*. Unter Mitarbeit von Tyler Stovall. New York: Houghton Mifflin, 3-7

⁶ Stovall 1996, 15-20; The National WWI Museum and Memorial

⁷ ANLux, J-108-0317980, Young

⁸ ANLux, ET-DH-026 Séjour des troupes américaines dans le Grand-Duché de Luxembourg de novembre 1918 à décembre 1919, 1918-1923, établi par Tony Ginsbach

Fotos von Eddie Young im Grundgefängnis. ANLux, J-108-0317980, Young / Joung Eddi Robert, Léost Marie, Joung Edit, Joung René, Joung Paul Jos., 1926



L'ennemi public n° 1

André Linden

L'« épidémie » de la drogue au Luxembourg dans la presse de la fin des sixties et du début des seventies (2^e partie)

Rétroviseur Covid-19 À la fin des sixties et au début des seventies, ce n'étaient pas les jeunes fumeurs de hachisch ou les mangeurs de LSD qui parlaient d'une « épidémie » et d'un « fléau » ; c'étaient leurs parents, les autorités politiques et morales, les responsables d'organisations et d'institutions sociétales, en unisson avec les journalistes et commentateurs. Venant de vivre la pandémie du Covid, l'observateur d'aujourd'hui pourra identifier des analogies suggérant que la métaphore de l'« épidémie » de la drogue, bien plus qu'une simple expression, pouvait à sa façon revendiquer un brin de pertinence.

Comme le virus, la drogue représentait une menace inconnue qui, soudain, se rapprocha à grands pas. Rosch Krieps, dans son article sur le « nouveau fléau de l'Europe », s'émut d'une « unheimliche Macht, die da auf uns zukommt » (*Land*, 21 août 1970). La vitesse de propagation et la soudaine proximité géographique se reflétaient dans les gros titres : « Erschreckende Zunahme der Rauschgiftsucht in der amerikanischen Jugend » (*Wort*, 26 février 1970), « Die Rauschgiftwelle. Stärkste Zunahme bei

Jugendlichen » (*Wort*, 20 août 1970), « L'apparition de la bombe H [pour hachisch] » et « Luxemburg Sucht Drogen [pour LSD] » (*Tageblatt*, 13 octobre 1970). Des faits divers documentaient l'irruption sur le territoire grand-ducal du phénomène, tout en illustrant sa portée transfrontalière : première interpellation de touristes hollandais à Diekirch, « Sie verkauften Rauschgift », « Haschisch-Schmuggler gestellt » (*Wort et Tageblatt*, 25 juillet 1970) ; interpellation d'étudiants à Bitburg : « Junge Luxemburgerin an Rauschgift-Party beteiligt » (*Wort*, 31 juillet 1970) ; drogues hallucinogènes et autres stupéfiants livrés directement des États-Unis ou de la base militaire américaine de Francfort, « Les 5 étudiants U.S. arrêtés à Mondorf recevaient le L.S.D. par la poste » (*Républicain*, 24 octobre 1970). La montée des chiffres de consommation fut observée avec anxiété, non seulement au niveau des statistiques internationales, mais surtout par rapport aux extrapolations nationales : « Mille drogués au Luxembourg ? » (*Républicain*, 26 juin 1971) ; « [...] chiffre énorme de 1 000 intoxiqués » (*Land*, 16 juillet 1971), « Rauschgift in Luxemburg : 2 000-3 000 Haschischraucher » (*Wort*, 6 novembre 1971).

Comme pour le virus, il s'agissait d'évaluer les risques d'un premier contact avec la drogue. Comme après une infection avec le Covid-19 : Fallait-il s'attendre à une sorte de grippe légère ou à une maladie grave, entraînant l'hospitalisation en soins intensifs avec risque fatal ? Après un essai de hachisch par curiosité, pouvait-on sombrer dans la dépendance de l'héroïne ? Les quotidiens mettaient en garde contre les risques d'un passage plus ou moins automatique entre hachisch et héroïne, dont seraient victimes les jeunes en quête de sensations toujours plus fortes. Ils publiaient des comptes-rendus de déchéance individuelle, « Der Weg in die Finsternis » (*Wort*, 31 juillet 1969), et collective, « Jugend, die sich selbst zerstört » (*Wort*, 28 février 1970). Une tendance à l'amalgame se manifestait surtout dans le choix des illustrations. La photo d'une seringue dans un bras fut accompagnée par la légende explicative, que les drogues se consommaient en fumant ou par pique : « Die Rauschgifte werden entweder geraucht oder intravenös (Bild) eingespritzt » (*Tageblatt*, 2 juillet 1970). Tout comme récemment pour le Covid-19, une préoccupation récurrente concernait les séquelles à long terme de la consommation, même

modérée, des stupéfiants. Y aurait-il des « flash-backs » chez les utilisateurs du LSD, après des mois ou des années ? Y aurait-il des dégâts génétiques, avec des risques incalculables pour la progéniture ?

En mars 2020, lorsque le Covid-19 fit irruption au Grand-Duché, la peur devenait une émotion dominante, surtout pendant les premières semaines de la pandémie. Les débuts de la drogue à la fin des sixties étaient également marqués par la peur, palpable même dans les textes des journalistes de tendance libérale. L'éditorialiste du *Journal*, Edmond Reuter, qualifia les faits divers de Diekirch et Bitburg comme des délits mineurs, « relativ kleine Vergehen », (4 août 1970). Mais il évoqua en même temps le procès en Californie du meurtrier Charles Manson et de ses complices, qui avouaient avoir agi sous l'influence de drogues. L'article de Rosch Krieps ouvrit sur une énumération tout aussi angoissante : À Ansembourg, une jeune fille ensanglantée, « ein Mädchen in seinem Blut » ; ailleurs, un jeune homme qui se serait ouvert les veines au poignet ; un adolescent en proie à des convulsions, sauvé de justesse par sa mère. Un Luxembourgeois finalement, mort sur le trottoir à

Haifa. Tous, expliqua Krieps, étaient sous l'emprise de drogues, surtout de l'LSD.

Comme le Covid-19 à ses débuts, le LSD apparaissait comme un intrus insaisissable, capable de se dissimuler jusque sous les signes de ponctuation d'un manuel scolaire : « Ein beliebiges Stück Papier kann so viele Dosen konzentriertes LSD tragen, wie es das Satzzeichen Punkt (.) enthält. Und jeder Punkt genügt für einen Trip. » Le trafic parmi les jeunes pourrait ainsi se dérober au contrôle des adultes. Plus généralement, comme au temps de la pandémie, où chacun pouvait être infecté du jour au lendemain, la peur d'une irruption soudaine de la drogue au sein de la famille était bien présente. Chaque chef de foyer, même dans les milieux aisés, devrait s'inquiéter pour ses enfants : « Selbst in sogenannten 'besseren' Familien kann kein Vater mehr sicher sein, ob sein Sohn oder seine Tochter nicht rauschgiftgefährdet ist. » Krieps lança un appel à surveiller les jeunes, surtout dans leurs rassemblements privés, lieux de consommation par excellence, tout en invitant les parents à la prudence et à la modération. Des témoins de l'époque se rappellent aujourd'hui de mesures parentales disciplinaires, qui s'étendaient jusqu'à l'interdiction de visiter le Dany Cage ou d'autres milkbars, sous peine d'interdiction de sortie (confinement !). Plus rares sont les témoignages de familles libérales, où la consommation de cannabis était ouvertement discutée entre parents et jeunes adolescents.

Au début, le Covid-19 fut assimilé à une infection étrangère. L'unique photo dans le reportage de Rosch Krieps semblait pointer dans la même direction, montrant des jeunes assis par terre en zone de transit de l'aéroport du Findel. Celle-ci fut décrite comme le plus grand point d'échange de drogues au Luxembourg, à cause des liaisons transatlantiques de la compagnie islandaise Loftleidir. Mais Krieps n'ignorait guère que la drogue était tout autant un problème des jeunes Luxembourgeois, toujours plus nombreux à partir en voyage : « Organisierte Reisen für Jugendliche führen zu bekannten Ferienzelen, die mit Rauschgiftkellern förmlich verseucht sind. » Krieps s'en prenait à la publicité pour des voyages aux îles Baléares qui promettaient aux jeunes des rendez-vous romantiques, tout en les informant sur les possibilités d'acheter du hachisch sur place. Krieps ne mentionna pas le film *More* de Barbet Schroeder, tourné justement à Ibiza, île Baléaire, et présenté au festival de Cannes sous pavillon luxembourgeois. La BO était de Pink Floyd. La presse luxembourgeoise s'enthousiasma du succès inattendu de cette « histoire d'amour entre drogués » : « *More*, production luxembourgeoise, parmi les films à retenir » (*Républicain*, 16 mai 1969). Une méfiance vis-à-vis de jeunes Luxembourgeois en voyage s'était déjà manifestée dans la légende d'une photo dans le *Wort* du 31 juillet 1969, sur le retour d'environ douze personnes d'un séjour aux États-Unis dans le cadre d'un échange d'étudiants. Leur gaieté et l'individualisme de leur posture auraient étonné la famille et les représentants du service d'échange, venus les accueillir. Il semblerait que les jeunes Luxembourgeois étaient soupçonnés d'avoir été contaminés en Amérique, « amerikanisiert »

Grâce aux liaisons transatlantiques du Findel, les clients du Dany Cage avaient une longueur d'avance sur les lecteurs de la rubrique « teens & twens » du *Wort*. Un compte-rendu y vantait les atouts du nouvel album à succès *Deep Purple in Rock* (*Wort*, 29 octobre 1970), en cote aussi au Dany Cage. Bien avant que cela fût confirmé par les membres du groupe Deep Purple, les clients du club savaient déjà que le titre « Child in time », qui tournait en boucle dans le local et qui était, selon le *Wort*, « ohne Zweifel die beste Nummer dieser LP », était inspiré du morceau *Bombay Calling* du groupe It's a beautiful day. Men Maas, le DJ attitré du Dany Cage, avait ramené cet album, encore inconnu en Europe, directement d'un voyage à San Francisco.

« Nous risquons – d'ici dix ans – des catastrophes à la Manson susceptibles d'anéantir les bases de notre société »

Fernand Welter, DP, 8 avril 1971



Devanture du Dany Cage, rue Beaumont



Revue du 14 mars 1970. Reportage sur le Dany Cage par Rosch Krieps et Jochen Herling

Politiques, polémiques et débats Les parents contactaient les rédactions des journaux, soit pour partager leurs craintes, soit pour demander des informations supplémentaires, en particulier concernant les locaux soupçonnés de trafic de stupéfiants. Liliane Thorn-Petit confia : « Notre chronique ‘alerte à la drogue’ a heureusement eu un écho inhabituel. Nous avons reçu beaucoup de lettres, toutes venant de femmes, de mères de familles, qui s’affolaient à l’idée que leurs enfants puissent être du nombre des fumeurs de ‘Marie-Jeanne’ et qui, très souvent, avaient de sérieuses raisons d’être inquiètes » (*Républicain*, 12 juillet 1970). Le *Tageblatt* confirmait : « Verschiedene Eltern meldeten sich in unserer Redaktion, um zu erfahren, wo in Luxemburg Rauschgift umgesetzt wird. Sie wollen ihre Kinder von der Drogenwelt fernhalten » (12 octobre 1970). Lors de la discussion de sa question parlementaire dans la session du 14 juillet 1970 sur la montée des drogues au Luxembourg, le député Jean Wolter (CSV) assura : « [...] ech wëss aus éegner Erfahrung, datt ganz vill Elteren sech präokkupéieren iwer dat, wat een héert, a wat net emmer ganz licht ass, ze kontrolléieren ». L’annonce de la conférence « Le monde de la drogue » le 8 octobre 1970 au Foyer européen, organisée par la « section féminine du CSV de la circonscription Centre » fit état d’un « problème familial au public, angoissant pour les familles » (*Républicain*, 1 octobre 1970). La manifestation donnait suite à un article de Pierre Frieden, « Die Flucht in den Rausch », qui avait des campagnes d’information de la population, « die CSV hat die Initiative ergriffen, aufklärend zu wirken ... » (*Wort*, 1 octobre 1970).

Un an plus tard, les journaux du 24 mars 1971 relancèrent le débat : « En correctionnelle. Vente de stupéfiants : les auteurs condamnés à trois mois de prison » (*Républicain*) ; « 3 Monate Gefängnis für Rauschgift Händler » (*Wort*) ; « 3 Monate Gefängnis für Hasch- und LSD-Verkäufer » (*Tageblatt* et *Journal*). Tous indiquèrent la rue Beaumont, mais sans nommer un local. Au cours des interrogatoires de la police, les jeunes Hollandais originaires d’Amsterdam, âgés de 22 et de 20 ans respectivement, avaient admis avoir vendu du hachisch et du LSD non seulement à des jeunes contactés au Dany Cage et au Kilt, un milkbar lui aussi sis rue Beaumont, mais également à des jeunes dans d’autres milkbars de la capitale.

Fernand Welter, vraisemblablement en connaissance du dossier, prépara le terrain avec « Thema der Woche : Stopp der Hasch-Lawine ! » (*Journal*, 19 mars 1971), suivi de « Das Stichwort : Lächerliche drei Monate ». (*Journal*, 31 mars 1971). Ce commentaire en appelle à la fondation d’une « Ligue de la lutte contre la drogue », qui fut repris dans une « Tribune libre : L’ennemi public n° 1 », signée « Fernand Welter, Parti démocratique » (*Républicain*, 8 avril 1971) : « Et cet ennemi public n° 1 de nos jours qui risque de faire sombrer notre jeunesse et – partant – notre avenir dans un abîme de déchéance n’est nul autre que ce fléau moderne, la drogue. » Welter souligna l’urgence de sa cause, en brandissant le spectre des meurtres californiens : « [...] nous risquons – d’ici dix ans – des catastrophes à la Manson susceptibles d’anéantir les bases de notre société. » En affirmant qu’« un noyau d’initiative de citoyens soucieux [de] lutter contre la drogue s’est déjà constitué. [...] les premières affiliations à la ‘Ligue de la lutte contre la drogue’ ont afflué », Welter lança l’appel aux lecteurs du *Républicain* « d’envoyer votre nom et votre adresse (une simple carte de visite suffit) à l’adresse suivante : Lutte contre la drogue, c.o. Journal ».

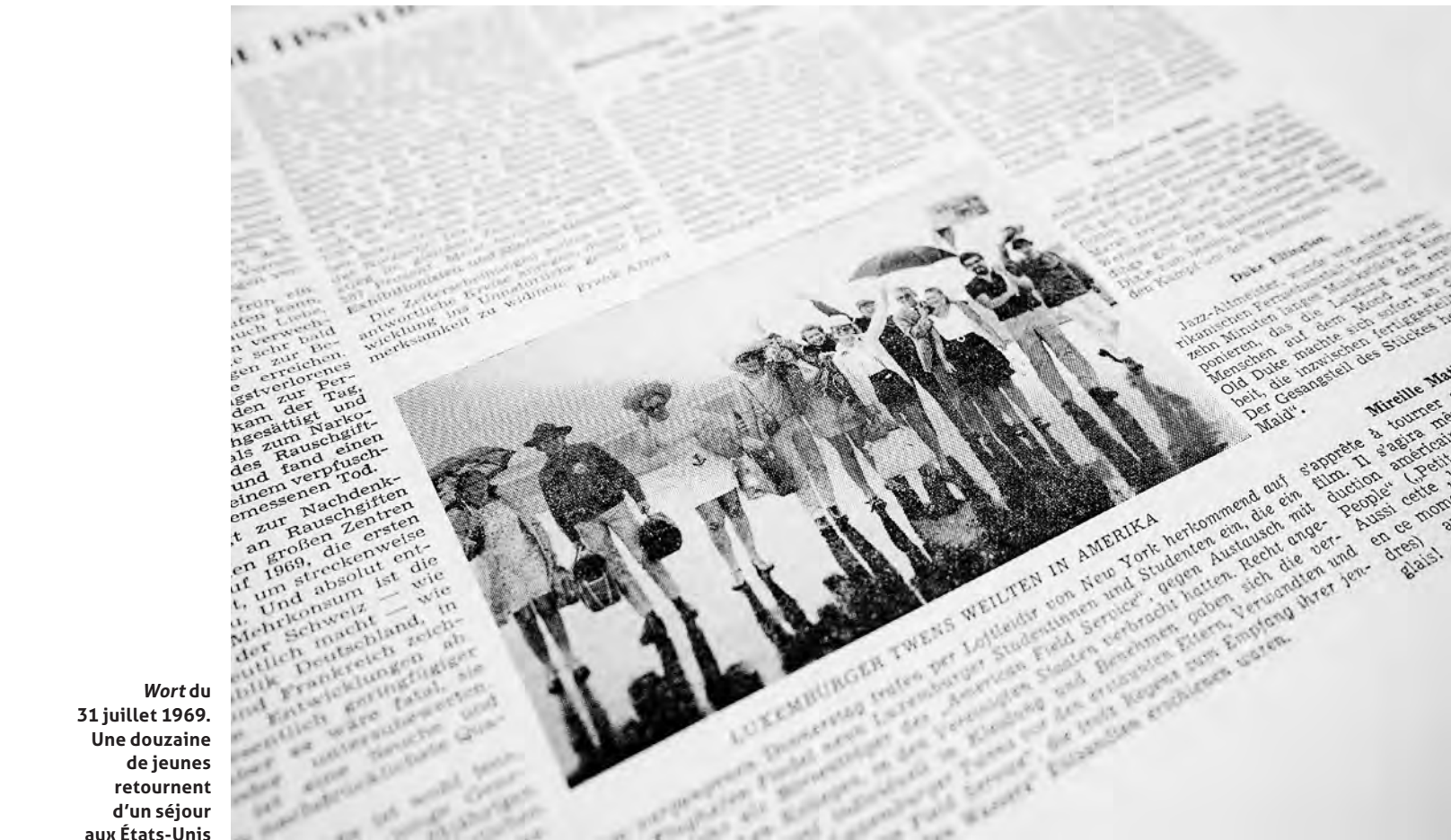
Mais Welter attribua aussi des tâches précises aux différents membres du gouvernement : « Ce sera surtout le ministre de la Santé publique (prévention et guérison), le ministre de l’Éducation nationale (prévention) et le ministre de la Justice (punition) qui devront se pencher sur le problème. » Sachant que la responsabilité pour les deux premiers ministères incombait au CSV (Jean Dupong pour l’Éducation nationale, Madeleine Frieden-Kinnen pour Famille, Jeunesse, Solidarité et Santé publique regroupées), Welter déchargeait en fait le ministre de la Justice du DP Eugène Schaus, en le citant en dernier. La balle fut cependant renvoyée dans le camp du ministre de la Justice par Joseph Hanck, qui termina son éditorial intitulé « Effekthascherei mit Hasch » à la une du *Tageblatt* (14 avril 1971), proche du LSAP, en proclamant « Mit Hasch macht man keine Parteipolitik. Gegen Hasch und tutti quanti macht man ein gutes Strafgesetz. » Dans son ensemble, la réaction de la société luxembourgeoise face au phénomène de la drogue basculait entre déni et surenchère : sonner l’alarme, accélérer ; mais aussi rassurer, freiner. Les tentatives de récupération politique ne paraissaient pas aboutir.

En revanche, la presse multiplia les tentatives pour comprendre et donner un sens au phénomène des drogues, avec des contributions à tous les niveaux, en passant des entretiens semi-privés avec des jeunes du propre entourage à d’ambitieuses études psychologiques, sociologiques, voire anthropologiques. Suivant les intervenants, les diagnostics oscillaient entre l’hypothèse « petite » du dysfonctionnement familial, « broken homes » (Liliane Thorn-Petit), « wohlstandsverwahrloste Kinder » (Rosch Krieps) ; et une hypothèse « large » qui identifiait les causes profondes dans le malaise d’une génération toute entière à la dérive, en protestation contre la société dans son intégralité : « Un monde malade de sa jeunesse » (conférence du Lions Club International au Nouveau Théâtre).

Polarisation (affective) Conscient du risque de discrimination vis-à-vis des jeunes, Edmond Reuter avait demandé de ne pas incriminer tout fumeur aux cheveux longs : « Meistens genießt er ein Produkt von Heintz van Landewyck, mit oder ohne Filter ». Mais les réflexes d’autodéfense contre la peur alimentaient le désir de la société luxembourgeoise d’identifier un coupable. Questionné par la police sur les raisons de sa consommation de drogues, un des jeunes condamnés dans l’affaire de la rue Beaumont avait établi un lien avec sa consommation de musique : « Die Musik erlebte ich intensiver ». Les interprètes de rock psychédélique et leur public avancèrent au rang de cible de prédilection et de bouc émissaire. Krieps avait déjà dénoncé l’industrie de la culture pop comme « die geheimen Verführer », qui idolâtraient les folies des musiciens et autres artistes drogués comme des créations culte, « neue Philosophie der übersteigerten Sinneswahrnehmung », et qui propageraient « le virus de la drogue » avec la vente de leurs albums. Comme remèdes, il proposa entre autres l’amour de la nature et du sport.

Un an plus tard, l’idée du sport comme activité saine fut reflétée en creux dans une description condescendante du public du concert de la formation rock Deep Purple sur le terrain de foot de l’Union Bonnevoie. Sous la plume du journaliste du *Républicain* (7 juin 1971), les jeunes visiteurs du concert se transformèrent en convertis d’une religion lointaine : « Dans la poussière sableuse d’une pelouse complètement pelée par les évolutions des footballeurs, les fidèles, l’échine courbée comme à La Mecque, pèlerins venus de tous les coins [...], ... ‘pratiquants’ prostres devant leurs dieux. » Aussi, la comparaison avec les joueurs du FC Hauthcharge, petit outsider qui venait de gagner la coupe du football contre le grand champion Jeunesse Esch, fut hautement défavorable pour le public du rock à Bonnevoie : « Spectacle peu envoûtant, à vrai dire, contrastant étrangement avec celui qui, la veille, nous avait enthousiasmé au stade municipal. Là, toute une jeunesse villageoise, pleine de foi, luttant de tout son cœur pour conquérir une simple coupe. Ici, des jeunes gens et filles cachant mal leur ennui, méditant parmi les boîtes de conserve vides sur la décadence d’une civilisation en mâchant des saucisses grillées. »

En automne 1971, le *Wort* publia une série d’articles du journaliste et photographe Pol Aschman sur les jeunes et les drogues. Il s’agissait d’un genre de reportage immersif et participatif, très prisé à l’époque pour ce sujet. Dans la même veine, le « mini-wort für teens und twens » (*Wort*, 30 mai 1970) avait déjà publié « 8 jours avec les Hippies à bord d’un Micro-Bus transformé en fumerie ambulante ». Au cours de ses investigations sur le terrain à Amsterdam et à Luxembourg, Aschman s’aventura aussi à des essais avec une infusion de hachisch (résultat négatif), en compagnie d’un hippie rencontré sur la route. Aschman trouva que la musique à haut volume, la lumière intense et des coussins dans des coins sombres formaient un tout avec la drogue : « Harte Musik ; grelles Licht, oft mit wechselnden Farben ; breite Sitzflächen in dunkleren Ecken ; Haschisch ... » Un titre du groupe Pink Floyd en particulier attira ses ires. Dans un petit paragraphe intitulé « andere Gifte », Aschman avertit qu’un crescendo d’orgue et de guitare culminerait en un cri épouvantable : « Seit einiger Zeit ist man ‘dans le vent’, wenn man sich zum Rauschgift ‘Pink Floyd’ kredenzen lässt. [...] elektronische Musik, eine Mixtur mit Gitarren, viel Orgel. Die Affaire beginnt leise schwirrend, schwillt an, immer lauter, schneller, dann gibt’s einen markerschütternden Schrei: das ist die Apotheose. » La description correspond au morceau « Careful with that axe, Eugene », que le régisseur Michelangelo Antonioni avait utilisé pour la scène finale de son *Zabriskie Point* (1970), connue pour ses scènes apocalyptiques d’explosions réitérées au ralenti. La force destructive de ces images reflète à sa façon le ressentiment palpable dans les reportages de Pol Aschman sur les jeunes et les drogues.



Un an environ après Rosch Krieps et Jochen Herling (*Revue*, mars 1970), ce fut le tour de Pol Aschman de visiter le Dany Cage (printemps 1971). D’emblée, Aschman afficha la posture d’un citoyen bien-seyant, qui fait un tour de contrôle dans sa ville. En découvrant l’intense trafic de personnes et de véhicules devant le local, où, selon ses mots, on entrait et sortait « comme dans un pigeonnier », il s’écria avec un sursaut d’indignation : « A wât ass dann hei lass ? » Comme Krieps dans la *Revue*, Aschman fit donc état d’une grande affluence au Dany Cage. Mais contrairement à Krieps, qui s’était engagé pour attester au local une sorte de normalité propre, Aschman accumula les indices aptes à démontrer que rien n’y était normal : fenêtres non-transparentes décorées avec un dessin tigré, impossibilité de regarder à travers les rideaux pour se faire une idée avant d’entrer, caisse abandonnée, dédale de couloirs noirs où, autour de moults coins, on avançait à tâtons dans un beat assourdissant, mobilier moresque, sièges bas, qui rappelleraient la Tunisie, plutôt que chaises et tables comme dans un café luxembourgeois, des échafaudages enfin, où d’aucuns monaient ou descendaient à l’aide de petites échelles, tandis que d’autres perchés en haut balançaient leurs jambes dans le vide. Aschman fit tout pour souligner l’altérité du Dany Cage.

Même s’il déclarait y être retourné plusieurs fois, Aschman dit ne pas se rappeler s’il y avait une piste de danse au Dany Cage. Cette lacune de mémoire s’explique par le fait que la présence de danseurs aurait perturbé le flux de son récit : « ... derrière des palisades semi-ouvertes étaient étendus garçons et filles, bien rangés, comme les sardines dans leur boîte [...] Ainsi ils restaient étendus là sans bouger comme des cadavres dans leur cercueil [...] Les clients pareseux et étendus au sol avaient fumé du hachisch. Ils étaient là étendus et pareseux en apparence ; en réalité ils étaient ‘en voyage’ dans l’espace, plus à l’écoute et plus attentifs qu’on ne le pense, et pour réattérir à l’heure de fermeture. » Aschman aurait pu mentionner qu’entretemps, le public du Dany Cage s’était conquis une sorte d’annexe dans le café de l’autre côté de la rue, Beim Anni. Le tube de l’été 1965, « ... et j’ai crié, Aline ... », tourna en boucle sur le juke-box, sans perturber outre mesure les échanges animés, sur des thèmes de politique, littérature et philosophie. Mais il pouvait arriver au client de découvrir aux toilettes que le carton d’un rouleau de papier WC avait été démonté, sans doute pour construire, comme c’était la mode à l’époque, un tube d’inhalation dit « chillum » pour la consommation de cannabis.

C’est dans le dernier article de la série de Pol Aschman que le nom « Dany Cage » semble avoir été épelé pour la première fois dans la presse luxembourgeoise : « Un local est fermé définitivement depuis août. ‘Dany Cage’ près de l’église des Patres à Luxembourg ». Aschman insinua que la fermeture du Dany Cage serait due à une affaire de stupéfiants, comme c’était effectivement le cas plus tard pour le Blow-up, du moins temporairement. Pourtant, il expliqua aussi qu’au Dany Cage, « le dernier temps de son existence, on n’y fumait plus, en principe ». Quant à l’hypothèse qu’on y aurait fumé avant, les PV des interrogatoires suggèrent que les contacts entre vendeur et acheteur auraient été établis à l’intérieur des locaux concernés. En revanche, la transaction aurait été effectuée dans une voiture ou dans le parc. À ce propos, Aschman confia que « la clientèle [du Dany Cage] avait des cachettes pour le hasch dans la Pétrusse, dans les rochers. C’est aussi là qu’on fumait, et les clients ne retournaient vers l’église des Patres uniquement pour faire leur ‘trip’ »

« A wât ass dann hei lass ? »

Pol Aschman entrant dans le Dany Cage au printemps 1971

Avec Aschman, la tendance à la polarisation (affective) avait atteint un sommet. Outre des répliques polémiques dans le Phare, feuilleton du *Tageblatt*, le journal d’Esch publia aussi des lettres de protestation de citoyens et d’une organisation d’enseignants. L’article valait également au *Wort* l’obligation d’une mise au point rectificative : les DJs de RTL ne feraient ni objet d’enquêtes policières ni de poursuites judiciaires en relation avec des drogues. Dans la foulée, Aschman avait suggéré que les DJs du programme anglais pourraient ne pas avoir les cartes en règle, quant à l’abus de stupéfiants, « sogar bei englisch-sprachigen Stimmungsmachern von Radio-Luxemburg ».

La tendance à la polarisation (affective) se manifesta toutefois aussi sur d’autres bords. Peu avant la parution de la série de Aschman dans le *Wort*, une « Tribune libre » intitulée « Drogen hin, Drogen her » (*Journal*, 4 septembre 1971), signée N.M., vraisemblablement pour Nelly Moia, exprima un violent ras-le-bol face au débat sociétal sur les drogues. N.M. pointa du doigt les multiples autres formes d’ivresse, « Trinken, Rauchen, Pornographie », « Cola-Rausch ... Zigarettenrausch ... Konsumrausch », et fustigea parmi les dérivés de l’abus de l’alcool non seulement les accidents de la route, mais aussi les violences conjugales. Le thème de la déchirure générationnelle fut élargi aux jeunes enseignants et professeurs. N.M. s’en prenait aussi au système scolaire, en accusant la génération antérieure de se réfugier dans un culte militariste du « bon vieux temps » : « Gewisse Generationen langweilen uns. Sie berauschten sich vielleicht an Marschmusik, Politisieren, Töten und Erobern. Das anakronistische Denken der ‘guten alten Zeit’ soll der Jugend, die andere Probleme hat, aufoktroiert werden, wir werden in Schulen gezwungen, die Lernmethoden und einen Stoff anbieten, der uns langweilt und uns so breit wie lang ist. »

Normalisation Suivant ses propres dires, Pol Aschman avait découvert le Dany Cage lors d’une tournée nocturne à la recherche d’un local où il aurait pu déguster une bière en toute tranquillité. À son grand dam, des clients venaient le saluer, en l’interpellant par son nom. Le cercle des fans de musique rock et underground au Dany Cage était manifestement plus large que celui des hippies reconnaissables à leur look. Mais il en était de même pour le cercle des consommateurs de drogues au Grand-Duché. Les fils et les filles des dirigeants politiques de tout bord en faisaient leurs expériences. C’était une probable raison pour l’acalmie du débat, constatée par deux intervenants au *Land*, en vue de la nouvelle loi sur les stupéfiants en préparation.

Chiffres en main, le rédacteur Jean-Marie Meyer (signature j.m.m.), et la collaboratrice libre Nelly Moia

(signature en clair, sans pseudonyme), rappelaient dans leurs contributions respectives, « Das Drogen-drama verschlicht. Vor der Parlamentsdebatte über das Drogendrama in Luxemburg » (Meyer) du 20 octobre 1972, et « Haschisch und Hypokrisie » (Moia) du 24 novembre 1972, qu’il existait des abus et des dangers aussi du côté d’autres substances prisées au Grand-Duché. Les différences d’appréciation entre les deux auteurs étaient perceptibles au niveau des photos illustratives et de leurs légendes.

Un arrangement d’objets sur la photo accompagnant l’article de Meyer. Il était composé de six récipients transparents et étiquetés, auxquels s’ajoutaient deux ustensiles de consommation de drogues. L’ensemble baignait dans la lumière propre aux laboratoires. La légende expliqua qu’il existait des différences entre les stupéfiants (« Droge ist nicht gleich Droge ») et que le hachisch se situerait sans doute parmi les substances les moins dangereuses, « ... ohne Zweifel im unteren Gefährdungsbereich ». Et pourtant il n’y aurait pas lieu de le prendre à la légère (« Verharmlosung unangebracht »). La photo pour l’article de Moia sembla plutôt illustrer un moment de consommation, avec un cendrier débordant de mégots et une bouteille de bière de la marque Bofferdung. Le troisième objet, un flacon transparent étiqueté, est peu reconnaissable, mais il devrait également appartenir à liste des substances (relativement) plus habituelles (alcool, tabac, café, le tranquillisant « Valium »), auxquelles la légende faisait référence : « Warum wird so wenig von den Gefahren ‘übermäßigen’ Genusses von Alkohol, Tabak, Kaffee, Valium usw. geredet und geschrieben ? ». Dans sa tribune au *Journal*, Nelly Moia, avait proposé d’autoriser la vente du hachisch dans des canaux de distribution contrôlés par l’État : « Haschisch [ist] wohl ungefährlich ». Elle se basait sur des résultats de recherches au Canada, consultées pour préparer son cours de « morale laïque » au lycée.

Le lycéen en classe pilote que j’étais au LGL du Limpertsberg regrette ne pas avoir connu une enseignante-professeur qui traitait de sujets d’actualité comme les drogues. En proie au malentendu que la toute nouvelle matière « morale laïque », qui avait été introduite comme alternative à la « doctrine chrétienne », ne serait qu’une autre religion, il opta avec quelques copains de classe, également sceptiques vis-à-vis de la nouvelle offre, pour la prétendue « troisième possibilité ». Libres de faire ce qui bon leur sembla pendant la non-leçon, ils passèrent ces heures dans une salle vide du bâtiment, à écouter sur un tourne-disque de fortune les tubes de progressive rock et underground en vogue au Dany Cage.

En 2023, le Covid-19 et la drogue poursuivent leur chemin, par mutation naturelle du virus, par variation synthétique des drogues. L’alcool, le tabac et les médicaments psychotropes sont prisés aujourd’hui comme ils l’étaient hier. Rosch Krieps avait conclu son article de l’été 1970 sur un ton quelque peu résigné. Il faudrait apprendre à « vivre avec – ou contre » la drogue, dont on ne réussirait probablement plus à se défaire. Un demi-siècle plus tard, la formule vaut toujours, autant pour le virus du Covid-19, que pour les drogues et les multiples autres substances qui risquent d’engendrer abus et dépendance. ●

¹ Les traductions des textes allemands ont été faites par l’auteur. Une liste complète de références sera mise à disposition dans la version en ligne.



Cap sur le pluriel

Le Centre des arts pluriels Ettelbruck (CAPE) revendique dans sa nouvelle programmation 2023/2024 l'accessibilité, la diversité et l'inclusion, autant artistique que sociale. Il manifeste son soutien à la scène artistique nationale, comme le prouve l'inauguration de la saison avec une exposition. Avec *I am waiting for the happiness*, la photographie Anne Speltz offre un regard sur le monde des réfugiés marqué par l'incertitude. Un nombre record de neuf créations (en coproduction avec d'autres centres culturels) sont proposées ainsi que deux concerts de lancement d'albums. On pourra ainsi découvrir les productions du Veda Bartringer Quartet et du duo Andreas Mader (saxophone) et Joseph Moog (piano). Le festival *À CAPE'lla* revient pour une cinquième édition avec les artistes vocaux. Leurs noms seront annoncés fin septembre. La musique tient toujours une grande place dans le programme

du CAPE, avec une grande variété de genres. Le classique avec l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg, l'Orchestre national de Metz ou Kammerata Luxembourg. Le jazz, marqué de fado avec Sofia Ribeiro. La chanson à texte avec Serge Tonnar qui revient à ses sources de *protest songs*.

Parmi les créations, on notera la première de *Ce que j'appelle oubli* de Laurent Mauvignier, mis en scène par Sophie Langevin. Luc Schiltz y exhume un fait divers de 2009, un passage à tabac dans un supermarché lyonnais. Une autre création, l'opérette *An der Schwemm*, adaptée de la comédie musicale composée par la Luxembourgeoise Lou Koster il y a cent ans, au leitmotiv de la liberté de pensée. L'offre de danse comprend deux chorégraphes du pays : Rhiannon Morgan avec *Clémétine* et Volha Kastsel avec *Peer Gynt*. Inspirée par le travail de Pina Bausch et ramenée à l'univers du cirque nouveau, la compagnie Gandini Juggling est annoncée avec *Smashed*.

Cette saison apporte encore deux nouveautés : le théâtre musical en langue anglaise *The Last 5 Years*, de Jason Robert Brown, avec la comédienne luxembourgeoise Jill Cless et un concert pour les sourds et malentendants, proposé par le Quatuor Anches Hantées. Par le moyen de vestes vibrantes (*subpacs*), on rendra accessible la musique classique aux exclus de l'univers sonore. Alena Ilavska

Suffrage culturel

Les chambres professionnelles, les syndicats et une série de lobbys titillent les partis avec leurs revendications en vue des prochaines élections. La Theater Federatioun, n'est pas en reste et aimerait que la culture émerge comme thème de campagne. Une première doléance concerne la sensibilisation dès le plus jeune âge à travers des cours d'arts de la scène et un minimum obligatoire de sorties culturelles. La création d'un « pass culture » pour les jeunes, sous forme d'un crédit qui couvrirait l'achat de produits culturels est aussi proposée. La fédération revendique la création d'un « College of Arts » à l'Université avec une offre d'études artistiques, administratives et techniques. Pour poursuivre la professionnalisation du secteur, ses représentants requièrent des moyens financiers plus importants pour les structures de production et d'accueil par le biais de l'indexation des conventions culturelles et l'introduction d'une aide à la structuration des compagnies de théâtre. La crise immobilière fait ressortir la « nécessité absolue » de locaux de travail et d'expérimentation ainsi que de logements à prix modéré, destinés aux artistes professionnels.

Des revendications ont déjà émergé lors des assises sectorielles

comme la création d'un guichet unique pour les démarches administratives, juridiques et fiscales ; une législation claire sur les droits d'auteur et les droits voisins ou la réalisation de statistiques aux fins d'une gestion ciblée. L'écologie n'est pas oubliée avec l'espoir de la mise en place d'une ressourcerie (costumes, accessoires et décors) commune ou la création d'un poste d'expert pour aider les artistes et les techniciens dans des réalisations et constructions respectueuses de l'environnement.

Le développement de nouveaux publics est aussi au centre des revendications. La fédération émet plusieurs idées originales. Elle propose de lever les barrières linguistiques en surtitrant les créations nationales ou encore la mise en place d'un point de vente de tickets « last-minute » à prix avantageux. Cela permettrait un meilleur taux de remplissage de salles et de toucher un public plus vaste. aia/fc

Productions futures

Belle moisson pour les producteurs lors de la troisième session du Comité de sélection du Film Fund avec 18 projets soutenus sur les 24 soumis. L'aide à l'écriture et au développement est particulièrement généreuse avec 525 000 euros pour neuf

projets. On relèvera parmi ceux-ci le projet long-métrage de Laura Schroeder, *L'Armoire* (90 000 euros, Red Lion), un long-métrage documentaire de Dominique Santana appelé *Radio Luxembourg* (120 000 euros, Samsa Film) ou *Tachychromie*, un projet en réalité virtuelle de Gwenael François et Jonathan Becker (75 000 euros, Skill Lab). Les aides à la production totalisent 7 657 000 euros. Samsa Film poursuit sa fructueuse collaboration avec Joachim Lafosse pour son nouveau film, *Les petits Voleurs* où une femme sans grands moyens embarque ses deux enfants et son jeune amant en vacances clandestines dans la luxueuse propriété de son ex-belle-famille, à côté de Saint-Tropez. Iris Productions travaille en coproduction avec le Canada pour le film *L'Habit du Héros* réalisé par Léa Pool, une histoire d'amour entre deux hommes en exil. De son côté Tarantula coproduira avec les Pays-Bas, *Out of this world* de Marc de Cloe. Deux jeunes filles se battent pour échanger leurs destins. La première, condamnée par un cancer souhaite « donner » sa place à la seconde qui est menacée



d'expulsion avec sa famille vers l'Afghanistan. Long-métrage encore, en partenariat avec la France pour Les Films Fauves, *Grand Ciel* d'Akihiro Hata. C'est un drame autour de disparitions mystérieuses d'ouvriers sur un chantier gigantesque. Deux projets sont portés par des réalisateurs luxembourgeois : D'abord, le court-métrage *First Day* de Gintaré Parulyté (Red Lion), une comédie dramatique où une femme travaillant dans un centre d'assistance téléphonique pour personnes en détresse se lie avec la personne qui l'appelle. Ensuite, le projet VR *Ceci est mon cœur* de Nicolas Blies et Stephan Hueber-Blies (photo : a_Bahn) C'est un conte immersif qui allie vêtements connectés et vidéo-mapping interactif. fc

À la frange

Le Luxembourg participe pour la première fois au Edinburgh Fringe Festival qui se tient jusqu'au 28 août. Il accueille quatre créations grand-ducales dont deux en sélection officielle. Larisa Faber présentera sa pièce satirique *Stark bollock naked*. Elle y questionne la maternité et son côté indispensable (ou pas). Elle met à nu, au propre comme au figuré, le corps d'une femme qui se projette (dans le temps) et sur lequel on projette (les désirs des autres).

À l'aide du vidéo-mapping, ces images mentales prennent forme sur son corps même. La musique live de Catherine Kontz complète le tableau : les instruments gynécologiques battent le rythme de la pièce. Dans la sélection officielle également, la chorégraphie *Shoot the Cameraman* de la compagnie AWA – As We Are, occupera la scène jusqu'au 28 août (photo : Bohumil Kostohryz). Ce spectacle mélange le côté instinctif du jeu en direct aux possibilités offertes par la vidéo. Les spectateurs assistent à un drame passionnel à la fois sur scène et à l'écran. Ce jeu de perspectives l'incite à exercer son sens critique face aux images. Il comprendra que le cadrage d'une prise de vue peut relever de la manipulation pure. Les festivaliers pourront voir aussi *Lovefool* de Gintare Parulyte et *This is a scam* de Solve Sundsbø et Anne Klein. aia



Metz dans les étoiles

Chaque année, le festival *Constellations* de Metz (jusqu'au 2 septembre) transforme la ville avec l'installation d'œuvres monumentales et de créations inédites, visibles en deux parcours nocturne et diurne. Art numérique et art urbain partagent le terrain avec les sites patrimoniaux qui sont ainsi mis en valeur et redécouverts. Pour cette septième édition, Jérémie Bellot, commissaire artistique de *Pierres Numériques*, le parcours nocturne, a choisi le thème du biomimétisme. C'est un sujet qui sied bien à ses propres recherches autour de la « métamorphose architecturale par le pixel, la lumière et le son ». Mapping vidéo, installations audiovisuelles immersives, scénographie laser, installations numériques et interactives sont au service des artistes et de leur vision du biomimétisme. Ils s'emparent de cette notion pour créer des œuvres imitant la nature ou s'appuyant sur des phénomènes naturels. « Le processus est d'analyser, reproduire et expérimenter

les représentations visuelles ou physiques des systèmes biologiques pour interroger notre société et son développement non durable », résume le commissaire. Outre l'impressionnant et désormais classique mapping sur la cathédrale Saint-Étienne, le parcours de 2,4 km compte onze étapes, dont la *Cymopolée* de Benjamin Nesme (photo : Philippe Gisselbrecht). C'est une tornade lumineuse et sonore qui évoque ce phénomène climatique, généralement absent de nos latitudes et qui, donc, interroge le changement climatique.

Le parcours nocturne est proposé les jeudis, vendredis et samedis soirs, (de la tombée du jour à 0h15), les couche-tôt lui préféreront le circuit de jour, *Art & Jardins*, placé sous le thème de l'hybridation et la direction artistique de Dorothee Rachula. La thématique envoie au mélange, à la transgression, au changement. Les installations explorent ces notions tant par leur forme et par l'usage de matériaux divers (végétal, minéral, métal) que par leur propos. Parmi les dix étapes, on a repéré, au Pont Sainte-Barbe, *Les deux géants* de Virgile Bordin, des oiseaux colorés qui se fondent dans l'architecture du pont. Un art mural en structure métallique qui fait dialoguer la nature et le passé industriel. fc



DE PAYSAGE EN PAYS SAGE (2)

Les salles oubliées du château de Beaufort

Erwan Nonet

Dans le château renaissance de Beaufort, une grande galerie et une enfilade de pièces à l'étage de l'aile ouest dorment d'un profond sommeil. Peut-être plus pour longtemps...



Patrick Sanavia dans la cour du château de Beaufort

Les châteaux de Beaufort – le médiéval en contre bas du vallon du Haupeschaach, celui de la Renaissance juste au-dessus – sont des valeurs sûres du tourisme luxembourgeois. Bien cachés dans leur écrin forestier au cœur du Müllerthal, ils sont un lieu de visite prisé. Encore plus depuis que le très fréquenté Müllerthal Trail (près de 206 000 marcheurs l'ont emprunté en 2022) passe au pied du mur d'enceinte de la forteresse. « Nous sommes contents puisque l'année dernière, nous avons comptabilisé 37 000 visiteurs, retrouvant le niveau d'avant-Covid, se félicite Patrick Sanavia, directeur de l'Institut national du patrimoine architectural (Inpa). Et les randonneurs n'y sont pas pour rien. »

Le château médiéval de Beaufort, dont la première mouture date du 12^e siècle, est un jalon important de l'histoire du tourisme dans le pays. En effet, Edmond Linkels qui avait hérité du site à la fin du 19^e siècle décidait de réhabiliter ces ruines spectaculaires, mais instables, qui servaient surtout de carrière pour les habitants des environs. Il fait débroussailler les cours et sécuriser les murs pour ouvrir les portes de l'enceinte médiévale au public dès 1932. Beaufort devient dès lors le premier château privé du Grand-Duché accessible aux visiteurs.

Son épouse Anne-Marie Volmer, née à Berlin en 1914, était la petite-fille d'une ancienne châtelaine locale : Anne-Catherine Eve de Beaufort. Avec Edmond, ils dédièrent leur vie à leurs deux châteaux. Non seulement celui du Moyen-Âge, mais aussi celui de la Renaissance, qui est leur résidence. Anne-Marie Linckels y habitera jusqu'à sa mort, en 1982, alors qu'elle a déjà organisé sa transmission à l'État luxembourgeois depuis longtemps.

S'il n'est sans doute pas le plus pris en photo des deux, l'histoire de ce nouveau château est passionnante et pleine de surprises. « Il est le plus grand édifice de la Renaissance qui nous soit parvenu pratiquement intact, relève Patrick Sanavia. Il y a bien eu quelques restaurations ponctuelles, mais elles sont minimes. Le château ressemble toujours à ce qu'il était en 1649, lorsque sa construction s'est achevée. ». Il fut bâti sur le modèle du château La Fontaine, que Mansfeld a fait édifier à Clausen, mais dont il ne reste quasiment rien aujourd'hui, le château supérieur de Beaufort est un témoignage rare au Grand-Duché de cette époque troublée.

Au temps de sa construction (1643-1649), nous sommes en pleine Guerre de Trente ans, dans laquelle presque toute l'Europe était impliquée. D'ailleurs Jean Beck, le bâtisseur du second château, doit à sa carrière militaire sa spectaculaire ascension sociale. Simple fils d'un coursier de Sarrebourg (en actuelle Allemagne), le futur seigneur est né dans le Grund en 1588. Engagé dans l'armée de Ferdinand III, il réussit à se faire remarquer par l'empereur du Saint-Empire grâce à ces exploits militaires et sa loyauté. À tel point que le roturier est fait baron en 1637. Gouverneur du Duché de Luxembourg (le seul à avoir porté ce titre en étant né à l'intérieur des frontières actuelles du pays), il décide d'acheter les seigneuries de Beaufort et Heisdorf pour matérialiser physiquement sa noblesse nouvellement acquise. Et plutôt que de vivre dans un ancien château fort inconfortable, il prend la décision de se faire construire une nouvelle demeure parfaitement moderne, juste à côté. Le vieux château n'est toutefois pas abandonné, il pourra toujours servir si besoin. « Un pont-levis reliait les deux et on remarque que les pavés dans la cour ne sont pas posés à plat, mais en biais pour qu'ils ne glissent pas l'hiver ou en temps de pluie en cas de replis urgents. »

Jean de Beck décède en 1648, l'année où son château sera achevé (les finitions seront terminées l'année suivante). Comme Mansfeld, une cinquantaine d'années avant lui, il n'habitera donc jamais son grand projet. Le baron souhaitait un château tourné autour de la représentation, un édifice où il pourrait démontrer à la bonne société son impressionnante ascension. Pour reproduire les codes alors en vigueur, l'étage de l'aile nord, censée relier l'aire privée de l'aire publique, était destiné à devenir une galerie à l'italienne. Un lieu grandiose, tout en longueur avec de vastes ouvertures donnant sur la cour du château et, un peu plus loin, les tours de l'ancienne forteresse. Pour lui, ce devait être le clou du spectacle, l'apogée d'une brillante carrière menée au fil de l'épée et à la sueur de son front.

Pour avoir la place de construire son rêve, le baron Jean de Beck n'a pas lésiné sur les moyens. Il n'a pas hésité à faire raboter la paroi rocheuse à l'extérieur du château pour que la galerie puisse atteindre la largeur voulue tout en profitant de suffisamment d'espace autour du château. Pragmatique, il a conservé un pan de cette falaise pour qu'il constitue le solide coin du mur de l'angle nord-ouest.

Merci à la conserverie et à la distillerie

Las, son fils Jean-Georges de Beck et sa mère vont bien profiter du château flambant neuf, mais ils n'auront pas les mêmes ambitions que leur père. Alors que l'époque est difficile, ils préfèrent miser sur l'agriculture plutôt que les fêtes mondaines. La fameuse galerie devient donc... une grange où l'on entrepose le foin !

On peut entrer directement dans la galerie par la grande porte en bois qui ouvre la façade extérieure, côté ouest. Puisque le château a été construit sur une forte pente, cette ouverture distribue de plain-pied ce qui, depuis la cour en contre bas, est le premier étage. Les yeux doivent d'abord s'habituer à l'obscurité, les grandes fenêtres ayant été en grande partie murées. Après quelques secondes, on voit des rangées serrées d'étals et puis, naturellement, le regard se dirige vers cette charpente qui a besoin d'aide. « Elle en chêne et date de 400 ans, sourit Patrick Sanavia. Nous allons lancer la soumission pour sa restauration le mois prochain, il y a quelques entreprises luxembourgeoises qui maîtrisent parfaitement ces travaux. Jusqu'à présent, on n'y a fait que quelques retouches. Pratiquement tout est d'origine. »

Au bout de cette galerie où, chemin faisant, on croise un bric-à-brac de vieux outils agricoles, on pénètre dans un nouveau monde. L'aile ouest est un tout autre décor. On pénètre tout de suite dans une pièce basse de plafond, où une énorme cheminée est complètement rabougrie par le manque de hauteur. « Ces salles ont été converties pour servir de conserverie de légumes entre 1875 et 1930 », explique Patrick Sanavia. Les héritiers de Jean de Beck, décidément, ont fait preuve de pragmatisme !

On doit reconnaître que déambuler dans cette enfilade hors du temps, où traînent des artefacts hétéroclites (tonneaux, échelles, roues en bois, pinces de treuil, banquettes et méridiennes éventrées...) est un vrai délice. La poussière, les vitres qui laissent tout juste entrevoir l'extérieur, l'impression (fausse, mais jouissive) d'être le premier à ouvrir un voile sur l'inconnu... On pourrait y passer des heures à s'approprier l'endroit, examiner chaque recoin et observer chaque détail.

Cet enthousiasme est sans doute provoqué par le fait que ces espaces interlopes mêlent des configurations et des outils qui ne devraient pas être retrouvés ensemble. Tout semble incongru : les splendides cheminées écrasées par les plafonds industriels trop bas, la décoration bien trop luxueuse de leurs chambranles et jambages (tout de même un peu branlants) pour être associée à des objets classiques du quotidien d'artisans ou d'ouvriers (la distillerie produit toujours dans les caves une liqueur de cassis, le Cassero) : ce micmac est vaguement perturbant et terriblement envoûtant.

« C'est la chance du château, relève Patrick Sanavia. Son utilisation un peu baroque l'a préservé. La

Déambuler dans cette enfilade hors du temps, où traînent des artefacts hétéroclites est un délice

galerie et les pièces qui ont fait office de conserverie n'étaient pas des salles de vie. Il n'y avait pas besoin d'un grand confort et elles n'ont pas beaucoup évolué dans le temps. Tous les gestes architecturaux datant de l'origine du bâtiment sont restés, sa lisibilité le rend attachant parce qu'il est resté dans son jus. »

Une idée derrière la tête

Ces endroits qui ne sont pas encore présentés au public pourraient le devenir bientôt. L'Institut national du patrimoine archéologique a effectivement un projet dans les cartons. « Nous voulons restaurer la galerie et l'aile ouest, pour les transformer en espaces modulables, indique le directeur de l'Institut. Nous imaginons un espace ouvert et évolutif où l'on pourrait proposer des expositions, mais aussi organiser des événements de taille modeste. »

Avec le risque de dénaturer l'atmosphère de l'endroit ? Le projet prévoit des transformations, notamment la construction d'un grand escalier qui reliera la cour au premier étage, mais Patrick Sanavia assure qu'il veut garder l'ensemble dans « état brut ». « L'architecture du château ne devra pas être masquée par cette transformation, toutes ses caractéristiques devront rester bien visibles », promet-il. Parfois, elles pourront même ressurgir puisqu'il est prévu de casser les plafonds 19^e de l'aile ouest pour reconstruire les planchers à leur hauteur originale. « Ces pièces récupéreront de leur majesté, car la rénovation permettra de retrouver les volumes tels qu'ils étaient lors de la construction du château. »

Patrick Sanavia ne tient cependant pas à ce que la potentielle rénovation réécrive une histoire fantasmée du château. Il ne souhaite pas, par exemple, enduire de crépis le mur de l'aile nord donnant sur la cour qui n'en a jamais reçu, Jean de Beck étant mort avant les finitions. « L'architecte à qui nous avons commandé un avant-projet nous l'a demandé, mais si ce mur reste tel quel, ça m'ira très bien comme ça. »

Le dossier, qui ne revêt pas vraiment d'urgence (hormis la rénovation de la charpente de la galerie) n'est pas encore validé, mais il pourrait l'être d'ici trois ou

quatre ans, espère Patrick Sanavia. Il faut dire que la priorité de ces derniers mois se trouvait géographiquement à l'exact opposé de la galerie, au niveau du mur d'enceinte du château médiéval, tout en bas du site.

Le 30 juillet 2021, vers 15 h, une partie du parement extérieur de l'enceinte de la basse-cour s'est écroulée sans crier gare. « C'était une surprise, soupire le directeur de l'Inpa. Ce mur était sous surveillance et nous n'avions rien vu venir : ni fissures ni renflements... aucune faiblesse. » Et pourtant, la frayeur a été grande pour le personnel puisque la structure en bois de l'accueil construite dans les années 1930 est adossée au parement intérieur du même mur. « Le bruit a été effrayant, mais les personnes à l'accueil ont très bien réagi en organisant l'évacuation des châteaux alors que l'on était en pleine saison touristique. »

Les causes de l'effondrement sont désormais claires. Une quinzaine de jours auparavant, des pluies diluviennes se sont abattues dans la région, les mêmes qui ont provoqué des dégâts inouïs notamment en Belgique ou en Allemagne (vallée de l'Ahr). Echternach, Vianden et la vallée de l'Alzette ont aussi été sous l'eau. La vallée sous le château de Beaufort a elle aussi été inondée. La pression de l'eau sur les fondations et la base du mur, couplée aux infiltrations au sommet de l'enceinte causée par les averses et aggravée par d'anciennes rénovations malheureuses ont été fatales. « Les murailles médiévales sont constituées de deux murs de parement dont l'intérieur est rempli, idéalement, des pierres de bon calibre et de remblai. Ici, ce n'était apparemment pas le cas. Il y avait peu de pierres, plutôt de la terre et même de la paille », indique Patrick Sanavia. Suffisant pour résister 700 ans, mais pas aux périls climatiques d'aujourd'hui.

Si le mur a été rapidement stabilisé, pour ne pas gâcher la saison touristique, il n'a pas été tout de suite reconstruit. « Il aurait fallu installer des échaudages dans la cour d'entrée et donc interdire l'accès aux visiteurs, justifie-t-il. Les travaux plus invasifs ont attendu l'hiver et après avoir été solidement ancré, la reconstruction du mur est en phase d'achèvement.

La mauvaise surprise a coûté un million d'euros, une facture qui a augmenté de trente pour cent à cause de l'inflation. De quoi retarder la rénovation des espaces oubliés du château renaissance ? « Non, ce ne sont pas les mêmes budgets et le Luxembourg mettra toujours l'argent nécessaire pour rénover son patrimoine historique lorsqu'il est en péril imminent, ce qui était le cas ici. Mais je ne dirais pas que cela nous aide non plus... », reconnaît Patrick Sanavia.

Après tout, ce contretemps est peut-être une chance. Il permet de redéfinir ce que ce sont les priorités de la préservation du patrimoine et d'avoir un peu plus de temps pour réfléchir aux réaménagements futurs. Quelques années de plus ou de moins, compte tenu de l'âge du château qui en a vu d'autres, ça ne compte plus vraiment. ●



Les salles ont été préservées pour la conserverie de légumes entre 1875 et 1930

ART CONTEMPORAIN

Les couleurs de l'été

Marianne Brausch

La peinture est morte ? Vive la peinture ! Seize talents et un accrochage réussi

La galerie Reuter Bausch expose seize artistes, dont quatorze qu'on a déjà pu découvrir rue Notre-Dame depuis les 18 mois d'existence de la galerie. On y ajoute deux nouveaux, Mia Kinsch et Kolja Kärtner Sainz. Les fidèles de l'endroit reconnaîtront le style si personnel de Jim Peiffer et les motifs de Ugo Li, vu très récemment, mais qui expose ici de nouvelles œuvres.

La peinture actuelle vit une époque heureuse : les expressions sont multiples et libres, à condition que les artistes soient soutenus par une galerie. Julie Reuter fonctionne en grande partie au coup de cœur. Pas question évidemment de « c'est une affaire de goût » et « il en faut pour tous les goûts » pour *Un été en papier*. En plus, l'accrochage est pertinent. Dialoguent, parce qu'elles se succèdent, des séries, comme celles qu'on appellera florales de Clément Davout et Pascal Vilcollet. Elles peuvent aussi échanger en vis-à-vis : les fleurs de Vilcollet avec en face, les vases de Simon Demeuter.

On disait la peinture morte. Le contraire se vérifie dans l'exposition *Un été en papier*

Parfois, il y a une rupture de genre. Comme dans l'enchaînement des vases à figures humaines de Simon Demeuter et les petits cartons de Mia Kinsch. On s'attardera certainement devant les trois *Études* de Pascal Vilcollet. Trois moyens formats d'une fleur esquissée en larges gestes au pinceau à l'acrylique et rehaussée de bourgeons plus petits, plus précis, aux sticks à l'huile sur papier. C'est un travail rapide, dont quelques rehauts bleutés nous ont fait penser à un monde sous-marin. Voisinent six petits formats aux fonds également bleuté, rose et orangé mais unis. Les plantes de *Crépuscule*, sont travaillées à l'aquarelle comme des ombres chinoises et rappellent que le motif de Clément Davout, vient de ses promenades la nuit dans Bruxelles, à regarder les plantes sur les appuis de fenêtre, éclairés par la lumière d'intérieurs.

L'exposition aurait aussi pu s'appeler « Histoire(s) sans fin ». Les vases-têtes de Simon Demeuter, *Vestiges* puissamment travaillées au pastel, remontent à une tradition ancienne de l'Italie du sud. Comme les deux représentations animalières de l'Anglais Jack Hilton évoquent des mythes anciens. Entre les deux, la toute jeune Mia Kinsch, nouvelle venue à la galerie, fait se côtoyer un monde encore naïf. Des pommes, un âne qui semble être son animal fétiche. Elle a aussi de l'humour : les tétons semi-couverts de *Strandbikini* se demandent *is this a topless beach* ?

Elle travaille à l'acrylique sur des tout petits formats de 8 x 8 cm. A côté, on ne peut que reconnaître l'univers fantasmagorique de Jim Peiffer, puis, les emblèmes, héraldique et autres fétiches – le serpent, la guitare électrique - de la rockeuse de la peinture luxembourgeoise, Catherine Lorent.

Ugo Li, pour *Un été en papier* à fourni six nouvelles pièces où reviennent le homard et le vase chinois, le désordre d'une table de poker. Mais Ugo Li peut aussi bien peindre un délicat herbier, *9Wild*. C'est un travail rapide, joyeux, à l'huile sur toile. Les esquisses de Viki Mladenovski sont plus réfléchies, préparatoires à des pièces que l'on a aussi pu voir récemment à la galerie. De Valentin Van der Meulen, Julie Reuter montre les esquisses en noir et blanc au fusain, pierre noire et peinture à l'huile sur papier marouflé, *Végétation 8/ 7 / 6*, pour la recherche de trois cadrages différents de la même plante qu'on avait vus à l'ouverture de la galerie. C'est sans doute le travail le plus austère d'*Un été en papier*.

Avec Thierry Harpes, on quitte l'expression figurative pour l'abstraction. On retrouve certes « ses » couleurs, le bleu, le rose, l'orangé, un semblant d'espace dans *Window*, mais surtout une liberté graphique où la référence au Sud et à Matisse s'éloigne. Le style de Kolja Kärtner Sainz, son évanescence tranche avec les autres expressions. Julie Reuter aime le came et la douceur qui se dégage de ces huile et encre sur papier.

On a préféré l'exercice de Julien Hübsch, qui répète systématiquement au stylo sur papier, une sorte d'idéogramme, partant d'une coque d'amande éclairée. Cette répétition sur un thème unique est in-

temporelle. Les portraits que Pit Riewer a souhaité accrocher comme dans une chambre noire parce qu'il utilise le transfert photographique, rompt avec l'ordonnancement général.

Il n'y a pas si longtemps, on disait la peinture morte. Le contraire est à vérifier dans *Un été en papier*. ●



Les exercices floraux de Pascal Vilcollet et Clément Davout

BN

Un été en papier à voir à la Galerie Reuter Bausch jusqu'au 14 août, puis du 28 août au 9 septembre

CULTURE ET ÉCO-RESPONSABILITÉ (4)

Bonnes pratiques et mauvais accord

Loïc Millot

Les supports de communication sont parfois plus éloquentes que ce que l'on nous donne à lire. Avec ses presque 180 pages mêlant pêle-mêle mots de bienvenue, descriptifs de concerts, publicités, infos pratiques, formules d'abonnement, logos des partenaires, la brochure de la nouvelle saison de la Philharmonie Luxembourg constitue un outil particulièrement intéressant, au-delà de sa seule fonction pratique. Car il s'avère aussi un formidable condensé de contradictions et de paradoxes. À peine l'ouvre-t-on que l'on tombe sur la publicité d'un constructeur automobile (au côté duquel est étrangement associé le logo du ministère de la Culture). On en comprend la raison deux pages plus loin : il est l'un des principaux mécènes de l'institution et occupe à ce titre une place primordiale dans le programme, avant même que ne s'exprime la puissance publique. On ne sait cependant qui sort réellement anobli de cette association symbolique et financière entre la Philharmonie Luxembourg et le groupe automobile. Le remerciement adressé aux mécènes (« Nous remercions nos partenaires qui, en associant leur image à la Philharmonie et à l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg et en soutenant leur programmation, permettent leur diversité et l'accès à un public plus large ») va dans les deux sens, puisque l'industrie automobile y trouve une bonne occasion de redorer son blason, terni par des années d'émissions de CO₂. Rassurons-nous cependant : la voiture en question est électrique en plus de disposer d'un système d'écoute inédit...

Ce n'est qu'à la page suivante qu'advient le mot de la ministre Sam Tanson (Déi Gréng), qui conclut son propos en insistant sur la responsabilité environnementale de la Philharmonie : « Enfin, le fonctionnement d'une telle institution ne peut et ne doit plus s'envisager sans s'inscrire dans une responsabilité sociale et environnementale accrue, aussi bien pour ses collaborateurs et son fonctionnement interne que dans l'organisation de ses événements et l'élaboration de sa programmation. » Une dimension intégrée par le ministère à la charte déontologique relative aux structures culturelles conventionnées, en vigueur depuis juin 2022. Puis c'est au tour du directeur général et du président du conseil d'administration de la Philharmonie Luxembourg de poursuivre l'idée de transition (« Changement, transformation, développement... », entonnent-ils en incipit), mais jamais for-

mulée en des termes écologiques : il s'agit plutôt d'inviter le public à faire preuve d'audace dans ses choix de programmation. C'est d'ailleurs un oubli général puisque le site Internet de la Philharmonie ne mentionne, et donc ne valorise, un quelconque engagement écologique, pas même celui de la fondation EME à laquelle incombe pourtant cette mission.

Est-ce à dire que la Philharmonie Luxembourg ne serait pas écolo, avec son élégant édifice installé place de l'Europe, ses 185 salariés (musiciens compris), ses 400 manifestations organisées en cours d'année, ses artistes en résidence et les tournées de son orchestre dont on s'apprête à célébrer le 90^e anniversaire ? Recrutée en décembre 2022 pour la double mission de l'inclusion et de la durabilité à la fondation EME,

Sarah Bergdoll nous assure pourtant qu'elle l'est (presque) complètement. Et que bien des mesures ont été depuis édictées et mises en place en interne, comme l'emplacement d'un centre de tri pour les salariés et l'installation généralisée d'ampoules LED. Et quitte à s'en remettre à la technique comme solution provisoire, les salles disposent d'un système d'air conditionné qui ne s'active qu'en cas de présence humaine. L'impression des supports papier a été réduite de moitié et la brochure de la nouvelle saison est téléchargeable depuis le site internet. Un diagnostic carbone piloté par l'association anglaise Julie's Bicycle est même en cours de réalisation, précise la jeune femme. Sarah Bergdoll est également à l'initiative de quelques challenges en direction de l'équipe, comme des mois sans voiture, sans ascenseur ou

sans impression papier. Et concernant les festivités ponctuant la saison ? « Pour les événements que nous organisons, ajoute Sarah Bergdoll, nous tentons de suivre la logique de Green Events point par point. Nous essayons même de rendre durables et applicables au quotidien les efforts que nous fournissons dans un cadre événementiel. » Parmi ces manifestations, le festival *Sang Mat ! Nature* se distingue en promouvant l'écologie par la chanson et des ateliers de chant en direction d'enfants scolarisés à Luxembourg.

Mais le bon dieu – ou le diable, selon les versions – gît dans les détails. Subsiste la présence d'écrans digitaux ou d'une navette de bus uniquement en direction de Trèves, à l'exclusion des publics français et belges limitrophes donc. Intituler une soirée « Excellence from Overseas » peut aussi paraître maladroite ou complètement indifférent aux enjeux climatiques. Même s'il ne s'agit pas de se couper du monde et de se priver de prestigieux artistes comme Riccardo Muti par exemple, il n'empêche : deux orchestres américains se déplaceront en avion pour une ou deux dates à la Philharmonie. De même pour le festival Atlântico auquel prendra part le Brésilien Gilberto Gil, même si les formations sont ici nettement plus réduites. On voit ici la contradiction entre une des missions de la Philharmonie – faire venir les plus grands artistes sur la scène luxembourgeoise – et les impératifs de développement durable auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés. Pour faire face au problème des transports, la Philharmonie a rejoint le réseau Echo (European Concert Hall Organisation) et son groupe de travail éco-responsabilité constitué en février qui comprend une dizaine de structures culturelles. Son but ? « Outre la volonté de travailler ensemble, nous souhaitons être pionniers avec les autres salles de concert pour assurer des tournées durables et écoresponsables. », nous renseigne Sarah. Si les déplacements de l'Orchestre philharmonique s'effectuent majoritairement en bus (tout comme l'équipe de la Philharmonie), il y a nécessité à se concerter avec d'autres maisons pour mutualiser les dates, les hébergements et les transports. C'est donc au niveau international que la Philharmonie va s'engager pour mettre en place une stratégie européenne concernant les tournées. Quant au mécénat liant la Philharmonie Luxembourg au constructeur automobile allemand, c'est *no comment*. ●



Sarah Bergdoll, à la Philharmonie

Sven Becker

Bonjour jeunesse

Paul Rauchs

Le Py est derrière nous, et Tiago Rodrigues, premier étranger à diriger l'enfant de Jean Vilar, a réussi son baptême de feu à Avignon. Il a mis à l'honneur la mobilité (plusieurs spectacles itinérants), la parité (autant de femmes que d'hommes à la tête des 45 productions) et, *last but not least*, l'hospitalité, en conviant, beau pied de nez au Brexit, l'anglais comme langue invitée. Revue de détail.

Welfare, Julie Deliquet

Ça commence par une minute de silence en mémoire de Nahel, ce jeune homme dont la mort par une balle de flic a fait exploser les banlieues françaises. Et justement, le festival débute dans la Cour d'honneur du Palais des papes par *Welfare*, une pièce que Julie Deliquet a tirée du film éponyme de Frederick Wiseman. Elle nous montre le quotidien d'un office social de banlieue new-yorkaise avec son cortège de vies brisées qui passent demander non pas l'aumône, mais réclamer haut et fort l'obole. Les quelque 2 000 spectateurs bobo commencent par ressentir de la gêne devant ces scènes qui tiennent du café-théâtre, ces clichés du grand flic noir, du couple bohème qui semble vaguement tricher, de la mère qui n'arrive pas à nourrir ses enfants, du macho raciste qui insulte le « nègre » de service, du toxico qui gratte sa guitare, bref on se sent un brin condescendant face à ces destins qui font écho à celui des frères de Nahel. Et puis arrive une sorte d'entracte, un interlude musical, à la reprise duquel il y a comme à une inversion des rôles : les faibles se révèlent forts, forts en gueule, on se maquille, même, quand les soi-disant forts, le chef de bureau, les bad et goods cops, les assistantes sociales vont finir par faire des burn-outs. Tout cela est plaisant, joliment interprété, mais ce café-théâtre, aussi éloigné de Brecht que de Godot, pourtant cité, nous a laissé sur notre faim, à l'image des clients rabroués du dispensaire qui restent eux aussi sur leur fin de non recevoir.

Bonne nuit Cendrillon, Cara de Cavallo

Il ne faut pas confondre la fée qui endort la Belle au Bois Dormant avec la fée verte scintillante, le philtre appelé *Bonne nuit Cendrillon* que versent les violeurs dans le verre de leur victime et que va boire devant nous l'éblouissante Carolina Bianchi avant de faire une conférence-spectacle sur la performance *Brides on Tour* de Pippa Bacca. Celle-ci devait conduire, en robe de mariée et en auto-stop, l'artiste italienne de Milan en Palestine, mais prenait brusquement fin en Turquie avec le viol et l'assassinat de foie blanche qui se voulait colombe de paix. Auteure, metteuse en scène, actrice, cantatrice et danseuse originaire du Brésil, Carolina narre et mime l'histoire de Pippa en convoquant Marina Abramovic et ses automutilations, Milo Rau et la sinistre voiture de sa *Reprise*, Bruno Castellucci et sa macabre comptabilité des cadavres dans la symphonie *Résurrection* de Mahler, Botticelli et son *Histoire de Nastagio*, avant de sombrer dans le sommeil induit par la drogue. La troupe prend alors le relais, et le blanc clinique, aseptisé, du jour et de l'innocence va le céder au noir d'une nuit de Walpurgis où la violence, le viol et le meurtre dansent une ronde folle et sanglante. À la fin, dans une espèce de troisième acte, l'excellente troupe Cara de Cavallo prend soin, dans le plein sens du terme, de sa patronne, essayant tant mal que bien de réparer cette « peau qui garde la mémoire comme une boîte de Pandore ». La vidéo, parcimonieuse et pertinente, appuie là où ça fait mal, dans l'habitacle de la voiture comme dans l'intimité du vagin.

Carolina Bianchi émerge péniblement à la fin du spectacle et vient saluer mélancoliquement, appuyée sur ses frères et sœurs en douleur. Faut-il ajouter qu'il n'y a que cinq « spectacles » prévus, mais que ce n'est que le premier d'une trilogie qui continuera à célébrer l'*Inferno* de Dante, expressément cité ? Si Molière rime et allitère avec *mulier*, la dame Bianchi nous prévient cependant que nulle résilience ne pourra jamais fermer ce genre de blessure et que la catharsis peut aller se faire foutre : Fuck the Catharsis ! est, en effet, la plaque d'immatriculation de la voiture, lieu des crimes. Beauté convulsive, du grand art de non guérir, esthétique démoniaque du mal, cette performance au sens premier du terme fera date dans les annales du festival, mais aussi et surtout dans la psyché du public qui n'en sort pas indemne.

Extinction, Julien Gosselin

Ça commence par la fête à Rome, et se termine en cauchemar, à Vienne, quelque cinq heures plus tard. On s'attend à Mahler et on a droit à de la techno. Bière à la main, le spectateur prend part, en dansant dans une discothèque, à la rencontre de deux jeunes femmes, dont l'une reçoit une lettre lui enjoignant de rentrer chez elle, en Autriche, pour l'enterrement des siens, morts dans un accident.

Un interminable deuxième acte donne ensuite à voir une soirée mondaine dans la Vienne fin de siècle sur des textes d'Arthur Schnitzler et Thomas Bernhard. Derrière les murs d'une villa cosvue, on se maquille et on urine, on se séduit, on se repousse, on s'enivre, on vomit, on discute et se dispute et on finit par s'achever à coups de hache. Exactement le matériel brut que Freud s'approprie au même moment et au même endroit à catégoriser en hystérie, névroses et autres perversions. Les langues s'entrechoquent dans tous les sens du terme : on parle en allemand et on crie en français, à moins que ce ne soit l'inverse, les actrices venant de la troupe de Gosselin et de la Schaubühne de Berlin. La vidéo, omniprésente, lassante, fétichisée, démonte et dé-montre ce qui devait rester caché derrière les volets et les rideaux. On les a suivis mille fois, jusqu'à s'en lasser, ces cameramen et –women, harcelant, tels des paperazzi et des mouches éri-nyennes, les comédiens dans leurs ébats.

Au troisième acte, nous retrouvons, seule en scène, la femme du début, la solide Rosa Lembeck, narratrice de Bernhard, crachant pendant presque une heure sa haine et son dégoût pour sa famille qui était nazie et son Autriche qui l'est restée. Ensuite : extinction des lumières, extinction d'une civilisation. Extinction aussi d'une certaine forme de théâtre, où trop de virtuosité tue la vertu quand le metteur en scène se plaît à mettre en scène sa théâtralité. Mais après tout, n'avons-nous pas assisté à la naissance de l'hystérie ?

Paysages partagés, Stefan Kaegy

Les bons sentiments font mauvais ménage avec le théâtre et frôlent même la catastrophe quand ils rencontrent l'ésotérisme façon Rudolf Steiner, le macho antisémite fondateur de l'anthroposophie. Nous avons connu Stefan Kaegy et son Rimini Protokoll plus inspirés et gardons pour toujours en mémoire ses grands enfants qui jouent au train électrique. Mais dans sa balade à travers sept pays(trop)sages du plateau de Pujaut, mis en scène par sept artistes différents, l'infantilisation prend la place de l'enfance. Le spectacle itinérant et interactif voit trois groupes de spectateurs, casqués, outillés, suivre leurs gourous, et leurs rencontres et croisements ont quelque chose des foules qui erraient sur les quais des *Vacances de Monsieur Hulot*. Mais l'humour de Tati est bien absent de cette espèce de pèlerinage, sauf peut-être

(mais de façon involontaire, nous confirma-t-on) dans la séquence imaginée par Sofia Diaz et Vitor Ruiz qui invite le public à déposer ses affaires avant d'aller suivre comme des moutons de Panurge les instructions du berger : se regarder mutuellement, écouter son corps, se donner la main, être réceptif à la nature environnante, etc. En voyant cette file de personnages à quelques mètres du tas formé par leurs balluchons, comment ne pas penser aux scènes des chambres à gaz et à l'émouvante installation *Monumenta* que Christian Boltanski installe au Grand Palais en 2010 ? Mais hélas, les *Shared Landscapes* ne suscitent point d'émotion, plutôt une pointe d'irritation devant une balade qui n'atteint jamais à la balade, une évocation d'un Giono de maternelle ou, si vous voulez, d'une séance de « team-building » pour cadres d'entreprise. Saluons cependant les interludes musicaux signés Ari Benjamin Meyers, servis par une poétique mise en espace et un excellent sextuor de vents, ainsi que l'avant-dernier acte installé par le collectif espagnol El Conde de Torrefiel qui donne enfin la parole à la Pacha Mama herself qui, dans son invective au public, se montre bien plus lucide et ironique que Kaegy et ses partenaires.

Angela, Susanne Kennedy

Le spectateur entre dans la salle de spectacle comme dans l'appartement d'Angela, l'influenceuse, qui l'attend déjà, seule, absente aux autres et à elle-même, mi-assise, mi-allongée, portant bottes noires et fringues sombres comme toutes les adolescentes vaguement rebelles. Les couleurs flashy de l'appartement contrastent avec le noir de son habitus. Défilent alors la maman, l'ami, la meilleure copine ainsi qu'une musicienne déjantée. Angela disparaît, et l'appartement s'anime sous l'effet de la vidéo de Markus Selg, compagnon dans la vie et au travail de Susanne Kennedy, conceptrice de cet OTVI, objet théâtral vaguement défini. Un nounours débonnaire vient commenter cette véritable non-histoire, pendant que de merveilleuses images cinétiques font immersion d'un extérieur qu'on devine menaçant dans un intérieur de moins en moins cosy pour inonder le foyer mais aussi la psyché d'Angela, entretemps revenue. « Notre réalité est une hallucination personnelle et nous appelons réalité objective une hallucination partagée », dit Susanne Kennedy quelque part dans une interview. Les artistes jouent en play-back sur



On peut rire comme un enfant dans ce merveilleux spectacle, on peut aussi s'inquiéter devant le gaspillage des ressources de la planète

des textes qu'ils ont préalablement enregistrés, et cette marque de fabrique de Kennedy ajoute bien sûr à l'étrangeté et à la déshumanisation des personnages. Fichte, le fondateur de l'idéalisme allemand, n'est pas mort. On pense, bien sûr, à l'inquiétant terroir de Kafka (*Der Bau*), mais aussi et surtout à Freud qui a analysé le mécanisme qui transforme le foyer douillet, le *Heim*, en son contraire, le *unheimlich*, l'inquiétant étrange. Alors, libre à nous de voir dans Angela une jeune fille qui entre en schizophrénie, une influenceuse qui se perd dans l'inauthenticité d'un monde parasitée par le virtuel et l'IA ou tout simplement un être en proie à l'angoisse existentielle de la condition humaine. Un spectacle très fort et fort beau pour ce premier passage en Avignon de la coqueluche berlinoise Susanne Kennedy, dont le patronyme, une fois déjà, a été annonceur d'une modernité qui n'a pas tenu ses promesses.

Le jardin des délices, Philippe Quesne

Philippe Quesne convie le public à de délicieuses retrouvailles avec la mythique carrière de Boulbon. Un bus arrive avec à son bord huit personnes, santiags au pied, vêtements surendimanchés au corps. Cette microsociété cherche à prendre possession des lieux, comme des pionniers du Far-West, ou alors comme un groupe qui fait du team-building (décidément) avec une bienveillance un peu froide et distante qui cédera bien vite la place à une orgie destructrice quand les huit personnages en quête de sens vont détruire, avec une frénésie empruntée à Laurel et

Hardy, l'habitacle du bus, pourtant seul havre protecteur de cette microsociété qui n'arrive pas à faire lien, comme disent les sociologues. Et nous jouissons simplement du spectacle, sans demander aux théâtres de donner une interprétation définitive du *Jardin des délices*, le merveilleux tableau de Bosch qui depuis plus de 500 ans fait la part belle à des exégèses historiques, artistiques, psychanalytiques, j'en passe et des plus farfelues.

Quesne et son équipe ont préféré jouer la carte de l'absurde avec des personnages jetés dans le tableau comme dans le monde, « hinausgeworfen » dans le désert caillouteux de Boulbon. Mais loin de se résigner à l'attente comme les clowns de Beckett, ils se résolvent à suivre, après moutles hésitations et péripéties les unes plus cocasses que les autres, la voie indiquée par quelques mystérieux triangles projeté sur les falaises. Ce voyage à l'intérieur d'une toile est un joyeux patchwork de scénettes, parfois ludiques, parfois mélancoliques, faisant maints clins d'œil à l'histoire du théâtre, du cinéma, de la peinture et de la musique. De l'humour gai et noir dans l'infinie nuit de l'univers.

The Romeo, Trajal Harrell

La fashion week se fait *Faschingwoche* quand les quinze artistes de Trajal Harrell entrent en scène dans une espèce de cage aux fauves, qui rappelle les cirques de notre enfance, noyés sous les décibels de musiques populaires largement traficotées, « verfreundet » aurait dit Brecht. Les costumes, en effet, sont la vedette des spectacles du chorégraphe américain, exilé à Zurich, mais, ce soir-là, elles partagent l'affiche avec les murs du Palais des Papes. Le contraste est extravagant entre l'austérité du Palais et le baroque des costumes qui travestissent les sexes et les époques. On reste bouche bée et yeux grands ouverts devant la beauté des corps qui tient pour les certains des canons habituels et pour les autres d'une étrangeté qui, justement, interpelle ces mêmes canons. À travers des plumes de paon qui viennent vanter la vanité du vivant, du bord de la scène, Harrell contemple tel un démiurge ses créatures qui s'agitent, dans de larges gestes, sur les rythmes du voguing, très en vogue dans les communautés LGTB. Le grand Fellini n'aurait pas renié ce beau spectacle.

Antigone in the Amazone, Milo Rau

En transposant le mythe de Sophocle sur les bords de l'Amazone, Milo Rau organise en quelque sorte la rencontre entre Antigone, la Grecque, et Antiope, l'Amazone, nous permettant ainsi (à son corps défendant ?) d'opposer le non de la Grecque au non de l'activiste sudaméricaine Sara Kay. Au nom de la Pacha Mama, de la terre et de la nature, du fleuve meurtri et de la forêt vierge déboisée, la seconde s'oppose au dictateur Bolsonaro, à la solde des multinationales, qui dépouille le peuple jusqu'à la terre où enterrer ses morts. La première s'oppose au despote éclairé Créon qui veille au contrat social garantissant le lien entre ses sujets, prisonnier malheureux de la raison d'État. Sous les applaudissements populistes de la plèbe, elle brandit la Loi divine face aux lois humaines, le droit du sang et du sentiment face à la raison de l'esprit. Le virtuose suisse maîtrise tous les codes du théâtre et de la vidéo, jusqu'à intégrer dans la trame de son spectacle la défécation pour éthique politique de Sara Kay, la militante brésilienne. D'où nous vient alors ce léger malaise face à l'enthousiasme d'un public conquis, mais peut-être plus solidaire qu'empathique. Sans aller jusqu'à évoquer l'appropriation culturelle, à quel non d'Antigone devons-nous dire oui ?

L'Addition, Tim Etchells

C'est du Jean-Sol Partre revu par les Marx Brothers, avec la danse des petits pains de Charlot en prime. Vous vous souvenez : dans *L'être et le néant*, Sartre nous présente comme l'archétype de la vie inauthentique un garçon de café enfermé jusque dans ses moindres gestes dans les stéréotypes de son métier. Aliéné dans son rôle social, il refuse, par lâcheté et commodité, la liberté existentielle. Dans *L'Addition* de Tim Etchells, ce serait plutôt l'inverse : le duo franco-britannique Bert & Nasi refuse de choisir entre le rôle du serveur et du client ; les deux excellents comédiens échangent leurs rôles, ils jouent, rejouent, surjouent et déjouent jusqu'à plus soif la scène où le garçon verse le vin dans le verre qui n'en finit pas de déborder. C'est *Zazie dans le bistrot*, mais le « Queneau ! Queneau ! » s'enivre en « que de vin ! que de vin ! » et le simple comique de répétition se sublime en humour où les contraintes de l'Oulipo pointent le bout de leur verre. On peut rire comme un enfant dans ce merveilleux spectacle, on peut aussi s'inquiéter devant le gaspillage des ressources de la planète et on peut enfin s'angoisser devant l'absurdité de la condition humaine qui ne peut s'échapper de l'enfermement de son geste. ●

KINO

Paradoxon



Cillian Murphy in der Rolle des „Vaters der Atombombe“

Der britische Regisseur Christopher Nolan hat sich in Hollywood als ein Filmemacher etabliert, der auf besondere Weise die Ansprüche eines philosophisch-existenzialistisch ausgerichteten Arthouse-Kinos mit den unterhaltsamen Strategien des Mainstream-Blockbusters so verbindet, dass sie immer noch unschwer als klassische Genrefilme gelten dürfen. Seinen Status als Mainstream-Auteur hat er sich mitunter dadurch erarbeitet, dass er seit seinem Regiedebüt *Following* (1998), besonders aber mit *Memento* (2000) als ein Regisseur wahrgenommen wird, der konsequent und innovativ die Formen filmischer Zeitlichkeit untersucht.

In *Oppenheimer* erkundet Christopher Nolan das menschliche Bestreben, das Gute zu erreichen und dabei das Böse zu schaffen

Mit *Oppenheimer* hat sich Nolan nun aber deutlicher als jemals zuvor von diesen Ansprüchen gelöst und präsentiert zum ersten Mal ein Biopic, das die einschneidenden Ereignisse aus dem Leben des Physikers Robert Oppenheimer, des „Vaters der Atombombe“, während des so genannten „Manhattan-Projekts“ schildert: Nachdem in Kreisen der amerikanischen Regierung die Befürchtung wächst, die Nationalsozialisten könnten als erste Kriegspartei eine Atombombe entwickeln, wollen sie dem zuvorkommen, um den Ausgang des Krieges zugunsten der westlichen Alliierten zu entscheiden. Die Vorlage für diese Erzählung um eine ganz umstrittene historische Persönlichkeit lieferte das Buch von Kai Bird und Martin J. Sherwin, *American Prometheus: The Triumph and Tragedy of J. Robert Oppenheimer*, aus dem die hautsächlichen Themenfelder des Filmes abgeleitet wurden: das Genie, die Anmaßung; die Schuldfrage, die Höllequalen. Das Leben des Physikers scheint sich für eine Verfilmung durch Christopher Nolan geradezu anzubieten, beruht es doch auf einem ganz augenfälligen Paradox: Ausgerechnet um die Welt vor der Zerstörung zu retten, muss

Oppenheimer in Betracht ziehen, sie möglicherweise zu vernichten. Dieses moralische Dilemma ist der narrative Fokus von *Oppenheimer*. Nolan erkundet das menschliche Bestreben, das Gute zu erreichen und dabei das Böse zu schaffen. Unter diesem existenzialistischen Grundaspekt bewegt sich *Oppenheimer* freilich nah an der *Batman*-Trilogie, die das existenzielle Problem seines zwielichtigen Helden besonders in *The Dark Knight* (2009) aufschlüsselte.

Je größer die Anstrengung, die individuelle Geste und die soziale Verpflichtung zueinander zu bringen, desto mehr wächst die Entfremdung zwischen Oppenheimer und seinem Land. Das ist das Entscheidende an Nolans Blick auf seinen zweifelnden Helden: Sein Film zeigt das Zerbrechen eines Einzelnen an der Verantwortung für das Kollektiv. Er versteht den Mann gut, sieht ihn als Wissenschaftler bei der Arbeit – sein Pioniergeist und Tatendrang strukturieren besonders den ersten Erzählabschnitt –, sieht aber auch die verheerenden Folgen, die seine Schöpfung hervorbringt, verurteilt ihn dafür aber nicht. Die Faszination und das Grauen für die neue Erfindung gießt Nolan in die für ihn so typischen formalen Gestaltungsmittel: Das Sounddesign und besonders die Filmmusik von Ludwig Göransson sind äußerst druckvoll, ja bombastisch, vor allem auf dem dramatischen Höhepunkt, dem vorläufigen Test der Waffe, um alle Kriege zu beenden. Freilich wäre dieser Film nicht von Christopher Nolan, würde er nicht mit erzählerischen Finessen aufwarten. Nolan nutzt das Prinzip der Parallelmontage, um Vergangenes und Zukünftiges ineinandergreifen zu lassen; Farb- und Schwarzweißaufnahmen für das Zurückliegende und das Kommende dienen dabei als visuelle Stütze. Einmal mehr geht es Nolan damit auch um erzählerische Täuschungsmanöver: Er legt bewusst falsche Fährten, so dass sein Publikum vorerst falsche Schlüsse über das Gezeigte zieht, nur um am Ende neues Licht auf einen entscheidenden Dreh- und Angelpunkt zu setzen. Nolans besondere Ansprüche an die Komplexität narrativer Präsentation sind es denn auch, die kaum Momente der wahrhaftigen Introspektion zulassen: Der Mensch Oppenheimer und seine ganz intimistische Gefühlslage, das Erleben aus der ersten Person, bleibt eine behauptete, wirklich spürbar wird sie im Film nie. ● Marc Trappendreh

Poste vacant

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes
L'office national de l'accueil (ONA)

recrutent un

Responsable Section suivi socio-éducatif (m/f)

dans le groupe de traitement/indemnité A2 à durée indéterminée et à temps plein.

Missions :

- Le Responsable Section suivi socio-éducatif assure la planification, la supervision et la coordination de l'ensemble des activités de la Section suivi socio-éducatif afin de garantir le fonctionnement quotidien dans le cadre des objectifs généraux fixés par la direction.
- Il assure l'organisation interne et externe de la Section suivi socio-éducatif, en assume la responsabilité et coordonne les activités opérationnelles et projets conformément aux objectifs fixés ;
- Contrôle si les activités opérationnelles de la section, telles que les activités pédagogiques (culturelles, sportives et de loisir), l'accompagnement individuel des demandeurs de protection internationale, la gestion du vivre-ensemble et le respect du règlement d'ordre intérieur, sont exécutées dans les délais impartis et veiller à la qualité des services prestés et des travaux effectués et veiller à la documentation.

Conditions d'admission :

- Être détenteur d'un Bachelor en sciences humaines, sociales ou éducatives, ou d'un Bachelor en ingénierie de projets socio-éducatifs ou de son équivalent.

Les candidats (m/f) désirant poser leur candidature pour le poste vacant sont priés de consulter le site www.govjobs.lu sous la rubrique « postes vacants » afin d'avoir plus de renseignements sur les missions et les requis du poste vacant ainsi que pour s'informer sur la procédure à suivre.

Date limite de candidature :
14.08.2023

Poste vacant

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes
L'office national de l'accueil (ONA)

recrutent un

Attaché à la direction (m/f)

dans le groupe de traitement/indemnité A1 à durée indéterminée et à temps plein.

Missions :

- *L'attaché à la direction contribue à la mise en œuvre d'un accueil de qualité des DPI et des BPT :*
- En assurant l'élaboration, la mise en place, le suivi et l'évaluation des conventions conclues par l'ONA avec des partenaires externes dans le domaine socio-éducatif ;
- En soutenant la direction dans le pilotage de l'activité de l'administration, y compris dans la planification des ressources humaines et financières ;
- En contribuant à l'élaboration et le suivi du programme de travail de l'administration; en conseillant la direction dans la planification et la gestion stratégique et opérationnelle.

Conditions d'admission :

- Être détenteur d'un Master en Administration publique, Gestion publique ou de son équivalent.

Les candidats (m/f) désirant poser leur candidature pour le poste vacant sont priés de consulter le site www.govjobs.lu sous la rubrique « postes vacants » afin

d'avoir plus de renseignements sur les missions et les requis du poste vacant ainsi que pour s'informer sur la procédure à suivre.

Date limite de candidature :
10.08.2023

SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 26.09.2023 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture:
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg.
Intitulé :
Lot jardinage.
Description :
L'exécution des travaux de jardinage de 4 immeubles résidentiels à Contern, de 2 immeubles résidentiels à Nieder Korn et de 13 maisons unifamiliales à Sandweiler.
Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.
Réception des offres :
Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures
Date de publication de l'avis 2301675 sur www.marches-publics.lu :
31.07.2023

SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 26.09.2023 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture:
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg.
Intitulé :
Lot façade.
Description :
L'exécution des travaux de façade de 3 immeubles résidentiels et de 6 maisons unifamiliales à Erpeldange-sur-Sûre.
Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.
Réception des offres :
Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures
Date de publication de l'avis 2301666 sur www.marches-publics.lu :
28.07.2023

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 27.09.2023
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Mission de contrôle technique à exécuter dans l'intérêt des Laboratoires pour l'Administration des services techniques de l'agriculture à Gilsdorf.

Description succincte du marché :

- Mission de contrôle technique dans le cadre de la construction d'un bâtiment administratif avec des laboratoires d'analyses pour les différents

services de l'ASTA. Surface totale brute +/- 11 000 m², volume totale brut +/- 48 700 m³.
La durée des services est de 1 000 jours ouvrables, à débiter le 4^e trimestre 2023.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :

Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :

Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
03.08.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301672 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 29.09.2023 à 10:00 heures

Lieu d'ouverture:
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg.
Intitulé :
Lot serrurerie.
Description :

- L'exécution des travaux de serrurerie de 37 maisons unifamiliales à Belval.

Lot 1 : Intitulé : Lot A – 21 maisons unifamiliales.

- Description succincte : Travaux de serrurerie.

Lot 2 : Intitulé : Lot B – 16 maisons unifamiliales.

- Description succincte : Travaux de serrurerie.

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.
Réception des offres :
Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures
Date de publication de l'avis 2301688 sur www.marches-publics.lu :
01.08.2023

Poste vacant

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes
L'office national de l'accueil (ONA)

recrutent un

Médecin dans le domaine DPI (m/f)

dans le groupe de traitement/indemnité A1 (Employé, Fonctionnaire, Recrutement interne), dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée et à mi-temps.

Missions :

- En collaboration avec les autorités compétentes, conceptualiser, développer et implémenter la prise en charge médicale des demandeurs de protection internationale (DPI) et autres personnes hébergées dans les structures d'hébergement de l'ONA ;
- Participer à l'élaboration des formations pour le personnel de l'adminis-

tration ou les prestataires externes dans le domaine de la santé et des vulnérabilités ;

- Aviser la direction concernant la protection et la préservation de la santé au travail du personnel, ceci en collaboration avec la médecine du travail.

Conditions d'admission :

- Titulaire d'un diplôme de base de médecin et d'un diplôme sanctionnant une formation spécifique en médecine générale délivré par un pays de l'UE ou d'un diplôme sanctionnant une formation de spécialisation délivré par un pays de l'UE, reconnus par les autorités luxembourgeoises
- Être autorisé par le Ministère de la Santé du GDL à exercer la médecine en qualité de médecin-généraliste ou en qualité de médecin-spécialiste

Les candidats (m/f) désirant poser leur candidature pour le poste vacant sont priés de consulter le site www.govjobs.lu sous la rubrique « postes vacants » afin d'avoir plus de renseignements sur les missions et les requis du poste vacant ainsi que pour s'informer sur la procédure à suivre.

Date limite de candidature :
14 août 2023



Ville de Luxembourg
Communication et relations publiques

Appel de candidatures

Procédure : européenne concurrentielle avec négociation
Type de marché : Services

Réception des offres ou des demandes de participation :
Date limite : 01.09.2023
Heure : 17.00 heures

Lieu :
Luxembourg

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Refonte des sites Internet de la Cité Bibliothèque.

Description succincte du marché :

- Ce marché de prestations de services porte sur la refonte des sites Internet bimu.lu et tuffi.lu en un seul site comprenant l'architecture d'information, l'expérience utilisateurs, le design des interfaces, des tests utilisateurs, le développement et un contrat de maintenances corrective, préventive et évolutive sur une période de 5 ans.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Tous les documents relatifs à ce marché public sont disponibles sur ce portail.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :

Réception des candidatures :
par le biais de ce portail uniquement

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
31.07.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301646 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL (1)

Fascinant Fléizen

Yolène Le Bras

Le « Fléizen » ou l'abissage, méthode traditionnelle d'irrigation, était, jusque dans les années soixante, répandu dans tout le Luxembourg. Inscrit sur l'inventaire national du patrimoine culturel immatériel (IKI), il est aussi candidat à l'Unesco



Archives Renalt Gersp

La grande écluse à Ell (non daté)



Visite de l'installation Fléizen à la Rackebaach près d'Esch-sur-Sûre

Alors que la question de l'eau se fait particulièrement pressante, la technique ancienne du « Fléizen », suscite un regain d'intérêt. Alwin Geimer, retraité et membre du groupe de travail sur le « Fléizen », autrement nommé abissage et Frank Richarz, chargé de « tout ce qui a rapport avec l'eau » au sein du Naturpark Oewersauer, tiennent à préserver ce patrimoine. Le « Fléizen », probablement apparu au quinzième siècle au Grand Duché, consiste à dévier l'eau des ruisseaux ou des rivières en creusant des fossés à l'aide d'une « Wisebeel » afin d'irriguer les prairies et produire ainsi plus de foin pour le bétail. Alwin Geimer explique : « Avant, il y avait un système d'irrigation tous les 800 mètres. Au 19^e siècle, avec l'augmentation de la population et les industries du Minett, le besoin de production s'est fait plus important ». Les lois de 1883 vont moderniser l'agriculture : une école agricole où les techniques d'irrigation sont enseignées est créée à Ettelbruck et l'État soutient les associations syndicales responsables de l'aménagement et de l'entretien des systèmes d'irrigation. Tout change après la Seconde Guerre mondiale. Avec la mécanisation accrue de l'agriculture et les tranchées gênant les tracteurs sont délaissées et le Fléizen, peu à peu, se fait oublier.

« Au Luxembourg, nous avons les trois variantes du Flézien » détaille Frank Richarz. « À partir des ruisseaux, juste en aval des plateaux, l'eau est souvent dirigée à intervalles réguliers dans des petits canaux des deux côtés. Cela forme une sorte d'arête de poisson ou dépi le long du ruisseau ». C'est l'irrigation en épi. « La deuxième, l'irrigation par écluses, se pratique sur les terrasses basses des grands cours d'eau, retenus par des vannes ». Pour les plus grandes rivières comme la Sûre, on utilisait aussi un barrage. Enfin, dans le cas de l'irrigation des versants dans les vallées plus étroites et avec une pente plus importante, « l'eau est amenée aux endroits correspondants à l'aide de vannes, puis évacuée latéralement dans des canaux d'environ un kilomètre ». La méthode d'irrigation revêt différentes fonctions au fil des saisons. Au prin-

« Garder les traditions en vie, c'est garder des compétences dont on aura peut-être besoin à l'avenir »

Alwin Geimer

temps, elle permet de réchauffer la terre, à encore gelée, avec une eau entre huit et douze degrés. La récolte peut alors se faire plus tôt et la prairie peut être de nouveau irriguée en été, ce qui permet un deuxième fauchage avant l'automne. L'abissage d'automne permet quant à lui d'apporter de l'engrais naturel : « Il n'y avait pas d'engrais chimiques à cette époque. Les éléments nutritifs présents dans l'eau des rivières complétaient le fumier du bétail », précise Geimer. L'utilisation de cette précieuse ressource devait parfois être priorisée, car on ne peut irriguer que quand il y a de l'eau. « Parfois, on ne pouvait irriguer qu'en novembre et en décembre, car il n'y avait de l'eau qu'à cette période. En cas de sécheresses, pas de Fléizen, l'eau était réservée pour faire tourner les moulins », indique Frank Richarz.

Dans le cas contraire, le Fléizen permettait de répandre le surplus d'eau dans les prairies au lieu de la laisser s'accumuler inutilement. L'employé du Naturpark Oewersauer témoigne : « En août, une prairie qui a été irriguée jusqu'à fin mai est encore plus verte que celle qui ne la pas été, cela prouve que l'eau ne profite pas seulement au terrain, à la surface, mais est aussi stockée dans les nappes phréatiques ». « À

l'heure où le dérèglement climatique s'accroît, cette méthode pourrait être remise en place », estime t-il, « tout comme l'engrais naturel, pour préserver la biodiversité des prairies ». En plus d'être une méthode d'irrigation durable, le Fléizen est aussi un héritage culturel. « Travailler ensemble, comprendre comment les gens vivaient avant, à travers la pratique, les outils, les histoires qui sont racontées, c'est aussi du plaisir, de la joie », affirme Richarz. « Nous voulons garder ça en vie, l'héritage culturel c'est une partie de l'identité », assure Alwin Geimer. Il ajoute : « Si nous gardons ces traditions en vie, nous gardons aussi des compétences dont on aura peut-être besoin à l'avenir. Autrefois, le Fléizen était pratiqué car il n'y avait pas d'autre moyen d'irriguer une prairie. De la même façon, on construisait les murs en pierres sèches car il n'y avait pas d'autres matériaux. Aujourd'hui, on construit en pierres sèches ou on utilise le Fléizen pour des raisons environnementales ».

Alwin Geimer comme Frank Richarz en sont persuadés : « L'eau exerce une énorme fascination sur les hommes ». Si les systèmes d'irrigation luxembourgeois, des tranchées d'une centaine de mètres, sont loin d'être aussi impressionnants que ceux des régions intra-alpines du Vinschgau dans le Tyrol du Sud ou le Valais en Suisse, pouvant atteindre plus de douze kilomètres, des sentiers avec panneaux explicatifs ont tout de même été mis en place. Les deux hommes souhaitent garder les installations en marche et montrer leur importance à travers des ateliers pédagogiques et des conférences. Un modèle réduit a ainsi été créé pour les enfants. Alwin Geimer achève également un modèle transportable qui sera prêt pour les Journées européennes du patrimoine. Avec son groupe de travail, il a formulé une demande de classement à l'Unesco en mars 2021. Ils espèrent une réponse positive en décembre prochain. « Nous sommes fascinés mais réalistes. On n'arrivera pas à relancer le Fléizen dans tout le pays, mais si on arrive à préserver et promouvoir ses trois variantes, c'est déjà bien », résume Richarz. ●

ARCHIVES LITTÉRAIRES

Fausse cuisine vaut le voyage

L'interrogation du commissaire Jérôme Villeminez n'est pas sans raison, à savoir si Julien Gracq se réjouirait de l'exposition de ses manuscrits (jusqu'au 3 septembre à la Bibliothèque nationale de France, François Mitterand). Alors que tout écrivain, en plus donateur, en serait aux anges. Il y a du paradoxe cette fois-ci, Julien Gracq n'a-t-il pas considéré les manuscrits de ses œuvres comme une « fausse cuisine, farcie d'ajouts et de ratures parfois trompeuses ». On rétorquera que cela ne l'a pas empêché d'en léguer l'ensemble à la BnF, il avait bien conservé les états successifs de ses œuvres, d'autres y sont allés de façon plus radicale. Sans doute que lui, personnellement très réservé, pensait à la critique à laquelle il reconnaissait toute liberté. Dans les études à venir.

Voici donc dans une seule salle, pas trop grande en plus, une exposition qui nous permet de parcourir, au fil de bon nombre de documents, une partie de la vie (toujours prise dans la plus grande discrétion) et de l'œuvre de l'écrivain. De la richesse s'y déploie, il faut la mériter comme toujours dans les expositions littéraires, se pencher sur les vitrines, lire les textes, c'est fatigant, on en sort le dos fourbu. Un coin avec des fauteuils pour se replonger dans tel roman peut-être invitant à faire une pause.

Certaines pièces dans l'exposition se rapportent à Louis Poirier, nom de Julien Gracq à l'état civil, né en 1910 à Saint-Florent-le-Vieil, au bord de la Loire : des travaux scolaires et universitaires, des articles géographiques (il était agrégé d'histoire et de géographie, professeur au lycée Claude Bernard, à Paris, de 1947 à 1970, parallèlement à son engagement littéraire), des correspondances. Louis Poirier avait fait le début de la guerre dans l'infanterie, ce n'est qu'après sa mort, à Angers, en 2007, quatre ans après que les *Manuscrits de guerre* ont été publiés. Comment cet historien, bien plus porté sur la géographie, avait vécu les événements, une phrase suffit à s'en rendre compte : « J'ai 'fait' (vu plutôt – 'faire serait beaucoup dire') Dunkerque, qui ressemblait d'assez près au laisser-courre d'une maison de fous. »

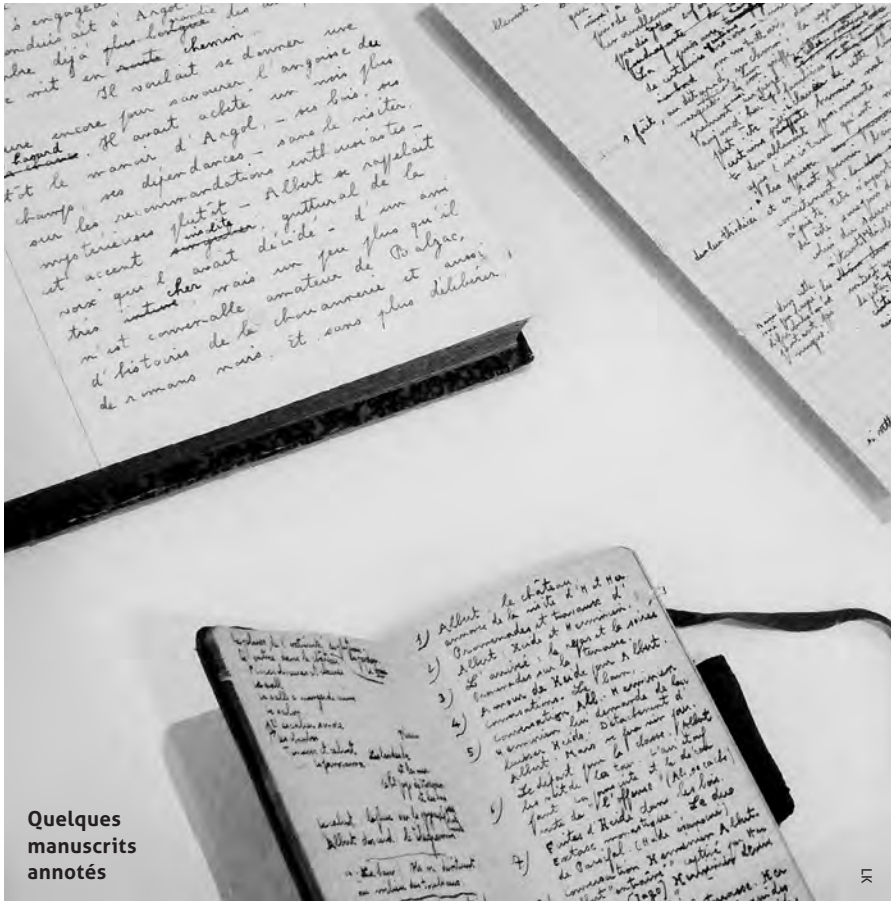
Voilà déjà du Julien Gracq. À nous alors de continuer à aller vers cette écriture minuscule, d'une grande finesse. Du moins dans les copies que l'écrivain a faites lui-même, une première, une deuxième où il n'apporte plus que de rares mises au point. La véritable cuisine, le véritable laboratoire sont ailleurs, dans les carnets, avec leurs ébauches auxquelles se mêlent toutefois des phrases déjà rédigées. « Un plan détaillé

est un plan mort », son travail est à l'image de la vie, de la destinée qu'il réserve à ses protagonistes, « aussi improbable, aussi imprévisible qu'un coup de foudre ».

La salle d'exposition de la BnF est aux donateurs, en l'occurrence Julien Gracq qui a légué l'ensemble de ses manuscrits

Une marge assez large à gauche de la page, à droite, c'est le flux plus dense qui progresse. En marge, telles idées qui se présentent, elles seront employées plus loin. « ... Je jette dans la marge une amorce ou un fragment qui concernent la phrase suivante : une espèce d'appât. »

Les œuvres de Julien Gracq ne sont pas tellement nombreuses, elles en imposent par autre chose, une force quasiment magnétique, qui a opéré des débuts, en 1937, où il publie *Au château d'Argol*. C'est qu'il a tenu définitivement de ceux qu'il a considérés comme « ses seuls véritables intercesseurs et éveilleurs », Poe à douze ans, Stendhal à quinze, Wagner à 18, Breton à 22. Il reste, derniers pas du visiteur dans l'exposition, la pile d'une trentaine de cahiers, intitulés *Notules*, tenus à partir de 1954. Dans son testament, Julien Gracq en a interdit la consultation durant les vingt années suivant sa mort. Jusqu'en 2027, dans quatre ans que révéleront ces quelques trois mille cinq cents pages, la littérature française, pour notre plus grand bonheur, n'en a pas fini avec cet écrivain subjuguant. ● Lucien Kayser



Quelques manuscrits annotés



Les doutes d'août

Cyril B.

Quand j'étais jeune, se posait toujours la question de ce que l'on faisait pour les vacances. Les oubliés « David et Jonathan » en avaient même fait une chanson. En réalité, le choix était surtout rhétorique : il y avait les juilletistes et les aoûtistes, comme on était de gauche ou de droite, Serge Gainsbourg ou Michel Sardou, Olympique de Marseille ou Paris Saint-Germain. Certaines familles partent à la montagne, d'autres à la campagne, et d'autres à la mer. Et même à la mer, rien à voir entre Atlantique et Méditerranée, où les adeptes du camping vivent une expérience différente de ceux qui ont opté pour l'hôtel club ou pour la location meublée.

Les vacances sont l'un des derniers moments où l'on peut encore cultiver l'illusion de forger son destin de ses propres mains, sur l'enclume de sa volonté, pendant deux ou trois semaines de liberté, loin des horaires fixes, de son réveil matin et des habitudes domestiques. Si l'on voulait se reposer, on resterait sous sa couette avec un bon livre, une bonne connexion Internet et en se faisant livrer des pizzas. Non, ce qu'on veut, c'est du changement. Partir pour échapper au rythme lancinant des habitudes. Ne pas suivre le GPS et prendre la petite départementale. Conduire cheveux aux vents en écoutant la radio trop fort, en roulant un peu trop vite, sans se soucier de son bilan carbone ni de la hausse des taux d'intérêt,

jusqu'au moment où le flash du radar automatique vous ramène à la dure réalité.

L'éloignement de son domicile donne l'occasion de rompre avec ses habitudes, et de retrouver le goût de l'aventure. Par exemple, au supermarché local, il est probable que le rayon boulangerie se trouve là où votre instinct aurait placé les lessives en poudre. Et quand, après trois fois le tour des rayons, vous trouvez enfin où sont cachés les gels douche, vous attendez une grande surprise : les nouveaux parfums. On pensait que la relation compliquée des Français avec l'hygiène était un cliché, de l'histoire ancienne, mais comment expliquer qu'une marque bien connue commercialise désormais des gels douche parfum pop-corn, tartelette aux fraises, ou pancakes ? C'est une épreuve facile, vous ne cédez pas à la tentation d'une incursion dans ce monde parallèle où l'on se lave avec du caramel, et remplissez votre panier avec une marque certes différente de votre flacon fétiche, mais qui ne soulèvera pas l'indignation quand vous rentrerez au mobil-home.

L'été c'est la saison des choix, pour le meilleur et pour le pire. Rappelez-vous, il y a deux ans, une éternité, on hésitait entre Pfizer ou Moderna, et d'ailleurs, on ne l'avait pas vraiment, le choix. Cette année, se dessine une alternative entre

canicule insoutenable ou pluie d'automne interminable. Dans les deux cas, impossible de passer l'après-midi dehors, et une fois épuisés les musées des alentours, et échappé de justesse à une troisième guerre mondiale à cause d'un désaccord sur les règles du Uno, on se dit qu'on irait bien au cinéma. C'est ainsi que l'on se retrouve avec l'improbable dilemme de 2023 : *Barbie* ou *Oppenheimer*. L'année prochaine ce sera peut-être *Mon Petit Poney* ou *Simone de Beauvoir* ? Les scénaristes d'Hollywood sont en grève depuis trois mois, et il semblerait qu'ils aient bien besoin d'un peu de repos. A-t-on vraiment épuisé tous les sujets possibles pour se retrouver avec deux réalisateurs stars qui tournent, pour l'un, les états d'âme rose fluo d'une poupée en plastique en proie à des doutes existentiels et, pour l'autre, les états d'âme d'un scientifique dont l'invention peut détruire l'humanité. Entre le six-pack décomplexé de Ryan Gosling d'un côté, et les équations de physique quantique de Cillian Murphy de l'autre côté, c'est votre image de père / mari idéal qui va de toute façon en prendre un coup. Du côté des parents, alors que rien ne nous prédisposait à aller voir un film sur les jouets depuis *Toy Story*, la lecture de critiques complaisantes fait naître le doute, surtout si l'on a bien aimé *Lady Bird* et pas compris grand-chose à *Tenet*. Et, finalement, on se laisse convaincre par l'argument massue : *Barbie* dure une heure de moins ! ●

Stil

DIE KONTROVERSE



Barbenheimer

Am Montag tauchten auf der Facebook-Seite von déi Lénk zwei Fotomontagen im Barbie-Look auf: Auf dem einem Bild war Biden in rosa Anzug zu sehen, auf dem anderen ein nackter Putin auf einem rosa Pferd. Ziemlich bald hagelte es Kritik aus allen möglichen Lagern. Man unterstellte,

die Memes seien „idiotischer Russenhass“, pro-Putin, homophob, eurozentrisch und würden die enthemmte Konsumgesellschaft und Waffenlobby verteidigen. Einen Tag später erklärte Serge Tonnar auf seiner Webseite, dass die Memes von ihm stammten, da er seit einiger Zeit Ko-Moderator der Facebook-Seite von déi Lénk sei. Es seien typische Barbenheimer-Memes, die auf die Kernthemen der Barbie- und Oppenheimer-Filme anspielen – also Feminismus und Krieg. Damit würden sich die Bilder gegen das Patriarchat und den atomaren Militarismus wenden. Für Serge Tonnar war die Botschaft „kloer wéi eng Bullettszopp“ – für alle anderen mutierten die Bilder zu einem Polit-Roschachtest. In den vergangenen Wochen war der Barbenheimer-Effekt auch in Luxemburg zu spüren: Für *Barbie*

verkaufte Kinepolis zwischen dem 19. und 23. Juli 12 000 Karten, für *Oppenheimer* knapp 9 000. Déi Lénk hatte auf ihrem letzten Kongress entschieden, offensiver zu kommunizieren. Nun ist ein Streit aufgrund der Barbenheimer-Memes entstanden – in gewisser Weise wurde das Ziel einer gewagteren Kommunikation erreicht. sm

L'ÉVÉNEMENT

Wine Culture Enjoy

La région de la Moselle organise tout au long de l'année des événements pour mettre en avant le terroir viticole local. Les noms manquent sans doute d'originalité, mais l'audience est au rendez-vous. Après les illuminations de février (Wine Light Enjoy),

les dégustations de mai (Wine Taste Enjoy) et avant les accords fromagers de décembre (Wine Cheese Enjoy), voici le tout nouveau Wine Culture Enjoy qui entend allier le vin et les arts. Expositions d'art, concerts, lectures et visites guidées sont proposées dans des domaines viticoles et des espaces culturels. L'auteure de roman policier Monique Felten (en allemand) des passages de son livre dans l'ambiance propice de la cave voûtée de la Distillerie Zenner. Ateliers de gravure sur linoléum et expositions d'anciennes étiquettes de vin au Kulturhuuf de Grevenmacher, expo-vente d'œuvres d'art façon vide-grenier à



la Fondation Valentiny, randonnée guidée avec Pier Zahlen au vignoble Pauls, émaillent le programme, avec des dégustations de vins et des mangeailles variées. Le bicentenaire d'Edmond de la Fontaine (dit Dicks, né le 24 juillet 1823) est l'occasion d'un tour guidé sur ses traces. Le chemin passe par le château de Stadtbredimus dont il fut le bourgmestre (photo : Christian Ries), le domaine de chasse de « Schäppchen », la « Haus Heemecht », maison natale de Batty Weber et la tombe de la famille Dicks. fc

DAS EVENT

Schmugglertour

Der Velosummer trat am vergangenen Wochenende

in die Pedalen. Auf der Schmugglertour, die auch noch dieses Wochenende stattfindet, trifft man auf ein paar Eigenheiten des Kantons Redingen: viele Kühe, ein interkommunal gut angelegter Radweg und eine niedrige Bevölkerungsdichte. Deshalb kommt man nur an wenigen Ortschaften mit gastronomischem Angebot vorbei. In Rambruch können Durstige allerdings im Café Fox haltmachen. Dort begegnet man Fans des U.S. Rammerisch, dem großherzoglichen Paar hinter Glas und anderen Radfahrern, die Bier bestellen. Streckenweise führt der Weg nach Belgien in ein Naturschutzgebiet. Die Radfahrer aus dem Nachbarland sind eher mit E-Mountainbikes unterwegs, weil sich in den belgischen Wäldern mittlerweile



eine Bmx-Kultur etabliert hat. Die Luxemburger tragen Funktionskleidung und sind bestens ausgerüstet – man bevorzugt Rad-Marken, deren Verkaufspreis im vierstelligen Bereich liegt. Auf Fritten, Wurst, Crémant und einen Veloparcours für Kinder stoßen die Tour-Teilnehmer in Eil. Das Schmuggeln hat den Bewohnern des Grenzgebiets bis in die 1960-er-Jahren einen Nebenerwerb eingebracht – daher der Name „Schmugglertour“. sm

Les livres des Editions d'Lëtzebuerger Land

En vente en librairie et sur www.land.lu

